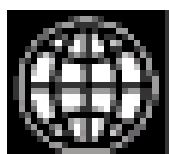


# Rapport de l'Indice CIVICUS de la Société Civile du Burkina Faso

Première Etude Holistique de la Société Civile au Burkina Faso  
2004-2008



Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement  
(RESOCIDE)



Banque Mondiale



## Avant propos

L'Indice CIVICUS a été mis en œuvre au Burkina Faso sur une période de plus de deux ans. Cette étude avait pour objectif de réaliser une recherche sur la société civile de ce pays afin d'en permettre une connaissance aussi précise que possible, d'identifier les pistes de renforcement de la société civile et de faciliter sa comparabilité avec d'autres contextes. Elle innovait de par sa démarche d'auto-évaluation participative conduite par les acteurs mêmes de la société civile et de prospective pour le renforcement de ce segment de la gouvernance nationale. L'étude a dû faire face à de nombreux défis liés à la complexité de son objet, mais également et surtout à des facteurs environnementaux qui ont tendu à en retarder l'exécution. La volonté d'achever une tâche qui de toute façon s'avérerait dès le départ incontournable a permis de venir à bout de ces nombreux obstacles.

Le troisième âge de la société civile du Burkina Faso que l'on pourrait situer à partir de 1998 a porté sur le devant de la scène publique de nombreux acteurs sous la bannière de la société civile. L'observation de la chorégraphie de ces acteurs dans l'espace public a fait ressortir deux constats majeurs. La nature des personnes et organisations pouvant se réclamer de la société civile d'une part posant la question de la définition de cette société civile, et d'autre part, l'amplitude des actions qui peuvent raisonnablement être comptabilisées au titre de la société civile. Au delà de ces considérations circonstanciées, plusieurs situations avaient démontré la faiblesse structurelle de la société civile du Burkina Faso à tenir le rôle et les responsabilités que le modèle de la bonne gouvernance lui réservait de droit. Représenter les couches sociales défavorisées et défendre leurs intérêts dans les cercles de prise de décision et surveiller l'action des gestionnaires des affaires collectives sont deux chantiers sur lesquels cette société civile s'est montrée bien défailante. Ce faisant, elle rend le système de gouvernance nationale déséquilibré, en cela que le jeu institutionnel connaît une participation citoyenne faible et ne respecte plus pas les normes prescrites par l'esprit du partenariat contemporain. Entre clientélisme politique et méconnaissance des règles du jeu, les acteurs de la société civile ont bien du mal à assumer leurs missions sociétales. Fort de ces constats, parce que plongés au cœur de l'action, certains membres de cette société civile, parmi lesquels les leaders du RESOCIDE, ont

### LE RESOCIDE

*Le Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement a été conçu en 2002 dans un contexte national marqué par la crise socio-politique où la société civile jouait un rôle de premier plan. Il s'agissait de ramener dans les esprits une préoccupation essentielle de la société civile, à savoir la promotion du développement, qui était passée au second plan à l'occasion du mouvement social et politique débuté en décembre 1998. La philosophie de l'organisation est de mobiliser les énergies positives afin de soutenir l'action citoyenne en faveur de la démocratie et du développement.*

*Quatorze (14) responsables d'organisations de la société civile ont décidé de mettre leurs efforts en commun afin de poursuivre des objectifs partagés. Le réseau a adopté une approche organisationnelle souple faisant de son cadre un espace d'interaction et de communication ouvert et un pourvoyeur d'opportunités à ses membres. Le réseau évite de devenir un carcan pour ses membres qui demeurent libres d'entreprendre et de poursuivre les actions dans d'autres partenariats.*



porté la réflexion sur comment sortir cet acteur de son état, et comment l'amener à remplir sa mission aux plans national et local ?

Il apparaissait, dans le contexte de la crise socio-politique survenue après les événements de décembre 1998, difficile de poser les termes d'un débat constructif à partir de l'intérieur de la société civile tant les positions étaient cristallisées autour d'enjeux divers. La société civile s'était retrouvée, dans la lancée de son attachement aux valeurs de démocratie et des droits humains, en train de jouer un rôle politicien/partisan, dépassant quelque peu ses limites objectives. Comment concilier la défense des droits et la revendication d'une société libre et ouverte avec le besoin de respecter les limites conceptuelles de l'acteur social, telle était l'aporie, à la fois intellectuelle et pratique qui se posait à ceux qui pensaient les problèmes de notre société civile. L'idée est alors apparue, au sein du RESOCIDE, de se référer à un mécanisme et un cadre extérieur, donc supposé neutre, pour résorber l'état d'« imposture institutionnelle » dans laquelle une partie de ses membres tendaient à entraîner l'ensemble de la société civile. L'indice CIVICUS de la société civile est apparu comme la solution idéale à cette « erreur » conceptuelle. Décrire le spectre de la société civile nationale, en faire le diagnostic exhaustif et dessiner les avenues de sa restructuration tout en gardant un lien exogène de référence se présentât comme un programme adéquat de vivification de la société civile du Burkina Faso. Premier pays francophone à entreprendre l'Indice CIVICUS de la société civile, l'expérience du Burkina Faso ne pouvait éviter, dès l'abord, certaines difficultés à la fois de recherche et organisationnelles. Mais plus encore, le manque de professionnalisme de certains partenaires a été un obstacle de taille qui a perturbé le déroulement de l'étude et ont tendu à en amoindrir les impacts. L'expérience n'a pas moins produit ses effets intéressants de participation et de découverte. Le sentiment d'appartenir à une communauté à l'échelle mondiale qui œuvre à l'avancée des valeurs positives a été l'aiguillon qui incitait les initiateurs de l'indice du Burkina Faso à toujours aller de l'avant.

L'espoir que les facilitateurs de l'Indice formulent est celui de voir sa nature itérative opérer et que les bonnes pratiques apprises de l'application de ses principaux outils (diagnostic de la gouvernance associative, capture des regards externes (revue des média et enquête communautaires) prennent racine au sein des organisations de la société civile.

### **Siaka Coulibaly**

Juriste, politologue, Secrétaire Exécutif du Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement

*Le réseau a défini un objectif en deux axes. (1) Contribuer à la promotion d'une gouvernance globale positive. (2) Accompagner le développement à travers la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'environnement.*

*Afin d'atteindre son objectif, le RESOCIDE a entrepris une politique de partenariat et de co-opération aux niveaux international, régional et national. Il est ainsi membre de plusieurs alliances, réseaux, coalitions et cadres où il partage des expériences et contribue par la réflexion, la recherche et l'action à la promotion d'un monde meilleur.*

*Soumis aux aléas du contexte local, le réseau connaît une limite à son expansion organisationnelle qu'il compense par une activité dans le domaine de la contribution aux initiatives collectives. L'Indice CIVICUS est son meilleur exemple de partenariat et d'action au profit d'un grand nombre. Le RESOCIDE a également favorisé les interactions et facilité les activités de plusieurs membres de la société civile nationale et sous régionale (CIVICUS, FOSCAO, Cdc/CSLP, FACS, REDDA, UICN, ELDIS).*



## REMERCIEMENTS

Au moment où le projet de mise en œuvre de l'Indice CIVICUS de la société civile au Burkina Faso arrive à son terme, il devient indispensable d'exprimer de la reconnaissance à ceux qui ont permis à cette initiative de se concrétiser dans ce pays. L'Indice de la société civile du Burkina Faso est apparu à bien de moments comme une gageure, une aventure, tant les obstacles de divers ordres qui se dressaient sur son chemin semblaient insurmontables. La capacité de vision et la détermination de ses promoteurs ont soutenu la marche de ce projet jusqu'à son terme.

Les remerciements vont tout d'abord à Monsieur SYAN Patrice, ex-Directeur Général du Suivi des ONG au Ministère de l'Economie et des Finances, qui très tôt a perçu la pertinence méthodologique de l'Indice pour le renforcement de la société civile nationale. Il a durant tout le cycle de projet apporté son appui moral, mais aussi et surtout des conseils tirés de sa longue expérience du secteur des ONG dans le pays. Parmi les responsables de la société civile, toute la gratitude va à Monsieur OUEDRAOGO Edouard, président du Groupe de Recherche pour la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES), Albert OUEDRAOGO, président du TOCSIN, Madame BANGRE Françoise, présidente de la Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina Faso (FENAFER-B), Monsieur Pagomziri Alexandre OUEDRAOGO, président du Mouvement Burkinabé pour l'Emergence de la Justice Sociale (MBEJUS) et Monsieur Ernest T. Ilboudo, Président des Amis de l'Agriculture (ADA). Tous ont perçu dès sa conception, l'intérêt de ce projet pour la société civile de notre pays et lui ont apporté les premiers soutiens indispensables à sa réalisation.

La mise en œuvre des opérations de recherche a mobilisé de nombreux acteurs de la société civile qui ont consacré leur temps et leurs ressources techniques à la réalisation de ce projet. Que soient remerciés Monsieur SANOU Seydou, Secrétaire Général du Mouvement Citoyen et enseignant à Bobo Dioulasso, Monsieur DIALLO Abdrahmane, chargé de programme au National Development Institute (NDI Bureau du Burkina Faso), ZON Abdoulaye, Directeur Exécutif du Centre de Formation et d'Information sur le Budget (CIFOEB), Monsieur TRAORE Sié Armel, assistant de coordination du projet. Les personnes qui se sont chargées des différentes enquêtes ne sauraient être suffisamment remerciées. Ce sont Dah B. Odilon, Kambiré Aristides et Traore Armel.

Trine STORM, chargée de programme de la gouvernance et point focal société civile du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burkina Faso est grandement remerciée pour son assistance dans le suivi des activités et la facilitation des rencontres. Sa foi en l'expérience burkinabè de l'indice civicus et sa détermination à le faire aboutir ont été capitaux pour la dernière phase du projet.

Les principales marques de reconnaissance et les remerciements les plus sincères vont à l'Equipe de l'Indice CIVICUS de la société civile à Johannesburg. Le Manager Général du projet ISC Volkart Heinrich Finn et tous ses collaborateurs qui ont assisté les équipes dans les pays et ont rendu possible une entreprise qui, au départ, présentait de nombreuses incertitudes. Toutes les personnes ressources du projet doivent être remerciées. Les assistants pays (*country support persons*) successifs qui ont encadré la



mise en œuvre du processus burkinabé de l'Indice reçoivent une mention spéciale, en particulier Navin Vasudev, qui, avec Benita Young, ont les premiers, guidé l'équipe du Burkina Faso. Mahi Khalf, dans l'ombre, a effectué un travail remarquable de soutien par ses analyses de nos résultats. Leurs successeurs Andria Hayes - Bircher, Hannelore Wallner, Beniam Gebrezghi, Peter Phiri et Jacob Mati méritent toute notre gratitude. En particulier Beniam Gebrezghi qui, avec sa froide mais ferme détermination, a assisté les dernières étapes du projet. Enfoncés dans leurs préoccupations programmatiques, ils n'ont pas toujours conscience de l'ampleur de l'impact de leurs actions sur l'avènement de sociétés libres et efficaces dans le monde. Les progrès réalisés sont très petits à un moment donné mais ont une valeur inestimable à l'échelle de l'humanité.

Le PNUD, institution qui connaît des moments difficiles depuis l'avènement de la mondialisation, remis en cause dans ses missions originelles et ses approches dont l'efficacité est discutée, garde pourtant l'espoir des peuples. Son soutien au projet de l'Indice de la société civile est déterminant pour les succès remportés par endroits dans les zones en construction démocratique ou dans la lutte contre la pauvreté.

C'est aussi le lieu de marquer un arrêt sur le travail que (la chaîne) CIVICUS est en train de réaliser pour l'avènement de sociétés plus justes dans ce monde si tourmenté. Rendons hommage à tous les acteurs sincères de la société civile mondiale pour l'œuvre qu'ils accomplissent chaque jour pour le bien commun.



# TABLES DES MATIERES

Avant propos .....	2
REMERCIEMENTS .....	4
TABLES DES MATIERES .....	6
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES.....	7
LISTE DES FIGURES.....	9
LISTE DES TABLEAUX .....	10
RESUME EXECUTIF .....	11
1. Mais pourquoi donc l'Indice au Burkina Faso ?.....	12
2. Une approche holistique et innovante.....	12
3. Décrire la réalité par l'auto diagnostic .....	14
4. Les bases rationnelles de la prospective .....	16
INTRODUCTION .....	19
I. BASE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'INDICE CIVICUS DE LA SOCIETE CIVILE .....	22
I.1. ARRET SUR CIVICUS .....	22
I.2. HISTORIQUE DU CONCEPT DE L'INDICE .....	22
I.3. APPROCHE ET METHODOLOGIE .....	24
II. LA SOCIETE CIVILE AU BURKINA FASO.....	36
» II.1. Données sur la société burkinabé .....	36
» II.2. Le concept de société civile au Burkina Faso .....	39
» II.3. L'analyse des forces sociales .....	46
» II.4. La carte de la société civile.....	48
III. ANALYSE DE LA SOCIETE CIVILE .....	52
» Dimension 1. Structure.....	52
» Dimension 2. Environnement.....	65
» Dimension 3. Valeurs.....	89
» Dimension 4. Impact.....	102
IV. FORCES ET FAIBLESSES DE LA SOCIETE CIVILE.....	113
» LES FORCES .....	113
» LES FAIBLESSES .....	115
» RECOMMANDATIONS.....	119
CONCLUSION GENERALE .....	122
ANNEXES.....	125





## LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES

ACESA-BF	Amicale de la Communauté du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique du Burkina Faso
ADA	Amis de l'Agriculture
ADF/RDA	Alliance pour la Démocratie et la Fédération/Rassemblement Démocratique Africain
AFJB	Association des Femmes Juristes du Burkina Faso
AFVP	Association Française des Volontaires pour le Progrès
AMA	Agence des Musulmans d'Afrique
ATAD	Alliance Technique d'Assistance au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BF	Burkina Faso
BM	Banque Mondiale
CATHWELL	Catholic Relief Service
CBDF	Convention Burkinabé pour les Droits de la Femme
CES	Conseil Economique et Social
CdC/CSLP	Cadre de Concertation des OSC pour le Suivi du CSLP
CDP	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
CCEB	Cadre de Concertation des OSC actives en Education de Base
CCN	Comité Consultatif National
CERPRADE	Centre d'Etude et de Recherche sur les Pratiques Démocratiques
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
CGD	Centre pour la Gouvernance Démocratique
CGTB	Confédération Générale du Travail du Burkina Faso
CIFOEB	Centre de Formation et d'Information sur le Budget
CISAB	Comité International de Solidarité avec le Burkina Faso
COAFEB	Coalition des Femmes du Burkina
CND	Commission Nationale de la Décentralisation
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains
CRA	Consultations Régionales d'Acteurs
CSB	Comités de Suivi à la Base
CSC	Conseil Supérieur de la Communication
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSS	Community Sample Survey
CSV	Confédération Syndicale Voltaïque
CSW	Civil Society Watch (Observatoire de la Société Civile)
DGSONG	Directeur Général du Suivi des ONG
DELGI	Délégation Générale à l'Informatique
DSF	Développement Sans Frontières
ENI	Equipe Nationale de l'Indice
ECE	Enquête Communautaire par Echantillonnage
FAED	Fonds d'Appui à l'Etat de Droit



FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FENAFER-B	Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina Faso
FH	Freedom House
FO	Force Ouvrière
FONAEF	Fonds National d'Appui à l'Education Fonctionnelle
FOSCAO	Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest
GERDDES	Groupe de Recherche pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
GVH	Groupement Villageois Hommes
GVF	Groupement Villageois Femmes
IDH	Indice du Développement Humain
INSO	Institut National pour la Statistique et le Développement
ISC	Indice de la Société Civile
LIPAD	Ligue Patriotique pour le Développement
LIPDHD	Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable
MABUCIG	Manufacture Burkinabè de Cigarettes
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MBDHP	Mouvement Burkinabe des Droits de l'Homme et des Peuples
MBEJUS	Mouvement Burkinabé pour l'Emergence de la Justice Sociale
NDI	National Development Institute
OCADES	Organisation Catholique pour le Développement Economique et social
ODP/MT	Organisation pour la Démocratie et le Progrès/Mouvement du Travail
ONATEL	Office National des Télécommunications
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSEO	Organisation Suisse d'Entraide Ouvrière
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDDEB	Plan de Développement de l'Education de Base
PDP/PS	Parti pour la Démocratie et le Progrès/Parti Socialiste
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PNGT	Programme National de Gestion des Terroirs
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PVNU	Programme de Volontaires des Nations Unies
RECIF/ONG	Réseau de Communication et d'Information des Femmes dans les ONG
REN-LAC	Réseau National de Lutte Anti Corruption
RESOCIDE	Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement
RM	Revue des Médias
RVCC	Réseau de Veille sur le Commerce des Céréales
SPONG	Secrétariat Permanent des ONG
SONAR	Société Nationale d'Assurance et de Réassurance
TI	Transparency International
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée





UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNDD	Union Nationale pour la Démocratie et la Développement
UNPCB	Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso
WACSO	West Africa Civil Society Forum
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Diamant de la Société civile du Burkina Faso	P.9
Figure 2 : Cycle du projet de l'ISC du Burkina Faso	P.27
Figure 3. Carte administrative du Burkina Faso	P.29
Figure 4: Frontières floues de l'arène de la société Civile	P.35
Figure 5. Matrice des forces sociales	P.38
Figure 6. Carte de la société civile	P.40



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau des Pays ayant participé à l'Indice Civicus phase 2003-2005	P.17
Tableau d'informations générales sur le Burkina Faso	P.27
Tableau III.1.1.1. : Indicateurs évaluant l'ampleur de la participation citoyenne	P.40
TABLEAU III.1.2. Indicateurs évaluant l'intensité de la participation citoyenne	P.43
Tableau III.1.3. : Indicateurs de la diversité des participants à la société civile	P.44
Tableau III.1.4.1 : Indicateurs du niveau d'organisation	P.47
Tableau III. 1.5.1 : Indicateurs d'inter-relation	P.50
Tableau III. 1.6.1 : Indicateurs de ressource	P.50
Tableau III. 2.1.1 : Indicateurs d'environnement politique	P.52
Tableau de l'IDH de 1975 à 2005 des pays classés à "développement humain faible	P.57
Tableau III. 2.2.1 : Droits fondamentaux et indicateurs de liberté	P.58
Tableau 2.3.1 : Indicateurs d'environnement socio-économique	P.62
Tableau de données économiques pour quelques pays du Sahel	P.64
Tableau des données sur les télécommunications	P.65
Tableau de densité de l'équipement en TIC en Afrique	P.66
Tableau III. 2.4.1 : Indicateurs d'environnement socio-culturel	P.67
TABLEAU IV.2.5.1. : Indicateurs évaluant l'environnement légal	P.68
TABLEAU IV.2.6 : Indicateurs évaluant des relations Etat- société civile	P.70
TABLEAU IV.2.7 : Indicateurs évaluant des relations de la société civile et du secteur privé	P.72
TABLEAU IV.3.1 : Indicateurs évaluant la démocratie	P.75
TABLEAU IV.3.2 : Indicateurs évaluant la transparence	P.76
TABLEAU IV.3.3 : Indicateurs évaluant la tolérance	P.78
TABLEAU IV.3.4 : Indicateurs évaluant la non-violence	P.79
Tableau IV.3.5. Indicateurs de mesure de l'équité du genre	P.80
TABLEAU IV.3.6 : Indicateur évaluant l'action d'éradication de la pauvreté	P.83
Tableau des contributions des ONG pour 2004-2006	P.84
Tableau de comparaison entre la contribution des ONG et l'investissement du CSRLP par région	P.85
TABLEAU IV.3.7 : Indicateur évaluant la durabilité environnementale	P.85
Tableau IV.4.1 : Indicateurs évaluant l'influence des politiques publiques	P.88
TABLEAU IV.4.2 : Indicateurs évaluant l'activité de la société civile à tenir l'Etat et les entreprises privées responsables	P.89
TABLEAU IV.4.3 : Indicateurs évaluant la réponse aux intérêts sociaux	P.90
TABLEAU IV.4.4 : Indicateurs évaluant le renforcement des citoyens	P.91
TABLEAU IV.4.5 : Indicateurs évaluant la satisfaction des besoins sociaux	P.96

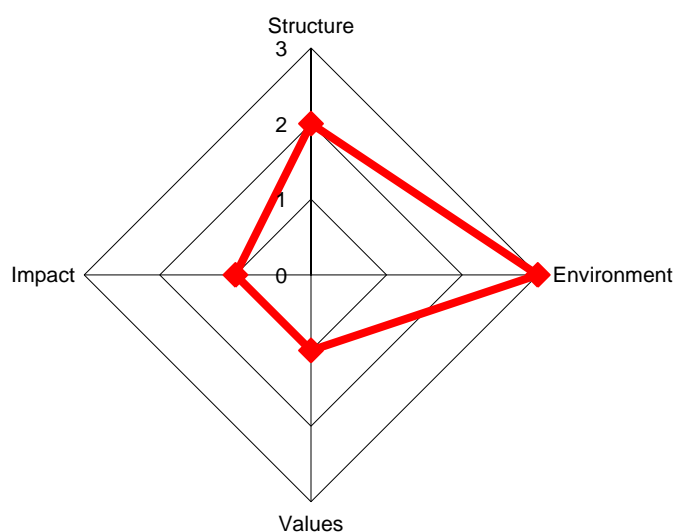


## RESUME EXECUTIF

D'Avril 2004 à Octobre 2008, le Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE) a conduit une version intégrale de l'Indice CIVICUS de la société civile au Burkina Faso. Plusieurs défis objectifs concernaient la mise en œuvre d'un tel projet dans un contexte comme celui du Burkina Faso.

Les informations documentaires collectées sur la Structure, l'Environnement, les Valeurs et l'Impact des actions de la Société civile et sur le développement de la société Burkinabée en général ont été traitées et présentées sous forme de rapport préliminaire à un Comité Consultatif National (CCN) représentant les principales catégories d'acteurs du pays. Ce rapport a été analysé et noté conformément aux critères de notation de la méthodologie de recherche de l'indice CIVICUS, ce qui a permis de tracer le Diamant de la Société civile du Burkina Faso que voici.

**Figure 1 : Diamant de la Société civile du Burkina Faso**



Ce diamant est une représentation schématisée de l'état de la société civile, tel qu'il a été vu à travers les différents outils de la recherche. La figure a été obtenue à partir des notes que les 22 participants de la rencontre du 13 février 2007 rassemblées dans la salle de conférence du PNUD ont données aux 74 indicateurs de l'indice CIVICUS. Ainsi, selon ce diamant, la société civile au Burkina Faso dispose d'un environnement moyen, d'une structuration assez bonne, pratique beaucoup des valeurs comme l'équité genre et la démocratie interne, et a un impact jugé satisfaisant.

Ce jugement est une auto appréciation des acteurs qui a été obtenu par la méthode de la moyenne plutôt que par celle du jury. L'intérêt de l'indice est d'avoir une image de la société civile à un moment précis qui soit comparable à une image qui serait confectionnée en un autre moment. La comparaison sur plusieurs périodes pourrait permettre d'apprécier les changements successifs.

### 1. Mais pourquoi donc l'Indice au Burkina Faso ? (Contexte et justification)

Ce pays a été le premier pays francophone à appliquer l'Indice. La différence linguistique s'est révélée être une contrainte de taille pour l'appropriation des outils et des concepts utilisés pour former l'Indice. En effet, au-delà des bugs de traduction, qui somme toute, se sont montrés assez peu nombreux, c'est la nouveauté de ces outils et de ces concepts pour beaucoup d'acteurs de la société civile, qui a constitué la plus grande difficulté. Cette contrainte, de type humain, est aussi la caractéristique principale pour laquelle l'application de l'Indice s'avérait indispensable. En effet, dans la lancée de la mutation démocratique de la société burkinabé, plusieurs catégories d'acteurs se sont retrouvés au premier plan dans l'espace public du jour au lendemain, chargés de mandats et de rôles très importants et complexes à la fois. Les responsabilités qui étaient ainsi conférées à ces acteurs, notamment ceux sociaux, exigeaient un savoir faire et une conscience claire du jeu nouveau qu'implique la gouvernance démocratique. A l'observation, les acteurs de la société civile se sont avérés quelque peu insuffisants – les résultats de la recherche tendront à le confirmer – à exploiter l'espace légal et institutionnel que permettent les nouvelles règles du jeu consacrées par la constitution du 2 juin 1991. Par manque de ressources intrinsèques et de prise de conscience suffisante, la société civile elle-même arrive difficilement à opérer les mutations organisationnelles et environnementales nécessaires à son émancipation sociétale. Il s'avérait dès lors indispensable de trouver une tangente pour sortir du cercle vicieux. L'Indice CIVICUS de la société civile, en tant qu'initiative systématique de connaissance et de renforcement de la société civile à l'échelle mondiale offrait l'opportunité unique d'inscrire la société civile du pays dans une dynamique positive.

### 2. Une approche holistique et innovante (la méthodologie)

L'Indice CIVICUS de la Société civile est un projet d'évaluation participative de la société civile au niveau pays. Il vise également à faciliter l'identification des orientations et repères permettant un renforcement de la société civile à travers la formulation d'un plan d'action concerté. L'intérêt principal que présente l'Indice est son ambition de traiter par une approche essentiellement positive un objet qui, par



nature, échappe aux instruments des sciences exactes. Pour permettre d'obtenir une connaissance aussi précise que possible de la cible étudiée, l'expérience de l'Indice au Burkina Faso s'est conformée à la méthodologie proposée et a déployé un ensemble (toolkit) d'outils et de méthodes autonomes dont les produits (output) ont été combinés, traités et interprétés par triangulation. Ainsi, aucun des outils en particulier ou aucun des groupes cibles étudiés n'a influencé de manière définitive les résultats finaux de la recherche. Les études qui ont été menées jusqu'à présent sur la société civile ont toujours été soit partielles, soit ont usé d'un seul outil de recherche. L'Indice a la particularité de se baser sur les méthodes classiques des sciences sociales tout en associant de manière savante **un éventail d'outils** qu'il a identifié. Ainsi sa méthodologie a-t-elle fait l'exploitation de sources primaires et secondaires.

### La recherche primaire

Elle a utilisé les méthodes et a porté sur les cibles suivantes.

- ◆ Les sessions du Comité Consultatif National. Un nombre assez réduit de représentants de la société civile nationale (entre 12 et 20) choisis en fonction de la diversité et de leur connaissance de leur *secteur d'intervention*, se sont réunis pour dérouler des exercices participatifs dont les résultats ont offert des informations capitales pour la formation de l'Indice (*liste de la société civile, analyse des forces sociales, carte de la société civile, notes des indicateurs*).
- ◆ Les enquêtes auprès des communautés. Elles étaient destinées à apporter la perception que les groupes de bénéficiaires des actions de la société civile ont de celle-ci. En même temps, des indications précieuses ont été rendues disponibles sur l'existence et la pratique d'un certain nombre de valeurs sociales clés au sein des communautés.
- ◆ Les consultations régionales d'acteurs de la société civile. Cette étude qui s'est déroulée auprès des membres d'organisations de la société civile a contribué à donner des informations précises sur ces organisations à travers les quatre dimensions retenues. Elles ont constitué des moments cruciaux qui ont permis de recueillir la façon (perceptions) dont les acteurs de la société civile jugent leurs propres actions.
- ◆ Les interviews d'informateurs clés. Elles consistaient à s'entretenir avec des personnes disposant de connaissances sur les principales politiques publiques du pays et dont les avis sont déterminants pour ces politiques. Les résultats de ces interviews sont autant d'informations qualitatives servant à étayer ou infirmer les données quantitatives recueillies ailleurs.



## La recherche secondaire

- ♦ La recherche documentaire. Elle a consisté à visiter les travaux antérieurs menés sur la société civile à *quelque niveau* que ce soit, et que ces informations *aient* été publiées ou pas.
- ♦ La revue des medias. Une source importante d'analyse de la société civile d'un pays est son traitement dans les medias. Tout le long de la recherche, des éléments tirés des différents medias ont été des apports ayant concouru à formuler un indice cohérent et réaliste de la société civile.
- ♦ La recherche sur la responsabilité sociale des entreprises. Il s'est agit, pour cette partie de la recherche, d'évaluer l'existence, la pratique et l'étendue d'une conscience des entreprises de l'impact de leurs activités sur la société et l'environnement ainsi que des responsabilités qui sont les leurs vis-à-vis des populations.

La méthodologie de l'Indice est conduite par une équipe de chercheurs appelée Equipe Nationale de l'Indice composée d'un Coordinateur National, d'un Expert en société civile et d'un chercheur en participation. Les différents acteurs membres du Comité Consultatif National sont également autant d'experts qui ont apporté de précieuses connaissances sur différents aspects de la société civile du pays.

L'Indice ayant été mis en œuvre dans une soixantaine de pays dans le monde, les expériences de ces contextes étaient autant de références utiles qui permettaient de réajuster le projet au fur et à mesure de son implémentation.

### 3. Décrire la réalité par l'auto diagnostic (les résultats de la recherche)

Les données collectées à travers l'application de la méthodologie résumée plus haut ont permis de renseigner les quatre dimensions de la société civile du Burkina Faso. Ces données ont été sublimes pour générer une figure représentant le diamant de la société civile du Burkina Faso.

Le diamant de la société civile permet, en un coup d'œil, de se rendre compte de l'état dans lequel se trouve cette société civile à un moment précis. L'Indice a voulu saisir la réalité de la société civile dans les pays à travers quatre dimensions (structure, environnement, valeurs, impact). Ces dimensions touchent l'ensemble des domaines d'activités et des acteurs impliqués dans la société civile.





La **structure**. Elle couvre aussi bien les caractéristiques physiques (la taille, la composition, la distribution géographique) que l'envergure organisationnelle des organisations de la société civile. Au Burkina Faso, la recherche a permis de se rendre compte de la taille (nombre) considérable et de la pluralité des organisations de la société civile. Bien qu'aucune source ne permette, en ce moment, d'établir le nombre exact d'OSC du pays, les estimations portent sur un développement croissant de ces organisations au rythme annuel d'environ sept cent (700) ces quatre dernières années. Cette grande taille de la société civile n'induit pas ipso facto un dynamisme de ce segment de la société. L'analyse de la composition des OSC (membership) a révélé une faiblesse d'activité et de participation de la population au sein de ces OSC. L'ampleur de la société civile, qui est supposée être une force, se révèle être un handicap du fait des difficultés de représentation et surtout de l'insuffisance des ressources indispensables à un fonctionnement normal des OSC. En somme, la structure de la société civile du Burkina Faso se résume par une amplitude certaine et une efficacité réduite.

L'**environnement**. Les résultats des enquêtes auprès des acteurs de la société civile décrivent un environnement légal et institutionnel favorable en théorie. La pratique cependant reste sujette à la contingence de la construction démocratique. Les libertés sont limitées par des entraves factuelles et ponctuelles. Des affaires impliquant quelques personnalités publiques (journalistes) permettent d'attester cette affirmation. Les réactions des personnes enquêtées durant le pré-test du questionnaire de l'enquête communautaire a contraint l'ENI à amputer le questionnaire de la question relative à l'autorité suprême du pays (question 8.8). En particulier, l'état des relations (dialogue) entre l'Etat et la société civile paraît insatisfaisant pour les acteurs de cette dernière. Un secteur privé peu enclin à assumer sa responsabilité sociale en matière de réduction de la pauvreté et de protection de l'environnement offre très peu de soutien à la société civile. Les relations fonctionnelles et/ou opérationnelles de la société civile avec les entreprises restent pauvres. La méthodologie de l'Indice, cependant, comporte une omission de taille concernant l'état des relations de la société civile et des partenaires au développement. Pour un pays comme le Burkina Faso, le partenariat au développement prend une importance vitale pour tous les acteurs intervenant dans l'espace public (analyse des forces sociales). Les subventions reçues de la coopération au développement représentent une partie importante (parfois 40%) des recettes du budget de l'Etat et presque 100% des ressources financières des OSC/ONG du pays. L'Indice aurait été une excellente opportunité d'analyser ce secteur et d'en tirer des indications pour l'évolution de la gouvernance de ce pays. L'appui des institutions étrangères à la société civile du Burkina Faso est-il efficient ou comporte-t-il des sources de risques pour ce secteur ? Il aurait été très intéressant de tenter de répondre à ces questionnements à l'occasion de l'indice. D'autre part, les avatars rencontrés par l'Organisation Nationale de Coordination lors de la mise en œuvre de l'Indice au



Burkina Faso, impliquant certaines institutions internationales auraient été intéressants à étudier aux fins de comparaison avec d'autres contextes.

**Les valeurs.** L'intérêt d'étudier la prégnance de valeurs dans les pratiques de la société civile peut paraître évident. En effet, la société civile est intervenue dans le jeu de la gouvernance publique par le truchement d'une philosophie particulière et en réaction contre un mode particulier d'organisation politique de la société. Elle y est arrivée porteuse de valeurs jusqu'alors jugées infantiles par le politique moderne. Plus précisément, la société civile est le premier des acteurs à être intéressé par l'établissement de sociétés ouvertes dans les pays du monde. Et l'action générale de CIVICUS et l'indice de la société civile en particulier, n'ont d'autre but ultime que ce type de société où la liberté individuelle est essentielle. Ainsi, chercher à déterminer la mesure dans laquelle la société civile d'un pays adhère à ces valeurs fondamentales de la démocratie et les mets en pratique s'avérerait une question de sens. A ce jeu, la société civile du Burkina Faso s'en sort plutôt à bon compte, si l'on s'en tient aux résultats des Consultations Régionales et du diamant. Les OSC comprennent l'importance des valeurs telles la tolérance, l'équité du genre, la coopération, la démocratie interne, mais ont souvent du mal à les mettre en pratique. Et, assez souvent, ses propres acteurs jugent la société civile apte seulement « dans une certaine mesure » à appliquer ces valeurs.

**L'impact.** Objectif principal de l'évaluation, la dimension Impact permet de juger de la performance ou de l'efficacité de la société civile nationale dans ses multiples domaines d'intervention. Sur l'ensemble des trois domaines retenus (réduction de la pauvreté, lutte contre le VIH/SIDA, moralisation de la vie publique), l'efficacité de la société civile est apparue moyenne. Si l'action de la société civile est jugée insuffisante à réduire la pauvreté, en revanche elle a été jugée très efficace pour la lutte contre le VIH/SIDA. La faiblesse avouée de la société civile du Burkina Faso pourrait s'expliquer par des dispositions des individus à ne pas s'impliquer dans les sujets de la vie publique. Ainsi, l'Indice a montré que très peu de citoyens, y compris des acteurs de la société civile, entreprennent l'action politique non partisane (16,4%). Pourtant le cadre légal (constitution), l'option politique (démocratie) et l'air des temps (mondialisation) sont largement favorables à une expression politique du citoyen et à sa participation dans les affaires de la société. La dimension impact semble ainsi se révéler comme celle sur laquelle les efforts doivent porter dans les plans d'action futurs.

#### **4. Les bases rationnelles de la prospective (les prochains pas)**

L'initiative de l'Indice de la société civile a aussi pour finalité de renforcer la société civile dans le monde afin de rendre la participation citoyenne effective. C'est l'objectif de l'Alliance Mondiale pour la participation citoyenne (CIVICUS) et son mandat en



tant que réseau mondial de promotion des valeurs démocratiques. Les résultats de la recherche consistant en un diagnostic participatif sont supposés permettre aux acteurs de la société civile de projeter des actions de correction des insuffisances constatées. L'atelier national regroupant un éventail assez représentatif de la société civile et de ses partenaires, a dégagé les forces et les faiblesses des acteurs sociaux. A l'issue de l'Indice, un tableau de bord compréhensible de la société civile peut être dressé par les acteurs eux-mêmes et fondé sur leur propre évaluation.

## Conclusion du résumé exécutif

L'indice apparaît, de par sa présentation, comme un instrument de connaissance rationnelle du secteur de la société civile. Sa méthodologie, si elle est judicieusement appliquée, permet de réunir les informations indispensables à une intervention dans ce secteur. Il est cependant important ici de mettre en évidence ce qui pourrait constituer une faiblesse de l'indice civique de la société civile, à savoir son caractère de recherche en science sociale utilisant une démarche composite. La méthodologie de l'indice, pour capturer son objet au mieux, combine des approches subjectives et d'autres plus objectives. Ainsi, la notation par le Comité Consultatif National, bien qu'effectuée sur la base des résultats des recherches multiples, peut donner lieu à un exercice d'auto-satisfaction de la part des acteurs de la société civile. La tentation est forte, surtout dans une perspective de comparaison avec d'autres pays, de se faire la part belle. Sous ce regard on perçoit une certaine inadéquation entre les notes données par le CCN et les avis émis par les participants à l'atelier national.

Une autre faiblesse réside dans la neutralité du rédacteur du rapport national. En tant que partie prenante des divers processus auxquels la société civile nationale est concernée, le rédacteur du rapport national pourrait difficilement se départir de sa propre vision de la société civile nationale et de ses éléments environnementaux. La diversité des outils de l'indice tend à réduire au plus grand maximum l'influence du rédacteur sur les résultats de la recherche.

L'indice, bien que rationnel, ne prétend pas à une scientificité intégrale. Non seulement il intègre des variables qualitatives dont la dimension subjective peut influencer la mesure de l'indicateur, mais surtout il porte sur un sujet difficile à cerner. A l'instar des autres recherches en sciences humaines et sociales, l'indice de la société civile est tributaire des caractéristiques de son objet : l'homme. Cet objet est susceptible de changement dans ses perceptions et surtout ses volontés et ses opinions. De ce point de vue, l'indice de la société civile rencontre de grandes difficultés méthodologiques. Et comme l'a dit Madeleine Grawitz, les sciences sociales connaissent une difficulté en ce qu'elles traitent d'un objet qui parle.



Enfin, l'indice de la société civile n'a pas la prétention de constituer une règle juridique positive s'opposant à tous. Il ne comporte aucune obligation ni pour les acteurs de la société civile eux-mêmes, ni pour leurs partenaires habituels (Etat et PTF). L'indice cherche seulement à donner des repères à l'action de la société civile et à rationaliser cette action.



## INTRODUCTION

Ce document présente les résultats de l'Indice CIVICUS de la Société civile du Burkina Faso conduit de juin 2004 à octobre 2008 comme une partie d'un grand projet international de l'Indice de la Société civile coordonné par CIVICUS. CIVICUS est l'appellation courante d'un réseau mondial de la société civile dénommé Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne. Il regroupe à l'échelle mondiale plus de six cent (600) membres composés d'ONG, d'Associations, d'organisations de volontaires, de fondations, d'instituts de recherche et d'individus basés dans plus de cent (100) pays. L'action de CIVICUS tend au renforcement de la Société civile et de l'action citoyenne à travers le monde. Pour atteindre son but, CIVICUS a développé plusieurs programmes concourant tous à l'amélioration de la participation citoyenne à travers les pays du monde, en particulier ceux en transition démocratique.

L'Indice de la Société Civile, un des programmes de CIVICUS, est un outil d'auto-évaluation participative des besoins des acteurs de la société civile au niveau de chaque pays. Ce programme a été exécuté dans une soixantaine de pays dans le monde ces trois dernières années.

Le but de cette évaluation générale est de :

- i) générer des informations et connaissances pertinentes sur la société civile au niveau national ;
- ii) faire une évaluation participative de l'état actuel de la société civile par les acteurs de la société civile eux-mêmes ;
- iii) permettre la définition de perspectives de renforcement basées sur des données concrètes.

L'Indice permet ainsi de rendre disponible un maximum d'information sur la société civile d'un pays et de faciliter le travail de ses composantes ainsi que de ses partenaires.

Le Burkina Faso a adhéré à ce projet en Avril 2003 par la soumission d'une proposition de projet qui a été acceptée par la coordination générale du projet basé à Johannesburg en République Sud Africaine. L'Indice a été mis en œuvre à travers la constitution d'une équipe de chercheur (Equipe Nationale de l'Indice) qui a déroulé les différents outils méthodologiques dont les résultats ont permis de générer l'Indice de la société civile du Burkina Faso.



Des enquêteurs ont été mobilisés pour réaliser les différentes activités de collecte de données tout le long du projet. Les données recueillies ont été traitées et interprétées par les membres de l'ENI qui a produit un rapport provisoire pays. Les informations et données contenues dans le rapport provisoire pays ont été utilisées par le CCN pour noter les 74 indicateurs retenus et proposer une évaluation objective et compréhensible de l'état de la société civile du Burkina Faso. Les notes octroyées à chacun des indicateurs ont servi à dessiner le diamant de la société civile du pays.

Le rapport provisoire a été finalisé lors d'un atelier national tenu en octobre 2008 dont le mandat a été de réviser et d'amender les résultats globaux du projet et, à la lumière de l'analyse des forces et des faiblesses de la société civile nationale, de proposer des pistes de renforcement de la société civile. Cet atelier, compte tenu de son mandat, a connu la participation effective des représentants de plusieurs organisations de la société civile, mais aussi, des services techniques de l'Etat et des partenaires au développement intervenant dans le pays.

L'équipe technique internationale du projet basée en Afrique du Sud, et en particulier la personne ressource pays (*country support person*) ont apporté à l'ENI un appui technique et psychologique inestimable tout le long du cycle de projet. Cet appui s'est matérialisé par le suivi permanent des activités à travers des appels téléphoniques mensuels durant lesquels étaient prodigués des conseils techniques, partagées les informations pertinentes ainsi que transmise la documentation adéquate.

Les apports effectués par l'Indice à la société civile du Burkina Faso sont appréciables.

- i) Sans chercher à donner une dimension normative aux résultats de cet exercice, l'Indice a permis aux acteurs de la société civile de préciser la définition de la société civile en soulevant des aspects non exposés ;
- ii) L'Indice a été l'occasion d'évoquer l'importance de l'action collective dans le travail courant de la société civile et de comprendre la nécessité d'avoir une connexion avec la société civile des autres pays.

Le présent rapport pays expose les principaux résultats obtenus par l'Indice et se compose de quatre (4) sections.

**La section I :** Elle décrit la méthodologie appliquée par l'Indice CIVICUS de la Société Civile et fournit des informations sur l'historique de l'Indice, son cadre conceptuel et son orientation recherche-action participative.





**La section II :** Elle permet de faire une description de la société civile du Burkina Faso. Cette section fournit ainsi des informations sur les caractéristiques de la société civile en insistant sur certains repères et événements clés de l'histoire du pays. Elle décrit ensuite la compréhension et l'utilisation du concept de la société civile dans le pays. Elle présente aussi la définition par CIVICUS de la société civile et celle adoptée par le Comité Consultatif National (CCN) pour conduire l'évaluation. Enfin elle présente le processus d'élaboration de la carte de la société civile en mettant en exergue les forces sociales du pays ainsi que la nature des relations qu'elles entretiennent entre elles.

**La section III** intitulée l'analyse de la société civile, est divisée en quatre parties correspondant aux quatre dimensions de l'évaluation qui sont : la structure, l'environnement, les valeurs et l'impact. Chaque dimension est subdivisée en sous dimensions éclatées chacune en indicateurs avec des explications de la note de chaque indicateur. Chaque indicateur est renseigné par les données obtenues de la recherche, mais aussi des actions et publications de la société civile constituant autant de sources de connaissance.

**La section IV** comporte la partie importante de l'analyse des forces et faiblesses de la société civile du Burkina Faso réalisée par l'Atelier National ainsi que les propositions d'actions pour renforcer cette société civile dans le futur. Enfin elle porte les éléments conclusifs de l'étude en évoquant les prochaines étapes.



# I. BASE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'INDICE CIVICUS DE LA SOCIETE CIVILE

## I.1. ARRET SUR CIVICUS

En 1991, un groupe de 20 leaders de la société civile venus de divers pays à travers le monde se sont rencontrés avec l'idée de soutenir et mieux structurer la vive expansion naissante de la participation citoyenne dans plusieurs régions du globe. Leur but était de renforcer les organisations de la société civile, d'assurer le plaidoyer de leur cause auprès des décideurs mondiaux et de stimuler le dialogue entre ces organisations et les autres acteurs de la gouvernance nationale et globale que sont les Etats et le secteur privé. A la mi-1993, le travail de formalisation a été achevé à Barcelone (Espagne), marqué par la première assemblée du groupe des fondateurs de CIVICUS.

Pour atteindre ses objectifs stratégiques, CIVICUS a développé plusieurs instruments et programmes que sont l'Observatoire de la Société Civile (Civil Society Watch), le projet de suivi du changement global par la société civile, le projet de renforcement du rôle de la société civile dans la gouvernance participative, l'Indice de la Société Civile, le programme Légitimité et Transparence et l'assemblée mondiale.

La philosophie d'intervention de CIVICUS, à savoir, renforcer (*empower*) les citoyens, les groupes et mouvements sociaux pour en faire des acteurs efficaces de la nouvelle formule d'organisation du politique des sociétés post modernes, peut paraître une référence consciente ou non à la conception du penseur allemand Jurgens Habermas. Selon cet auteur, dont la théorie a été résumée dans la formule de « l'agir communicationnel », il suffirait de créer les conditions optimales de la communication et de la délibération publiques, en permettant à tous les citoyens de prendre part à la décision pour que la société connaisse le progrès. L'analyse de la gouvernance des Etats et du monde faisant constater un déficit de participation des groupes citoyens, renforcer ceux-ci devient une option stratégique pertinente. CIVICUS, dès sa création, a adopté cette approche.

## I.2. HISTORIQUE DU CONCEPT DE L'INDICE

Renforcer la participation citoyenne dans le monde suppose dès le départ une bonne connaissance de ce secteur où évoluent les organisations à caractère et objectif sociaux. La première action de connaissance de la société civile à l'échelle mondiale entreprise par CIVICUS a été la publication en 1997 d'un ouvrage intitulé « le Nouvel Atlas Civique » contenant le profil de la société civile dans soixante pays dans le monde (CIVICUS 1997). A partir de cette recherche initiale, est partie l'idée originale de mieux connaître la société civile du monde à l'aide d'un outil d'évaluation scientifique et



compréhensible. L'utilité assignée à l'Indice de la société civile, en ce moment là, était de renforcer la comparabilité et la qualité des informations contenues dans ce Nouvel Atlas Civique (Heinrich/Naidoo 2001 ; Holloway 2001).

En 1999, Helmut Anheier, Directeur du Centre pour la Société Civile à l'Ecole des sciences économiques de Londres a joué un rôle significatif dans l'élaboration du concept de l'Indice de la Société civile (Anheier 2004). Le concept a été testé entre 2000 et 2002, dans quarante pays durant une phase pilote. A la fin de cette phase, l'approche projet a été complètement évaluée et affinée. Une seconde phase d'application à grande échelle a ainsi pu être engagée. Dans cette phase de mise en œuvre, le projet est exécuté dans cinquante quatre pays. (Voir Tableau I.1).

Le besoin de rationaliser la société civile que ressentaient les responsables de CIVICUS rencontrait la même tension au sein de plusieurs organismes s'occupant du développement à l'échelle mondiale. Devant la multitude et la diversité des acteurs composant ce secteur, se posait une difficulté de taille : celle de disposer d'une grille cohérente et opérative pour organiser l'intervention de la société civile dans le champ de la gouvernance et du développement. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), plus que d'autres agences de développement et d'aide, est passé à l'acte en tissant un partenariat dynamique afin de soutenir l'Indice CIVICUS de la société civile.

**Tableau des Pays ayant participé à la mise en oeuvre de l'Indice de l'ICS phase 2003-2005 <sup>2</sup>**

1. Allemagne	28. Irlande du Nord
2. Argentine	29. Jamaïque
3. Arménie	30. Liban
4. Azerbaïdjan	31. Macédoine
5. Bolivie	32. Mauritanie
6. Bulgarie	33. Mongolie
7. Burkina Faso	34. Monténégro
8. Chili	35. Népal
9. Chine	36. Nigeria
10. Chypre	37. Orissa (Inde)
11. Costa Rica	38. Palestine
12. Corée du Sud	39. Pays de Galles
13. Croatie	40. Pologne
14. Ecosse	41. Roumanie
15. Equateur	42. Russie
16. Egypte	43. Serbie
17. Fidji	44. Sierra Leone
18. Gambie	45. Slovénie
19. Géorgie	46. Taiwan



20. Ghana	47. Tchécoslovaquie
21. Grèce	48. Timor Oriental
22. Guatemala	49. Togo
23. Hollande	50. Turquie
24. Honduras	51. Ouganda
25. Hong Kong (VR Chine)	52. Ukraine
26. Indonésie	53. Uruguay
27. Italie	54. Vietnam

### » I.3. APPROCHE ET METHODOLOGIE

L'Indice de la Société civile (ISC) a adopté une approche de recherche-action participative dans laquelle le public cible est en même temps l'auteur de l'action. Cette approche a été matérialisée dans un canevas structuré d'outils différents et complémentaires (*toolkit*) permettant de collecter des données significatives sur l'état de la société civile.

Aux fins d'évaluer l'état de la société civile d'un pays donné, l'Indice en examine quatre dimensions : sa **structure**, son **environnement** externe, les **valeurs** qu'elle pratique et dont elle fait la promotion et l'**impact** de ses actions sur la société en général. Chacune des dimensions est composée d'une variété de sous dimensions. Chacune des sous dimensions est ensuite renseignée par des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Ces indicateurs forment la base du processus de collecte de données de l'Indice.

Les informations et éléments apportés en réponse aux indicateurs permettent leur appréciation lors de l'exercice de notation effectué par le Comité Consultatif National (CCN). La méthodologie de l'Indice de la société civile procède d'une philosophie de compréhension et de renforcement de ce segment de la société et est expliqué par le cadre conceptuel.

#### 3.1. Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel définit les différents concepts et notions utilisés par l'Indice, et donne des précisions sur le cheminement intellectuel qui a permis son élaboration. Ce cheminement s'articule autour de questions spécifiques.



## Comment définir la Société civile ?

En tant qu'initiative de systématisation de la connaissance de la société civile, l'Indice se devait dès le départ, de faire une part belle à cette réalité émergente. La pièce conceptuelle centrale de l'ISC se trouve ainsi être nécessairement le concept de la société civile. Depuis la montée en puissance de la société civile dans le jeu de la gouvernance mondiale et nationale, le besoin de cerner ce concept de façon précise s'est fait jour et plusieurs travaux se sont penchés sur le sujet. Pour un souci d'opérationnalité et en tenant compte des multiples définitions existantes, CIVICUS propose une définition de la Société civile qui présente celle-ci comme ***“l'arène, en dehors de la famille, de l'Etat et du Secteur privé (marché, entreprise) où des gens s'associent pour faire avancer des intérêts communs”***. Sur la base de cette définition, l'Indice présente des caractéristiques précises.

Premièrement, l'idée largement répandue selon laquelle la société civile est un idéal recherché pour accompagner les Etats dans la recherche du bien-être de la population est nuancée quand on cherche à comprendre et à évaluer la réalité de la société civile à travers le globe. L'Indice adopte une vision **“réaliste”** en reconnaissant que la société civile est composée à la fois d'aspects positifs et négatifs, de forces pacifiques et de forces violentes qui pourraient faire avancer ou obstruer le progrès social. Il reconnaît également que la société civile n'est pas une entité homogène et unie, mais plutôt une arène complexe où divers intérêts et valeurs interagissent et où des luttes d'influence ont lieu. L'évaluation couvre non seulement les associations caritatives et de protection de l'environnement par exemple, mais aussi des forces ou organisations à caractère extrémiste, xénophobes ou sexistes.

Deuxièmement, l'Indice cherche à aller au-delà des formes usuelles, organisées, policées, institutionnelles et *juridistes*, selon le mot de Michel Offerlé, officiellement reconnues par l'Etat que l'on donne aux OSC. C'est pourquoi il n'est pas fait mention d'organisation dans la définition. La forme organisationnelle réelle des OSC est recherchée au lieu de sa forme officielle. L'Indice cherche également à comprendre la façon dont les OSC supportent les valeurs comme la démocratie et la tolérance par exemple, mais aussi la manifestation des formes d'intolérance et de violence. En usant du verbe **“associer”**, l'Indice indique que la pierre angulaire de la définition de la société civile est l'aptitude des individus à créer des liens et des relations les uns avec les autres ou dans le cadre d'une organisation ou d'un groupe ou sous la forme d'une manifestation spontanée ou d'organisation durable. *“Là où, au contraire, de tels liens d'affinité et de coopération sont absents, nous parlons de masses, au sein desquelles les individus se tiennent isolés, atomisés et déconnectés les uns des autres”* (Hadenius/Ugla 1996: 1621).



Le terme “**intérêt**” devrait être interprété très largement, embrassant la promotion de valeurs, de besoins, d’identité, de normes et d’autres aspirations. Plutôt que de lister les différentes catégories d’intérêts, l’Indice a opté pour l’utilisation du terme le plus simple et le plus global « commun ».

### *Comment évaluer l’état de la société civile ?*

Pour évaluer et décrire l’état de la société civile, l’Indice en examine quatre différentes dimensions :

- ◆ la **structure** de la société civile (i.e. le nombre des OSC et de leurs membres, la mesure ou le niveau de donation et de volontariat, le nombre et les caractéristiques des organisations parapluie comme les fédérations et unions ainsi que les infrastructures d’appui de la société civile, les ressources matérielles humaines et financières),
- ◆ l’**environnement** externe dans lequel la société civile existe et fonctionne (i.e. la législation en vigueur, le contexte politique, le contexte économique et culturel, les relations entre la société civile, l’Etat et le Secteur privé),
- ◆ les **valeurs** portées et défendues dans l’arène de la société civile (i.e. la démocratie, la tolérance, l’équité du genre ou la protection de l’environnement),
- ◆ l’**impact** des activités menées par les acteurs de la société civile. (i.e. l’influence des politiques publiques, le renforcement de la participation du peuple, le fait de tenir l’Etat et les entreprises privées responsables de leurs actes et la possibilité de répondre aux intérêts et besoins sociaux de la population.

Chaque dimension est composée de plusieurs sous dimensions et chacune des sous dimensions est composée d’un certain nombre d’indicateurs individuels. Le processus de mise en œuvre de l’Indice est centré sur la recherche de données et d’informations correspondant à chacun des indicateurs souvent exprimés sous la forme d’une interrogation. Le processus de cette recherche et de cette analyse est considéré comme important en soi, et comme une opportunité pour la mise en réseau de la société civile, l’éveil de conscience, la réflexion collective et le renforcement des capacités.

Pour visualiser l’état de la société civile du Burkina Faso, l’Indice a utilisé les notes attribuées aux quatre dimensions de référence pour générer l’outil stylisé appelé le «**Diamant de la Société civile** » qui est une représentation des quatre dimensions sur une base de repère orthonormé. Ce Diamant visualise le résumé des forces et faiblesses de la société civile. Il permet de voir en un coup d’œil les domaines dans lesquels la





société civile de ce pays est performante ou dispose d'atouts et ceux dans lesquels elle est faible. Ce Diamant est le résultat de la notation des indicateurs individuels consolidés en notes des sous dimensions puis en notes des dimensions. Comme il cerne l'essence même de l'état de la société civile à travers ses dimensions clés, le Diamant de la Société civile peut fournir une base de départ utile pour les interprétations et les discussions à propos de ce à quoi ressemble la société civile dans un pays donné. Etant donné que le Diamant ne consolide pas les notes des dimensions en un simple score, il ne peut et ne doit pas être utilisé pour classer les pays suivant les notes des quatre dimensions. Une telle approche n'est pas appropriée pour l'évaluation de la société civile avec plusieurs facettes de dimensions et plusieurs facteurs et acteurs d'interventions.

Le Diamant dépeint aussi la société civile à un certain point dans le temps et par conséquent il est pauvre en perspective dynamique. Cependant, employé de façon itérative, il peut être utilisé pour présenter le développement de la société civile d'une période à une autre et aussi pour comparer les sociétés civiles à travers les pays sur la base des scores des différentes dimensions et sous dimensions (Anheier, 2004).

Certaines hypothèses peuvent cependant amoindrir la justesse du contenu de chaque dimension. L'Indice considère par exemple que le système de soutien (financement, assistance technique et information) participe de la dimension Structure. Dans les contextes comme celui du Burkina Faso, le soutien venant des entreprises au secteur de la société civile – au titre de leur responsabilité sociale – est quasi inexistant et la quasi-totalité de l'appui financier et matériel dont disposent les OSC provient de la coopération au développement (ambassades et institutions internationales). Cette coopération étant le fait des Etats, reste fortement connotée politiquement et idéologiquement. Elle pourrait difficilement rester neutre sur une question aussi importante que la gouvernance politique et la participation citoyenne. De fait, les indicateurs 1.6.1 et 1.6.3 pourraient être repris au titre de la dimension Environnement pour étudier l'influence que le système d'appui à la société civile peut exercer sur la Structure de la société civile et sur l'Impact (efficacité) de celle-ci.

### **3.2. Méthodologie de recherche**

Cette partie décrit les méthodes utilisées pour collecter et traiter les diverses données utilisées par le projet de l'Indice de la Société civile.

#### **3.2.1. La collecte des données**

Avant d'entreprendre la collecte des données, il a été organisé une séance de formation des agents de collecte sur la philosophie du projet, la méthodologie, le canevas de



recherche et sur le sens des indicateurs proposés. Une phase de pré-test des questionnaires a été effectuée pour déceler et prévenir les éventuels bugs de ces outils. Une importante documentation a été collectée, livrant des informations et données sur les indicateurs retenus. Ces informations et données ont été traitées et consolidées pour générer une base de données utilisable par tous.

La phase de collecte des données a rencontré quelques difficultés qui ont heureusement été contournées par l'ENI. La méthodologie de l'Indice prévoit son adaptabilité au contexte du pays où il est mis en œuvre. Certaines questions des différents questionnaires pouvant par exemple susciter des réticences chez le public cible demandaient à être modifiées ou supprimées. La base de données préparée pour l'enregistrement des données et leur traitement ayant été formatée au préalable ne permettait pas ces modifications nécessaires au risque d'altérer la cohérence de l'outil. La collecte des données n'a pas non plus échappé aux impondérables inhérents à toute recherche, surtout dans le domaine social. La méthodologie de l'Indice présentait des difficultés intrinsèques. Conçu dans un milieu anglophone évolué (académique britannique), cet outil nécessitait une adaptation de toute son approche au contexte légal et institutionnel et à la mentalité francophone. La tradition d'Etat réduit et de prépondérance du mouvement associatif dans la vie publique qu'avait noté et étudié Alexis de Tocqueville au 19<sup>e</sup> siècle en Angleterre et aux Etats Unis, présente des oppositions fondamentales d'avec la centralité et le corporatisme propre au modèle franco-allemand de l'Etat dont se sont inspirés les Etats africains. Cette centralité de l'Etat offre peu de jeu à la société civile et aux forces ne faisant pas partie des « corps constitués ». Cet état des choses a influencé la mise en œuvre de l'Indice de plusieurs façons. Y compris au sein même de la société civile où, certaines forces habituées à jouer le rôle de faire valoir rechignent à entreprendre des actions visant à rendre forte la société civile et à rendre la gouvernance nationale équilibrée. Les publics de personnes enquêtées (communautés semi rurales) également sont généralement réfractaires à adhérer à des initiatives de renforcement de la citoyenneté. Ce type d'action est considéré, bien à tort, comme participant des stratégies partisans et est parfois assimilé à des actes de désobéissance civile par certains citoyens.

### **3.2.2. Le traitement des données**

Les données collectées au cours des différentes phases de la recherche ont été traitées de manière différente les unes des autres. Les données de la recherche primaire (questionnaires, interviews, consultations des acteurs) ont été enregistrées dans les bases de données préparées à cet effet. Le traitement électronique a permis de générer des données statistiques sous formes de tableau et insérées auprès des indicateurs correspondants. Les informations des sources secondaires, quant à elles, ont été judicieusement réparties auprès des indicateurs correspondants. Un rapport provisoire



a ainsi été élaboré qui a permis au CCN de procéder à la notation des indicateurs. Pour le Burkina Faso, compte tenu de la teneur (composition) du CCN, l'ENI a décidé de retenir la méthode de la note moyenne qui est une des méthodes de notation proposées par la méthodologie. Chaque participant au CCN a reçu un exemplaire du rapport provisoire et a attribué une note en se basant sur les résultats de la recherche affectés aux indicateurs. Les notes ont ainsi été additionnées et une moyenne en a été calculée. Cette méthode présentait l'avantage de permettre l'expression de toutes les sensibilités et d'éviter la marginalisation d'un groupe ou d'individus. En vue de la séance de notation, une variété de sources de données secondaires a été consultée sur la base des indicateurs. Pour cet exercice, la note varie de 0 à 3 (0 représente la plus faible valeur et 3 la plus forte). La notation est plus facile pour les indicateurs à données quantitatives où la note découle directement des données disponibles. Pour les indicateurs à données qualitatives, le jugement des membres est requis. C'est pour cette raison que, pour constituer le CCN, ses membres ont été choisis parmi les acteurs de la société civile qui disposent d'une assez bonne connaissance du secteur. Les commentaires tirés des données et informations relatives à chaque indicateur ont été faits par la méthode de triangulation qui fait intervenir plusieurs approches pour la même réalité. Par exemple, la détermination de la promotion de la tolérance par la société civile (indicateur 3.3.2. *les actions de la société civile pour promouvoir la tolérance*), les données de la Consultation Régionale des Acteurs ont été complétées par des informations tirées de la revue des média.

Pour cet exercice de notation, la méthodologie de l'Indice propose le modèle du « jury des citoyens », une approche développée en 2002 par le Centre Jefferson. Ce modèle se présente comme suit : les citoyens délibèrent et prennent des décisions ensemble sur les sujets et problèmes liés à la vie publique de la nation sur la base des faits présentés en public. Appliqué à l'Indice, le rôle du CCN serait de noter les faits (comme au passage en jugement) relatifs à chaque indicateur sur la base d'une évidence (faits) présentée par l'ENI sous la forme d'une ébauche du rapport sur l'état de la Société civile.

Un enseignement théorique tiré de l'Indice est que la société civile d'un pays qui ressent une faiblesse structurelle vis-à-vis de son rôle sociétal gagnerait à adopter une stratégie de renforcement/développement selon le découpage séquentiel suivant : (1) améliorer la **Structure** organisationnelle de ses membres (OSC) tout en (2) agissant sur leur capacité à travailler ensemble dans des cadres de concertation/action pour conduire des actions communes, en même temps qu'elle (3) assure la promotion de **Valeurs**, (4) améliorer l'**Environnement** (légal, institutionnel, politique, économique et social) dans lequel elle évolue, en vue d'aboutir (5) à un changement social significatif (**Impact**).



### 3.3. Lier la recherche à l'action

Le principal objectif de l'Indice CIVICUS de la société civile et qui en constitue en même temps son innovation par rapport à d'autres approches, est l'ambition d'aboutir à un meilleur agir de la société civile en passant par sa connaissance systématique. De plus, l'Indice s'attaque à une problématique présente dans les sciences sociales depuis leurs premiers moments. Peut-on saisir un objet aussi complexe que les groupes sociaux et leurs actions avec des outils de science exacte (mesure physique, statistique) ? Etablir la réalité de l'adhésion des individus au civisme et à la participation citoyenne par l'indicateur de la valeur chiffrée des dons de charité peut aboutir à des résultats assez éloignés de la réalité recherchée. Les sociétés africaines sont réputées solidaires au point d'en perdre leur efficacité. Selon une conscience culturelle très enracinée dans les communautés africaines, un individu ne saurait utiliser seul ses propres revenus. Il assure une assistance appréciable à d'autres membres de son groupe sans considérer cela comme de la charité. Interrogé sur ses donations charitables, cet individu pourrait facilement donner une information très en deçà de la réalité. Les difficultés rencontrées par Emile Durkheim avec l'étude sur le suicide relèvent du même ordre et l'Indice gagnerait fortement à aller plus loin dans cette direction. L'Indice a perçu cette difficulté et la combinaison proposée d'outils de mesure et d'information qualitative vient amoindrir les risques d'échec. D'autre part, l'Indice de la société civile ne s'arrête pas uniquement à la génération de l'information.

Il cherche à lier le développement de la connaissance sur la société civile à la réflexion sur l'action des acteurs de la société civile et par eux-mêmes. Pour assurer ces liens, il utilise les méthodes et principes participatifs dans le couple recherche – action (Freire 1974 ; Fals-Borda 1991 ; Chambers 1997 ; Knight/Chigudu et al. 2002 :33-36). Le principe itératif contenu dans l'idée de l'Indice permet de dépasser son aspect statique pour aboutir à un mode cyclique : Recherche – Action – Recherche...

En tant que projet novateur, l'Indice propose quatre principes qui sont à noter :

Premier principe : L'ISC est exécuté par et pour la société civile avec comme but ultime, renforcer les capacités de la société civile. Il ne produit pas uniquement de l'information mais également, fait la promotion du changement social.

Deuxième principe : L'ISC établit une relation très étroite entre bénéficiaires et acteurs et tend parfois à les confondre. Leur implication dans l'ISC est à un degré inégalé dans les actions et recherches courantes sur la société civile. La participation du bénéficiaire-acteur est également judicieusement ingérée dans le cycle de la recherche afin de tirer des effets appropriés de chaque groupe d'acteur spécifique sans laisser s'installer une tyrannie de la participation (voir tableau I.2).



Troisième principe : Elle procède de la seconde. La participation des acteurs-bénéficiaires au processus de planification et de conduite assure que les différents types d'actions sont consciemment désirés par ces acteurs, conférant à l'Indice une source d'évaluation permanente et une référence normative.

Quatrième principe : L'engagement des chercheurs et acteurs/utilisateurs à travers le cycle de projet aide à faire tomber les barrières entre l'action et la recherche et facilite l'appropriation du besoin de recherche chez les acteurs opérationnels.

Ainsi l'ISC, trace le cadre d'utilisation des principes et techniques développés par la recherche participative et utilise aussi les méthodes de la recherche sociale comme les enquêtes et « le desk review ».

Au coeur de la combinaison « connaissance - action » de l'ISC se trouve l'atelier national qui rassemble une variété d'acteurs intéressés à la société civile. Les membres des OSC sont les plus nombreux : ceux qui ont participé activement au processus de recherche comme par exemple les membres du CCN, les participants aux consultations régionales les informateurs clés. Quelques représentants des communautés enquêtées ; les responsables des services étatiques impliqués dans le suivi des organisations de la société civile et des actions de développement. Les représentants des partenaires au développement (techniques et financiers) engagés dans la promotion de la bonne gouvernance.

La réunion d'un tel éventail d'acteurs permet d'assurer la diversité des points de vue et des perspectives concernant la société civile. Elle permet surtout la vérification et la validation des informations obtenues des différentes étapes de la recherche.

De manière pratique, l'atelier national se fixe trois objectifs :

- engager les participants dans une discussion critique et une réflexion sur les résultats de l'ISC en vue de les amener à une compréhension partagée de l'état actuel de la société civile ainsi que les défis auxquels elle est confrontée ;
- identifier les forces et faiblesses spécifiques comme domaines potentiels de renforcement de la société civile ;
- susciter l'engagement et l'implication de tous les acteurs, en particulier les partenaires techniques et financiers, dans le renforcement de la société civile à travers des plans d'actions spécifiques.

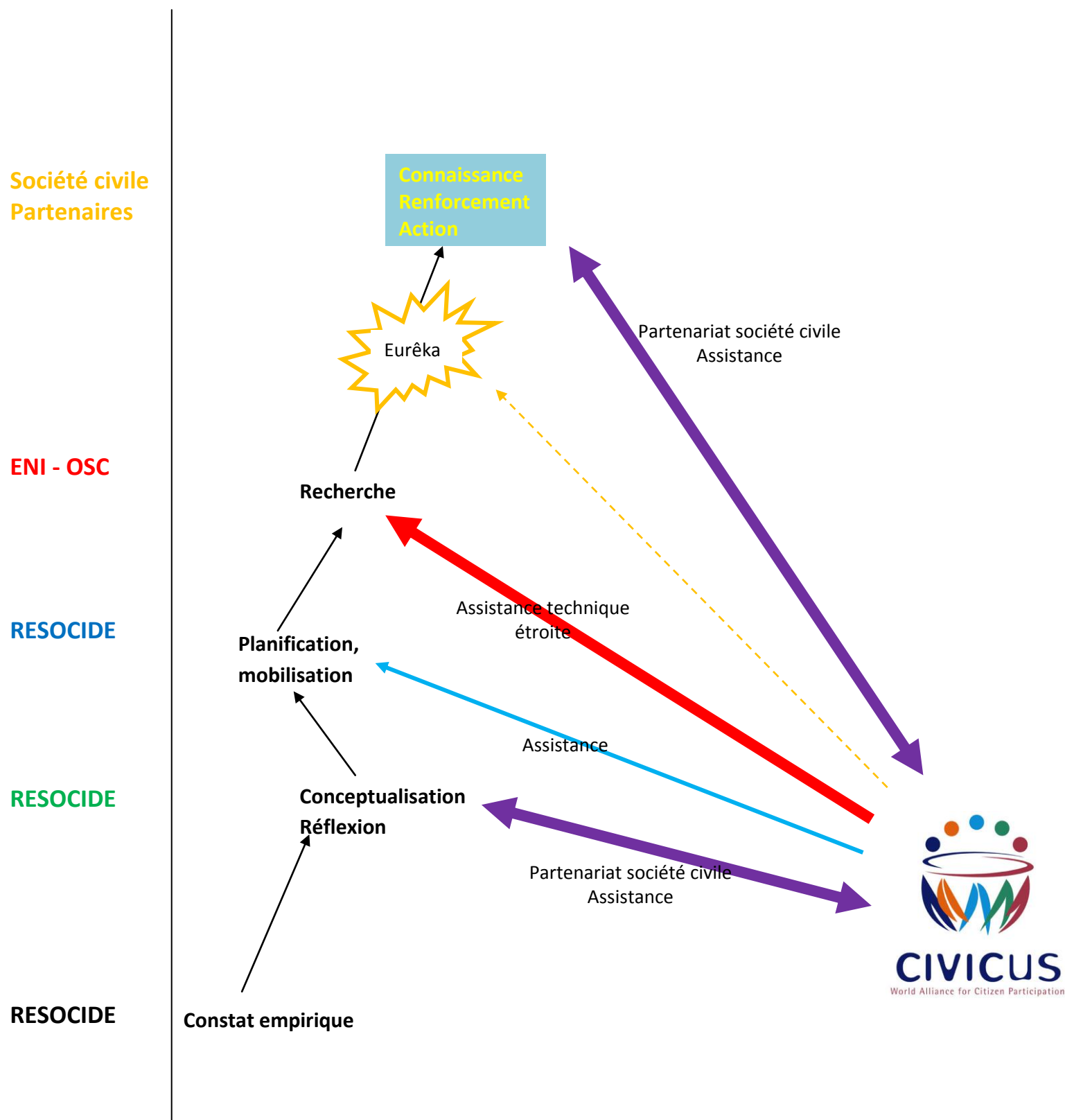


Dans ce cycle de projet, la réflexion-conceptualisation, la recherche et l'action-prospective sont intimement coulées dans le moule participatif dont les effets se manifestent à toutes les étapes du cycle de projet et garantit ainsi la réussite et la qualité de cet innovant projet de recherche et d'action.





Figure 2 : Cycle du projet de l'ISC du Burkina Faso



Il existe plusieurs façons de renforcer la cohésion et l'efficacité de la société civile. L'approche unique de l'ISC est de combiner l'évaluation scientifique à l'approche participative pour amener, mobiliser divers acteurs et intervenants externes de la société civile et renforcer leur engagement. Par conséquent, CIVICUS pense que non seulement la connaissance a moins de valeur lorsqu'elle n'est pas mise en pratique, mais aussi que la connaissance est essentielle pour engager des actions significatives.

### **3.4. Résultats attendus**

Fort de ce potentiel théorique inédit, le projet Indice CIVICUS de la Société civile a poursuivi au Burkina Faso les résultats suivants :

- Générer une connaissance améliorée de l'état de la société civile du pays à travers un rapport pays compréhensible. Ce rapport permet entre autres une plus grande compréhension commune de l'état de la société civile par les acteurs de la société civile eux-mêmes et par les partenaires au développement :
  - Un rapport complet et accessible sur les principales dimensions de la société civile à savoir sa structure, son environnement externe, ses valeurs et son impact
  - Un rapport global publié représentant un outil analytique comparatif de l'état de la société civile des autres pays
  - Une évaluation rationnelle validée à travers son adoption par les acteurs de la société civile
  - Une carte visuelle de la société civile qui se focalise sur les relations entre les acteurs de la société civile aussi bien entre eux qu'avec les acteurs externes tels que l'Etat et le secteur privé
- Donner un nouvel élan aux acteurs de la société civile afin de renforcer ce secteur :
  - Accroître les capacités de recherche des OSC et mettre l'accent sur le besoin d'appui plus grand pour les organismes de soutien à la société civile
  - Identifier des secteurs prioritaires d'intervention de la société civile communément acceptés par différents acteurs de la société civile
  - Identifier des forces et faiblesses spécifiques de la société civile nationale dans chacune des quatre dimensions
  - Créer un cadre de rencontre des acteurs de la société civile pour l'échange de vues et des discussions sur des questions cruciales du développement;



- Partager des initiatives réussies de renforcement de la société civile entre pays participant à l'Indice.



## II. LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BURKINA FASO

Présenter la société civile du Burkina Faso requiert un rappel du contexte national dans une perspective historique. Les données sur le pays permettent de comprendre le segment spécifique de la société civile et les résultats que certains exercices de l'ISC ont permis d'obtenir. Le Burkina Faso se situe en plein cœur de l'Afrique de l'Ouest et est sans littoral. Pays de pure création coloniale, il est composé d'une multitude de groupes ethniques plus ou moins distincts les uns des autres. Il est membre de plusieurs organisations internationales et sous régionales dont la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). Le Burkina Faso dispose d'assez peu de ressources naturelles et doit compter sur l'aide internationale pour répondre aux besoins sans cesse croissant de sa population. Plusieurs crises politiques ont secoué le pays depuis 1960 et un processus de démocratisation est en cours depuis 1990. Ce contexte offre un cadre plutôt favorable à l'évolution de la société civile même si d'autres facteurs contribuent à freiner sa croissance.

### » II.1. Données sur la société burkinabé

Figure 3. Carte administrative du Burkina Faso



## Tableau d'informations générales sur le Burkina Faso

<u>Informations générales</u>
<b>Nom Officiel:</b> République démocratique et populaire du Burkina Faso
<b>Capitale:</b> Ouagadougou
<b>Superficie:</b> 274 200 km <sup>2</sup>
<b>Population:</b> 13 440,5 millions d'habitants (estimation 2007)
<b>Monnaie:</b> franc CFA
<b>Langue Officielle:</b> français
<b>PIB par habitant:</b> 235 615 Francs CFA
<b>Taux d'alphabétisation adulte (+15 ans) :</b> 21.8%
<b>Espérance de vie à la naissance :</b> 47.9
<b>Indice de pauvreté humaine :</b> 58.3
<b>Indice du développement humain :</b> 0.342 (classé 174 sur 177)

Sources : Données UEMOA, Décembre 2000, Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), 2007<sup>1</sup> ; Rapport sur le développement humain, PNUD, 2006

<u>Quelques dates</u>
28 septembre 1919 : Création du territoire et de la Colonie de Haute Volta
11 décembre 1958 : Proclamation de la République de Haute Volta
05 août 1960 : Proclamation de l'Indépendance de la République de Haute Volta
04 août 1984 : Changement du nom du pays en BURKINA FASO
02 juin 1991 : Référendum Constitutionnel (IVème République)

Le Burkina Faso a une société civile généralement considérée comme dynamique depuis l'indépendance politique en 1960, aussi bien au sens de son expansion numérique que de sa vivacité dans l'espace public. Conduit par le mouvement syndical dans les premières années d'indépendance, le mouvement civique a toujours été impliqué dans les luttes sociales. Dans les premières décennies de la vie du pays, ce mouvement civique était aussi politique à travers ses revendications. Ce mouvement social dirigé par un collectif de syndicats a contribué, à plusieurs reprises, au renversement des régimes politiques en 1966, 1978, 1980, 1982 et 1983.

<sup>1</sup> <http://www.insd.bf/>.

[http://www.laafi.com/IMG/pdf\\_burkina.pdf?PHPSESSID=ebae8b245b7d022d8c61d4431f88d097](http://www.laafi.com/IMG/pdf_burkina.pdf?PHPSESSID=ebae8b245b7d022d8c61d4431f88d097)

Institut National de la Statistique et de la Démographie, *Tableau de bord social du Burkina Faso*, N°3, 2005



Le Burkina Faso s'est engagé dès les années 1990 dans un processus de démocratisation de la vie politique marquée par la création d'institutions et par l'instauration de l'Etat de droit et la compétition politique libre. Dans cette lancée, on a assisté durant cette période, à l'organisation de plusieurs forums et rencontres d'envergure impliquant plusieurs composantes essentielles de la société burkinabé. Successivement, il y a eu en 1994 l'organisation des journées sur la gouvernance, une réflexion en 1996 sur la réforme globale de l'administration, une discussion lors des assises en 1997 sur les missions de l'Etat et l'élaboration en 1998 du premier document d'orientation en matière de bonne gouvernance. Le document final dénommé « Plan National de Bonne Gouvernance 1998-2003 » a été adopté en 1999.

Ce nouveau contexte socio-politique a favorisé l'émergence de nouvelles pratiques démocratiques comme la tenue régulière des échéances électorales, l'affirmation du pluralisme politique, l'élargissement des espaces d'expression et l'amorce d'un processus de décentralisation (1993) visant à donner de larges pouvoirs aux collectivités territoriales (communes) au détriment de l'Etat central et de ses circonscriptions administratives (provinces et régions). Le processus de décentralisation entamé depuis plus d'une décennie, se caractérise encore de nos jours par un besoin de consolidation, notamment, dans le domaine du transfert concomitant des compétences et des moyens aux collectivités décentralisées. Concernant les politiques de développement, les gouvernements successifs manifestent une maîtrise croissante de la formulation, la négociation, l'exécution des politiques publiques de développement. C'est ainsi qu'a été présenté en 1995, aux partenaires au développement du Burkina Faso, une lettre d'intention de politique de développement humain durable (LIPDHD) pour la période 1995-2005 dont les principaux objectifs visent le renforcement de la sécurité humaine des Burkinabé en particulier en milieu rural. Cette capacité de l'Etat a également été démontrée par la formulation en 2000 d'un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté qui présente la vision du gouvernement en matière de réduction de la pauvreté, ainsi que les principales orientations des politiques publiques de développement.

La culture démocratique s'enracine progressivement grâce aux valeurs de tolérance présentes dans la société burkinabé traditionnelle et la maturité progressive des acteurs politiques et surtout à la conviction générale des retombées positives de la bonne gouvernance sur l'amélioration de la gestion des finances et affaires publiques. La presse, bien qu'évoluant dans un contexte perfectible, joue son rôle dans l'information libre et objective des citoyens sur les grands enjeux politiques et économiques du pays.

En matière des droits humains, les gouvernements successifs manifestent leur intention de se démarquer des pratiques relevant de l'Etat d'exception. Ainsi, ont été adoptés plusieurs textes de loi dans le domaine de la protection des droits humains



généraux et catégoriels (femmes et enfants). Cet engagement s'est notamment concrétisé à travers la création en 2002 du Ministère de la promotion des droits humains. L'état des droits humains se caractériserait par des textes assez protecteurs mais non entièrement transformés en des pratiques de promotion des droits de la personne. La corruption est jugée à un niveau assez préoccupant qui mine l'efficacité des services publics. D'autre part, la justice, considérée comme de moins en moins fiable par les citoyens, autorise une pratique des individus peu conforme à la règle de droit (actes fréquents de justice privée).

Comme corollaire de la démocratie et de la bonne gouvernance, la société civile peut se prévaloir d'une reconnaissance de plus en plus grande de son rôle en tant qu'acteur de la gouvernance et du développement. Le cadre juridique encadrant l'existence et l'action de la société civile est jugé favorable, bien que nécessitant un accompagnement plus important.

La société civile est composée de plusieurs types d'organisations régies par :

- la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992 portant liberté d'association ;
- la loi n° 014/99/AN du 13 avril 1999 portant réglementation des sociétés coopératives et des groupements au Burkina Faso ;
- la loi n° 56/93/ADP du 31 décembre 1993 portant code de l'information ;
- le décret n° 2000-276/PRES/PM/MATS du 21 juin 2000 portant organisation et fonctionnement des comités de jumelage.

## ► II.2. Le concept de société civile au Burkina Faso

Cette partie est basée sur les travaux du Professeur Serges Théophile Balima qui a revu et corrigé le rapport provisoire de l'Indice CIVICUS de la société civile du Burkina Faso en mars 2005.

Au terme de la loi 10 considérée comme la base juridique/légale de la société civile, est désignée comme association, « *tout groupe de personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, à vocation permanente, à but non lucratif et ayant pour objet la réalisation d'objectifs communs, notamment dans les domaines culturel, scientifique, professionnel ou socio-économique* » ». La même loi dispose que les associations se forment librement et sans autorisation administrative préalable. Toutefois, elles ne jouissent de la capacité administrative que dans les conditions prévues par la loi, et qui sont relatives aux formalités de constitution (assemblée générale, statuts, règlement intérieur, désignation des membres dirigeants, siège social et procès-verbal





de l'instance constituante) et à une déclaration d'existence faite dans les huit jours suivant la constitution. Un récépissé est alors délivré par l'administration compétente, dans un délai ne devant pas excéder trois mois.

La loi identifie quatre types d'associations :

- les associations de « type ordinaire », telle que définies ci-dessus;
- les associations reconnues d'utilité publique. Ce statut est accordé sur demande, et par décret pris en conseil de ministres, au terme d'une période d'activités d'au moins 2 ans consécutifs. il s'agit d'associations poursuivant un but d'intérêt général reconnu dans les domaines du développement économique, social et culturel du pays ou d'une région donnée. elles peuvent bénéficier de subventions ou de tout autre soutien consenti par l'Etat ;
- les associations étrangères. Ce sont celles dont le siège est situé hors du Burkina Faso ou dont les organes dirigeants ou les membres sont essentiellement constitués d'étrangers. Ces associations doivent bénéficier d'une autorisation préalable pour exercer leurs activités au Burkina Faso ;
- les syndicats. Ce sont des organisations de travailleurs ou d'employeurs ayant pour objet la défense des intérêts moraux, matériels et professionnels de leurs membres.

Les sociétés coopératives, elles, sont définies par la loi n° 014/99/AN du 13 avril 1999 comme *« toute association autonome de personnes qui se sont volontairement réunies sur leur propre initiative en vue de satisfaire leurs besoins et aspirations économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise économique, dirigée démocratiquement, en fournissant une quote-part équitable du capital social nécessaire et en acceptant une juste participation aux risques et aux fruits de cette entreprise, au fonctionnement de laquelle les adhérents participent activement et dont ils sont les seuls propriétaires et les principaux usagers »*. Le caractère professionnel et la nature/dimension clairement lucrative présente dans la définition de ce type d'organisation fait hésiter les analystes à les classer *ipso facto* dans la société civile. Leur base légale distincte de celle des associations à but non lucratif contribue d'ailleurs à cette mise à l'écart.

Les comités de jumelage, quant à eux, sont définis à l'article 2 du décret n°2000-276/PRES/PM/MATS du 21 juin 2000 comme *« une association à but non lucratif chargée de promouvoir le jumelage-coopération en vue de la réalisation d'un idéal commun »*.



S'agissant des organisations non gouvernementales (ONG), elles ne sont pas mentionnées par la loi. Il s'agit en fait d'associations étrangères ayant signé une convention d'établissement avec le gouvernement ou d'associations nationales ayant signé une convention d'agrément avec lui. Un protocole d'entente permet de définir les rôles respectifs de l'Etat et de l'ONG bénéficiaire. L'octroi du statut d'ONG est largement conditionné par les investissements (essentiellement matériels et financiers) qu'a effectué ou garantit de réaliser une association.

La presse et les médias audio-visuels privés qui constituent une catégorie importante de la société civile, sont régis notamment par la loi portant code de l'information de 1993. Les responsables des médias audio-visuels doivent, en outre, disposer de l'autorisation du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) avant d'émettre, en plus de se conformer à un cahier de charges.

Des initiatives précédant l'Indice de la Société Civile ont cherché à réunir des informations sur la société civile du Burkina Faso et d'en proposer une définition. En 2002, une étude financée par le PNUD a produit le Document Cadre de Référence pour le Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile au Burkina Faso. Ce document a défini la société civile comme « *toute forme d'organisation en dehors de la famille et de l'Etat, ou toute forme d'organisation entre la sphère domestique et la sphère publique* ». Il s'agirait, selon les auteurs de ce document, d'organisations autonomes jouant un rôle d'interface entre l'Etat et le reste de la société et de contre-pouvoir face aux velléités hégémoniques des pouvoirs étatiques. La principale limite de cette définition est qu'elle n'instaure pas une distinction entre les organisations de la société civile (à but non lucratif) et le secteur privé comme le cadre juridique des organisations sociales du Burkina Faso le laisser percevoir.

Dans une perspective historique de connaissance de la société civile du Burkina Faso, il pourrait être établi trois moments ou âges de cette société civile depuis 1960.

Une première période, se situant entre 1960 et 1970, est marquée par l'influence hégémonique des syndicats (CGTB, CSV, FO, etc.) et des organisations citoyennes d'essence politique comme la Ligue Patriotique pour le Développement (LIPAD). Ces organisations, directement issues du mouvement politique et social de la période de la décolonisation, a conservé l'orientation politique et revendicatrice caractéristique de cette période. La société civile durant cette période, portait en avant la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des masses populaires en même temps que des revendications à caractère purement politique. La chute de la première république le 3 janvier 1966 est historiquement attribuée au mouvement syndical de l'époque.

Un second âge serait celui qui part des graves sécheresses de 1973 qui ont vu s'installer une famine dont les effets vont durer près d'une décennie. A cette douloureuse occasion, la mobilisation de la communauté internationale pour venir en



aide aux populations en détresse a été l'œuvre des organisations internationales telles le PAM et la FAO, mais s'est en grande partie faite par le truchement de nombreuses ONG humanitaires et de développement (CARITAS, CATHWELL). Leur action visait à suppléer au manque de ressources alimentaires ressentie par les populations, en particulier celles du Nord du pays. Après la sécheresse, les ONG vont évoluer de l'action humanitaire d'urgence à la restauration du tissu productif et à l'assistance aux populations dans l'auto-promotion vers un mieux être social. Les ONG de développement vont ainsi devenir la composante principale de la société civile du pays. Les interventions de ce type d'acteur vont prendre le pas, de manière conjoncturelle, sur le mouvement social revendicatif qui, également du fait de l'instauration de la seconde république en 1970, avait perdu de son emprise sur la vie publique du pays.

Le troisième âge débuterait en 1990, avec un pic en 1998. Sous l'influence du vent de démocratisation soufflant des steppes d'Europe de l'Est vers les pays et régions où sévissaient des dictatures et des régimes d'exception, une expansion de la liberté d'expression et d'opinion va s'installer dans le pays, accompagnée de la floraison d'associations. Partant d'un facteur événementiel déclenchant, un vaste mouvement de la société civile va porter en avant le mot d'ordre de « *fin à l'impunité* ». Excédés par les pratiques connues sous les régimes d'exceptions dont ils craignaient sans doute la résurgence en des temps dits de démocratie et forts d'un retour en mode des droits de l'homme sur la scène internationale, les acteurs sociaux du Burkina Faso ont impulsé et soutenu des réformes qui ont eu des effets dans le domaine politique, mais aussi sur le plan des libertés, surtout politiques, et de la gestion des affaires publiques. La principale conséquence de ce mouvement a été une meilleure compréhension et mise en pratique de la participation citoyenne dans la gestion des affaires de l'Etat. L'implication de plus en plus croissante de la société civile dans les actions de développement et la prise en compte des plaidoyers de la société civile au Burkina Faso procèdent de ce troisième âge.

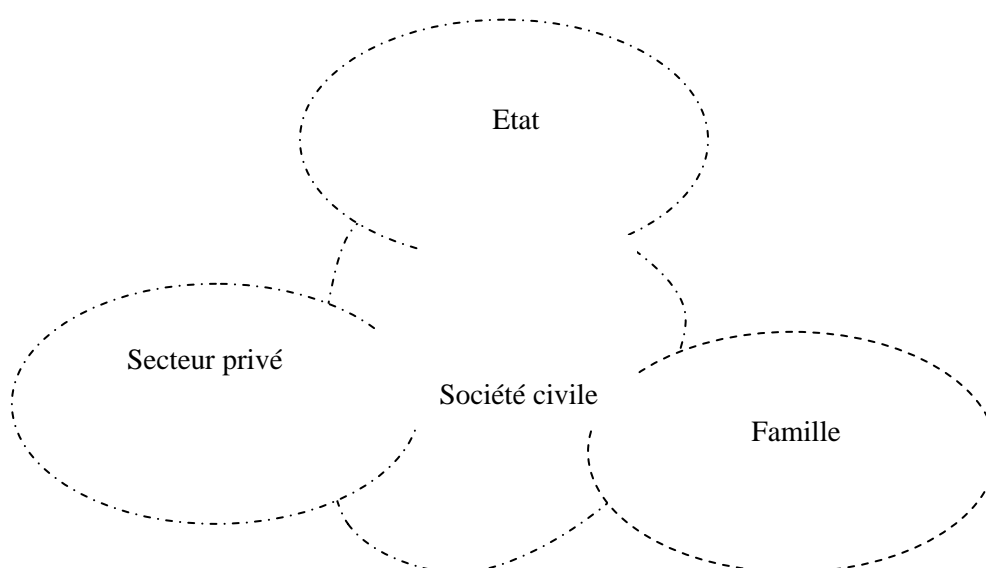
Dans l'ensemble, le cadre juridique légal et réglementaire créé par l'Etat pour régir le statut et l'activité de la société civile est jugé favorable à son épanouissement. Toutefois, il convient d'accentuer les efforts afin de permettre aux organisations de la société civile d'accroître leurs performances en matière de fonctionnement démocratique et d'impact sur le changement social.

La définition retenue après les discussions des membres du CCN a été celle proposée par l'Indice qui avait été mis en comparaison avec celle donnée par le Document Cadre de Référence pour le Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile au Burkina Faso évoqué plus haut. L'indice définit la société civile comme « *l'arène, en dehors de la famille, de l'Etat et du secteur privé (marché-entreprise) où des gens s'associent pour faire avancer des intérêts communs* ». La définition proposée par



l'Indice présentait l'avantage d'offrir un espace plus large pour enserrer les multiples acteurs qui se meuvent sous le couvert de la société civile. D'autre part, le facilitateur de la rencontre du CCN a apporté une précision de taille sur la valeur non normative<sup>2</sup>, donc non opposable de la définition proposée aux acteurs de la société civile. A la différence de cette dernière, le Document Cadre de Référence se voulait une base légale avec force juridique. Le risque que présente une telle entreprise est de mettre hors du champ de la société civile des acteurs qui pourraient valablement en faire partie. L'atelier de restitution de l'étude ayant produit le Document Cadre et qui s'est tenue en novembre 2002 à l'hôtel RAN de Bobo Dioulasso a donné lieu à des discussions sur la liste des composantes de la société civile proposée par cette étude. Le rapport proposait une liste de dix (10) composantes pour tenter de regrouper les catégories d'OSC listées par l'étude. Des argumentations ont permis d'ajouter une composante à la liste initiale, portant à onze (11) le nombre des composantes de la société civile. Ces faits révèlent la difficulté à donner une définition fermée de la société civile et de ses composantes. L'Indice, au contraire, propose une définition non fermée et représente la société civile et ses relations avec les autres acteurs de l'espace public par des cercles contigus aux contours flous, comme dans le schéma suivant.

**Figure 4: Frontières floues de l'arène de la société Civile**



De fait, autant dans la définition des catégories de ses membres que dans ses interactions avec les acteurs comme l'Etat, le secteur privé et la famille, la société civile ne saurait établir des barrières hermétiques.

<sup>2</sup> La normativité ici s'entend de la force juridique positive de la définition. L'Indice garde un caractère heuristique (destiné à la connaissance) et cherche à apporter des repères aux chercheurs et aux acteurs. Il n'est pas, à ce stade, coulé dans une règle de droit positif.

En étudiant la liste des catégories appartenant à la société civile proposée par l'ISC, les membres du CCN ont explicité chaque catégorie en prenant des exemples concrets afin de bien établir leur appartenance à la société civile. A l'exclusion des partis politiques qui ont été clairement exclus de la société civile par les membres du CCN, les autres catégories ont été acceptées plus ou moins facilement par le CCN.

#### Liste des catégories d'Organisations de la Société Civile

1. Organisations religieuses
2. Syndicats
3. OSC de plaidoyer (ex. action civique, justice sociale, paix, droits humains, groupes de consommateurs)
4. OSC de service (ex. OSC supportant le développement communautaire, alphabétisation, santé, services sociaux)
5. OSC actives en éducation, formation et recherche (ex. groupe d'experts, centres de ressources, écoles à but non lucratif, organisations d'éducation publique)
6. Médias à but non lucratif
7. Associations de femmes
8. Associations d'étudiants et de jeunes
9. Associations de groupes marginalisés socio-économiques (ex. pauvres, sans domiciles, sans-terre, immigrants, réfugiés)
10. Associations de services sociaux et santé (ex. organisations caritatives collectant des fonds pour la recherche/services en santé, associations de personnes handicapées)
11. Organisations professionnelles et d'affaires (ex. chambres de commerce, associations professionnelles)
12. Organisations communautaires (ex. associations villageoises, comités de voisinage, organisations de développement communautaire)
13. Groupes/associations communautaires (ex. sociétés funéraires, groupes d'entraide, associations de parents)
14. OSC intérêt économique (ex. coopératives, unions de crédit, associations d'épargne mutuelle)
15. Associations/organisations ethniques/traditionnelles/indigènes
16. OSC d'environnement
17. OSC d'arts et culture.
18. OSC à but récréatif et social et clubs sportifs
19. Fondations de subventions et organismes de collecte de fonds
20. Réseaux/fédérations/organisations de soutien d'OSC,
21. Mouvements sociaux (ex. personnes sans-terre, mouvements pour la paix)

Les discussions sur la liste de la société civile ont permis de revenir sur un débat de l'époque au Burkina Faso. Il s'agit de l'appartenance à la société civile de certains groupes tels la chefferie traditionnelle, les médias privés et les associations de soutien à des groupes politiques. Ces catégories présentent la caractéristique de regrouper des membres dont l'activité régulière est clairement distincte des activités courantes des



OSC (activités partisanes pour les uns et lucratives pour les autres). La solution préconisée est que toute organisation qui pourrait relever de la loi 10 peut, de même, faire partie de la société civile indifféremment des activités individuelles de ses membres. C'est à cette difficulté que l'Indice a judicieusement répondu en reconnaissant des limites floues aux intersections entre la société civile et les autres acteurs tels l'Etat, le secteur privé et la famille. Une telle définition « sage » permet de ne pas exclure les catégories d'organisations présentant par nature des ambiguïtés avec la définition courante de la société civile.

La catégorie des partis politiques a, quant à elle, été définitivement rejetée de la liste des organisations de la société civile aussi bien par les membres du premier CCN que par les participants à la consultation régionale de la région du centre tenue le 3 octobre 2006. Le Burkina Faso, pays de droit francophone, établit une distinction nette entre les partis politiques et les associations. Cette distinction est consacrée par les lois et règlements du pays. Une telle différenciation, assez compréhensible quand l'on considère les objectifs poursuivis par les deux catégories d'acteurs, tend à perdre de sa pertinence quand l'on considère la question sous le triple angle des droits politiques des individus, des activités de certaines associations et de l'objectif de contribution au développement. La Constitution du 2 juin 1991, par ses articles 12 et 13 garantit les droits politiques de chaque citoyen, notamment celui de « *de participer à la gestion des affaires de l'Etat et de la Société* ». Restreindre ce droit prescrit par un texte fondamental, de quelque manière que ce soit, constitue une violation de cette constitution. Les objectifs et les moyens mis en œuvre par les organisations de la société civile diffèrent fondamentalement de ceux des partis politiques dont la destination est la conquête du pouvoir politique et la gestion des affaires de l'Etat. Cependant, les acteurs sociaux (OSC, ONG) peuvent être amenés à entreprendre certaines actions pouvant être classées dans la panoplie des acteurs partisans. Cette immixtion dans la sphère politique, la société civile l'opère de manière conjoncturelle et toujours pour une période limitée. Pourquoi donc légiférer une telle restriction quand l'on sait que les circonstances historiques ont quelquefois amené les organisations à objectif social à intervenir dans le domaine politique et que dans de tels cas, les barrières textuelles n'ont pas pu empêcher les citoyens de jouer leur rôle du moment ? Du reste, une évolution de la société dite civile vers le politique n'est pas à exclure si l'on considère l'état de la gouvernance globale, ou tout simplement en se rappelant l'exemple et l'évolution de l'écologie politique qui est d'ailleurs l'ancêtre de la société civile moderne. Par ailleurs, l'idée de fond de la société civile comme acteur de la décision dans la société post moderne est qu'elle est porteuse d'un ensemble de valeurs jugées de plus en plus indispensables à la vie collective. Elle serait alors le gladiateur qui défendra l'idée de la *politique de la vie* ou *bio-politique* chère au philosophe français Michel Foucault ou de la vision du politiste français Bertrand Badie, de *l'utilité sociale du respect*, pour sauvegarder la société post-moderne.



## » II.3. L'analyse des forces sociales

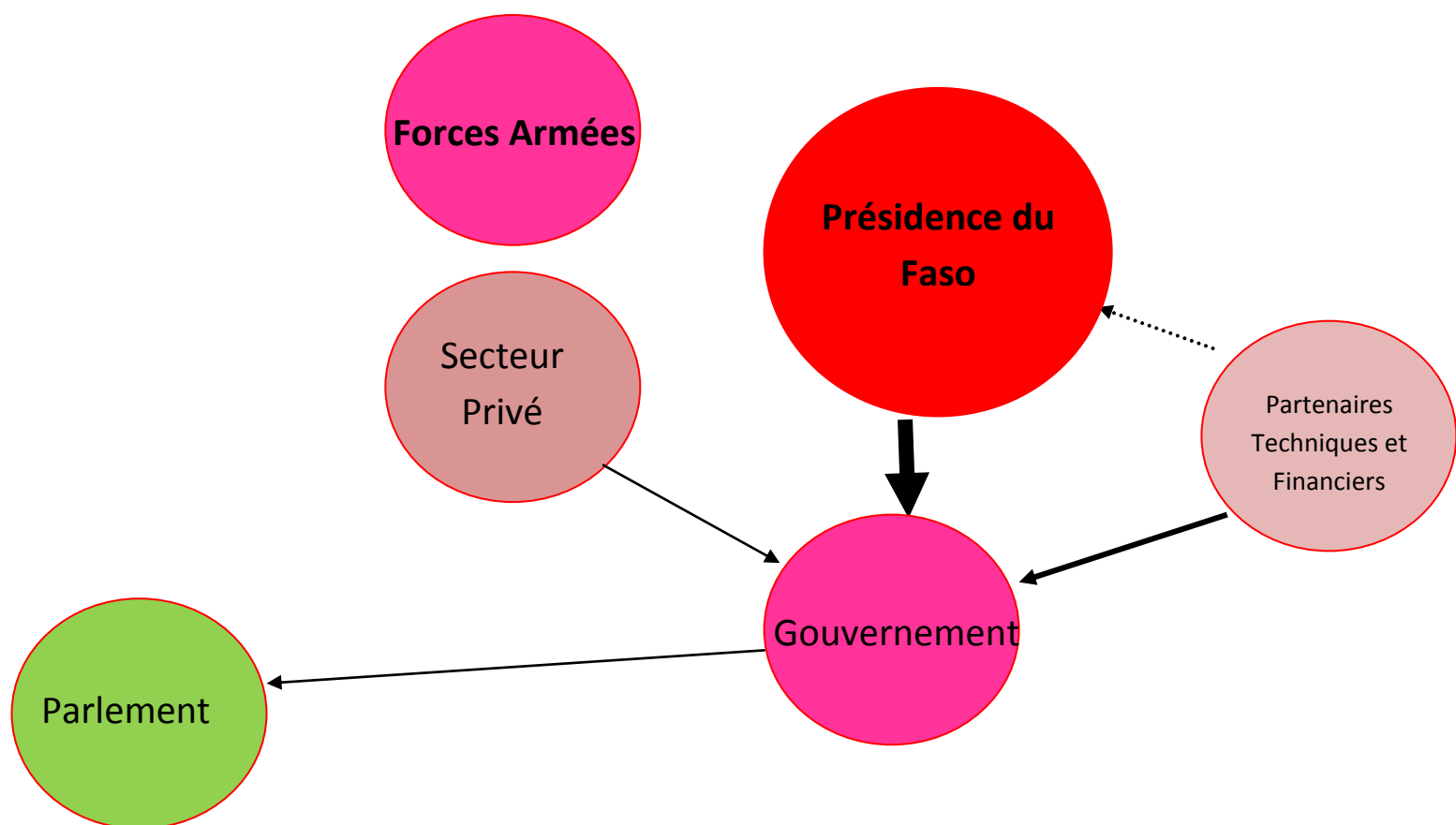
La première rencontre du CCN a permis de mener l'exercice de l'analyse des forces sociales par les acteurs de la société civile de façon inédite au Burkina Faso. L'intérêt initial d'un tel exercice est essentiellement de rechercher des informations sur la société burkinabé. Dans l'expérience de l'Indice du Burkina Faso, un intérêt supplémentaire concurrençait le premier, celui de renforcer les capacités des membres de la société civile et de professionnaliser leur approche de l'espace public. Les membres du CCN ont ainsi appris à conduire une analyse participative du contexte socio-politique et institutionnel dans lequel évoluent leurs organisations respectives. La méthodologie utilisée pour conduire cet exercice a été participative et heuristique. Une première étape a consisté à définir une liste d'entités jugées les plus influentes dans le pays. Une séance de brainstorming a permis d'obtenir cette liste. Les éléments de la liste ont été priorisés (à l'aide de l'attribution d'une note) par ordre d'importance (influence) dans le processus de prise de décision. Des discussions entre les participants ont permis de situer les éléments sur une carte. La couleur représente l'influence et la distance représente l'intensité des relations existant entre les entités identifiées par les participants. Les résultats de l'analyse des forces sociales ont donné la liste et le schéma suivants.

1. **La Présidence du Faso**
2. **Les Partenaires Techniques et Financiers**
3. **Les Forces Armées**
4. **Le Gouvernement (CDP)**
5. **L'Assemblée Nationale**
6. **Le Secteur Privé**





Figure 5. Matrice des forces sociales



L'état des forces présenté par la figure ci-dessus se caractérise par un regroupement de ces forces autour de la Présidence de la République, ce qui pourrait paraître normal pour un régime politique de type semi présidentiel où le président de la république est élu au suffrage universel. Les relations exprimées dans la figure par les flèches ne sont que celles officielles telles que définies par les textes en vigueur. Cependant, les distances entre les entités représentent la perception que les membres du CCN ont de l'influence entre ces entités. Par exemple, l'Armée, du fait de son caractère républicain, n'entretient pas de relations officielles avec les entités autres que l'exécutif (Président et Gouvernement) auquel il se rattache hiérarchiquement. Les citoyens néanmoins ressentent une influence indicible de la « grande muette » sur la vie des institutions, certainement à cause du rôle joué par l'armée dans l'histoire politique du pays. Les Partenaires Techniques et Financiers (bailleurs de fonds) ne tiennent aucune place institutionnelle visible dans le cadre légal, mais du fait de l'importance de l'aide publique au développement pour la vie du pays (environ 40% des recettes du budget national), ceux-ci ont une influence sur les décisions et les politiques publiques. Le Parlement, pouvoir institutionnalisé, qui dans une démocratie semi parlementaire, détient une importance originelle, apparaît ici très peu en mesure de peser sur les décisions, selon le CCN. De fait, le phénomène partisan parvient à réduire l'influence du parlement, amenuisant les effets du *checks and balances* dans le système politique burkinabé. Le Secteur Privé garde des relations avec le gouvernement qui définit les politiques économiques et régule les activités de ce secteur. Depuis quelques années, se tient annuellement un Forum Secteur Privé-Gouvernement au cours duquel sont débattues les principales questions relatives à l'amélioration des opérations économiques du pays. Dans ce tableau des forces de l'espace public burkinabé, l'absence de la société civile confirme le jugement qui a conduit à la mise en œuvre de l'ISC au Burkina Faso. Les membres de la société civile eux-mêmes ne se définissent pas comme une force capable d'influencer les processus décisionnels. La bonne gouvernance (équilibrée) ayant été conçue comme un facteur favorisant le développement et la lutte contre la pauvreté, il s'ensuit *ipso facto* un besoin de renforcer le maillon faible qui reste une composante essentielle souhaitée de cette gouvernance.

## » II.4. La carte de la société civile

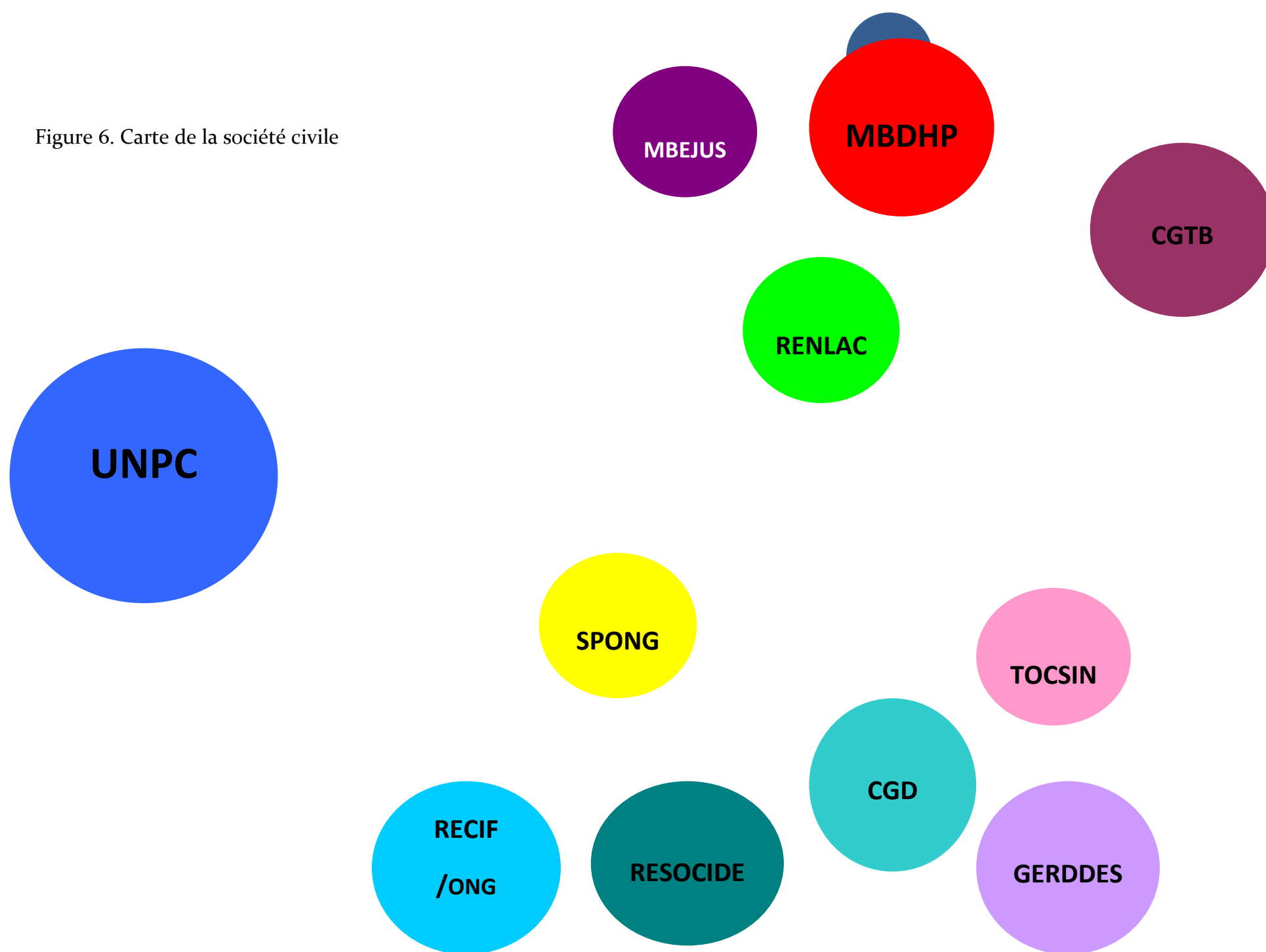
L'établissement de la carte de la société civile du Burkina Faso a été un des exercices collectifs du premier CCN de l'ISC. Il a été réalisé par un regroupement où étaient présents plusieurs représentants d'organisations de la société civile jugées représentatives, y compris des journalistes. L'essence participative de cet exercice constitue sa valeur en tant qu'outil d'auto analyse supposé fournir des informations de première main sur la société civile. Afin de tirer le meilleur parti de la rencontre, une



méthode participative a été utilisée. Chaque participant muni d'une feuille de papier y a porté une liste des dix (10) organisations de la société civile qu'il juge les plus importantes. Les listes ainsi produites ont servi à accorder une place dans l'ordre d'importance ou de visibilité des OSC listées selon le nombre de fois où ces OSC ont été citées. Cette priorisation a permis de faire figurer les OSC listées sur des cartons dont la taille et la couleur matérialisent l'ordre dans la liste. Il s'est ensuite agi de placer les OSC sur la carte en fonction des relations qu'elles entretiennent entre elles afin de donner la carte de la société civile.



Figure 6. Carte de la société civile



La carte ainsi produite présente un état réduit de la société civile à un moment précis qui ne correspond certainement plus à une situation postérieure. Dans cette carte, trois nuages sont visibles représentant des groupes d'OSC regroupés en fonction de la fréquence ou l'intensité de leurs interactions. Un premier nuage constitué autour du Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP) représente le groupe « actif » dans le mouvement social revendicatif. Un second nuage réunit autour du Centre pour la Gouvernance Démocratique les OSC/ONG de développement. Le troisième nuage est l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina Faso (UNPCB) qui à elle seule constitue une véritable force du fait de son envergure nationale, le nombre de ses membres et son poids sur l'échiquier national. Cette structure n'entretient pas cependant des relations intenses avec les deux autres groupes de la société civile. Depuis cet exercice, des évolutions notables sont intervenues qui ont modifié le paysage de la société civile burkinabé.

La principale question ici est celle de l'influence que la société civile exerce sur les décisions, y compris celle concernant directement sa propre existence et ses activités. Cette capacité de la société civile du Burkina Faso, s'avère assez faible dans la réalité. D'une part, à travers son absence de la liste des principales forces sociales du pays définie par les membres de la société civile eux-mêmes, puis la disposition des forces internes de la société civile indiquée par la carte de la société civile. La situation de l'époque décrite par la carte de la société civile montre une polarisation des forces de la société civile qui, sans être clairement antagoniques, n'entretenaient pas de liens de co-opération active. Il en résultait une dispersion de la capacité de la société civile à influencer les décisions publiques de manière significative. Cela ressortira plus loin dans l'analyse de l'impact des actions des OSC. Ce paysage a, bien entendu, évolué depuis lors et nécessite une nouvelle analyse pour le décrire.



### III. ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le cadre du rapport de l'indice se structure autour de quatre grandes dimensions que sont la structure, l'environnement, les valeurs et l'impact. Chaque dimension est subdivisée en sous dimensions contenant elles-mêmes des indicateurs. Les indicateurs sont renseignés par les différents outils de la recherche selon leur pertinence.

#### » Dimension 1. Structure

Cette section évalue la taille globale, la force et le dynamisme de la société civile en termes de nombre d'organisation et de ressources humaines et financières, etc. à titre illustratif, la première des sous dimensions aborde les aspects liés à l'amplitude de la participation citoyenne à travers des indicateurs couvrant l'action politique non partisane, les donations de charité, l'adhésion aux OSC, le volontariat et l'action communautaire collective. La seconde sous dimension porte sur la profondeur ou l'intensité de cette participation citoyenne à travers des indicateurs comme La diversité des membres des OSC, le leadership au sein des OSC et les domaines d'intervention des OSC. Les sous dimensions suivantes traitent du degré de la participation citoyenne, du niveau d'organisation, des inter-relations et des ressources des OSC. Les indicateurs de ces sous dimensions permettent de former une idée assez proche de la réalité de la société civile au Burkina Faso.

#### 1.1. *Ampleur de la participation citoyenne*

**Tableau III.1.1.1. : Indicateurs évaluant l'ampleur de la participation citoyenne<sup>3</sup>**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>1.1.1</u>	Action politique non-partisane	1
<u>1.1.2</u>	Donations de charité	2
<u>1.1.3</u>	Adhésion aux OSC	1
<u>1.1.4</u>	Volontariat	3
<u>1.1.5</u>	Action communautaire collective	3

*1.1.1 Action politique non-partisane :* Cet indicateur est renseigné par les résultats de l'enquête communautaire par échantillonnage (Community Sample Survey). Celle-ci a porté sur le nombre de personnes qui, pendant la dernière année, a participé à l'action politique non partisane telle que les manifestations de rue, la signature de pétition ou

<sup>3</sup> Le tableau III.1.1.1. ainsi que les suivants montrent les notes données à chaque indicateur par le Comité Consultatif National le 13 février 2007



la publication de lettre dans un journal sur un problème collectif. Les réponses collectées montrent qu'une minorité de répondants, 16.4% d'un échantillon de 300 individus affirme avoir participé à de telles activités alors qu'une grande majorité de 83.3% dit ne l'avoir pas pratiqué. Parmi ceux qui ont déclaré avoir participé à l'action politique non partisane, seulement 1.7% reconnaissent avoir envoyé une lettre à un journal, 3% ont signé une pétition et 15.2% ont participé plus d'une fois à une manifestation.

*1.1.2. Donations de charité :* Cet indicateur cherche à évaluer l'ampleur du don charitable en termes de pourcentage des personnes qui font des dons par charité de façon régulière. Les résultats de l'Enquête Communautaire par Échantillonnage (Community Sample Survey) indiquent qu'une proportion significative de 57.5%, a fait à une donation pendant l'année précédente et 41.4 % ne l'a pas fait. Le fait que la majorité ait fait un don de charité est en conformité avec l'influence que les systèmes de croyance ont sur la fréquence et l'occurrence de la charité parmi la population. À un niveau institutionnel, les structures de type religieux (églises et mosquées) jouent un rôle important dans la gestion des donations en collectant les dons et en redistribuant ces dons à des personnes démunies. Selon le Rapport Freedom House<sup>4</sup> 2005, se basant sur le recensement général de la population fait par l'Institut National pour la Statistique et le Développement (INSD) de 1998, la population du Burkina Faso est musulmane à 50%, chrétienne à 10% et 40% de pratiquants des croyances traditionnelles. La place de la charité dans la vie religieuse a une influence significative sur les activités menées par ces organisations religieuses qui fournissent des services sociaux (comme des équipements et services de santé et d'éducation), aussi bien que de l'argent, de la nourriture ou des vêtements aux pauvres et aux indigents.

*1.1.3. Adhésion aux OSC :* Au cours des recherches dans le cadre de l'Indice CIVICUS, des données sur l'enregistrement des associations ont été recueillies auprès du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation qui a en charge la gestion des libertés publiques. Ces données fournissent des indications sur le rythme de création des OSC au Burkina Faso. On peut noter une légère augmentation dans la naissance des OSC de 2003 à 2006. En 2003, 703 OSC ont été enregistrées, en 2004 ce nombre avait grimpé à 741 et en 2005, il y a eu 712 associations enregistrées. L'enregistrement a fait une pointe en 2006 avec 758 OSC et en 2007 avec 945 OSC enregistrés par le MATD<sup>5</sup>. L'ampleur de l'adhésion aux OSC n'a pas été vraiment reflétée par les résultats de l'enquête communautaire qui a indiqué que seulement 33.1% de personnes enquêtées appartiennent à au moins une OSC. Cette anomalie

<sup>4</sup> Se référer au site Web de Freedom House à

<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2005&country=6705>

<sup>5</sup> L'information provient d'une entrevue tenue en septembre 2007 avec Sawadogo Adama, Directeur du Bureau des Associations du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.





pourrait, en partie, s'expliquer par les difficultés rencontrées pendant l'administration du questionnaire liées à la non précision de la notion de membre d'une association. Au Burkina Faso, il existe quelques confusions entre les membres enregistrés disposant d'une carte de membre, les sympathisants d'une association qui prennent épisodiquement part à des activités de cette association et le public qui se reconnaît dans les idées ou les agissements d'une association.

*1.1.4. Volontariat :* Défini ici comme l'action de fournir une prestation ou un service sans contrepartie aux membres de la communauté de façon régulière, le volontariat est une réalité courante au Burkina Faso. Cet appui, ici, se traduit par une offre de temps et de travail d'un individu à une œuvre ou un organisme agissant pour le bien public. Dans le contexte burkinabè, le terme exact est celui du bénévolat qui se distingue du volontariat par son caractère informel. Un important projet dans ce domaine est celui du Programme National du Volontariat mis en œuvre par le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi, le PNUD, le PVNU et l'AFVP depuis 2004<sup>6</sup>. Les résultats de l'Enquête Communautaire par Echantillonnage indiquent que 84.9% des personnes enquêtées affirment avoir fait du volontariat (au cours d'activités des OSC ou en dehors de celles-ci) durant l'année précédant l'enquête, alors que 15.1 % déclarent ne l'avoir pas fait. Interrogés si elles avaient agi en volontariat pour des OSC, seulement 18.7% des répondants ont indiqué l'avoir fait alors que 81.3% ne l'ont pas fait.

*1.1.5. Action communautaire collective :* Devant les déficits de fourniture de services sociaux de base par l'Etat burkinabè, l'action communautaire collective tend à suppléer ces insuffisances. Par exemple, les populations s'organisent en groupes qui fournissent des services d'hygiène pour la communauté entière, distribuent des vivres aux membres, mettent en place des mécanismes de micro-crédit et font des actions d'éducation (alphabétisation) au titre de l'action collective. Beaucoup de mécanismes et structures traditionnels existent dans les communautés du Burkina Faso et continuent à être très appropriés dans les villages ruraux. Ces organismes traditionnels couvrent des activités diverses telles la production agricole, la sécurité alimentaire et les événements sociaux (funérailles, mariages, baptêmes, etc.). Ces structures, qui ont préexisté à l'Etat colonial, se rencontrent dans plusieurs régions du pays. On peut citer le “ *Sosoaga* ” de la communauté mossi située dans la région centrale du pays (Ouagadougou), le “ *ton* ” ou le “ *djin koulou* ” présents dans l'ouest du Burkina Faso (région des Hauts Bassins, Bobo Dioulasso), et le “ *tinsia* ” de la communauté Tussian<sup>7</sup> également située dans les environs de Bobo Dioulasso. La pénétration des organes

<sup>6</sup> Programme National de Volontariat au Burkina Faso, [www.fasovolontariat.bf](http://www.fasovolontariat.bf)

<sup>7</sup> Ces différentes dénominations se rapportent à des institutions traditionnelles semblables qui ont pour but l'auto-promotion collective, l'appui mutuel ou les réseaux de solidarité. Ces informations sont tirées d'une étude d'un chercheur anthropologue :

Faure Armelle, *Perception de l'approche gestion des terroirs par les populations rurales au Burkina Faso*, Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT2), 1992, 131 p.



d'Etat dans les secteurs ruraux est assez limitée et l'action communautaire collective est souvent la seule manière d'aborder les questions communes au profit de la communauté entière.

Sur les 300 individus interviewés durant l'ECE, 86.3% ont affirmé avoir participé à des réunions de leur communauté ou à une forme quelconque d'action communautaire durant l'année précédant l'enquête, alors que 13.7% n'y ont pas participé. Parmi ceux qui ont pris part à l'action communautaire, 80.8% ont participé à une ou plusieurs actions communautaires tandis que 73.6 % participaient à une ou plusieurs réunions de la communauté.

### 1. 2. *Intensité de la participation citoyenne*

Cette sous-dimension évalue l'amplitude/intensité et la signification de la participation des citoyens aux activités de la société civile au Burkina Faso. Elle détermine la taille et la force, la fréquence et le niveau d'engagement des citoyens dans la société civile. La sous-dimension est basée sur les indicateurs qui tendent à évaluer *combien* les gens donnent en charité, quel travail volontaire/bénévole (*combien d'heures*) ils effectuent et à *combien d'OSC* différentes ils appartiennent.

**TABEAU III.1.2. Indicateurs évaluant l'intensité de la participation citoyenne**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>1.2.1</u>	Don de Charité	<u>2</u>
<u>1.2.2</u>	Volontariat	<u>3</u>
<u>1.2.3</u>	Adhésion aux OSC	<u>1</u>

*1.2.1. Don de charité :* Cet indicateur vise à déterminer le pourcentage du revenu personnel que les personnes qui pratiquent les dons de charité donnent en moyenne, par an.

L'obtention de l'information pour cet indicateur était problématique du fait que les répondants étaient peu disposés à divulguer l'information sur leur revenu personnel. Plusieurs enquêtes de niveau national ont montré que les burkinabè sont généralement réticents à divulguer les informations sur leurs revenus. Les données rassemblées par l'ECE ont cependant donné la moyenne nationale de 2.5% comme pourcentage du revenu annuel que les gens donnent à la charité.

*1.2.2 Volontariat :* Les résultats de l'enquête communautaire par échantillonnage indiquent que, en moyenne, les gens consacrent 8.4 heures par mois pour le travail volontaire.



**1.2.3 Adhésion aux OSC :** Une légère majorité de la population, due à la nature de l'organisation de la communauté au niveau des villages et à la précarité des conditions d'existence, appartient à une ou plusieurs organisations de la société civile. Au moins trois types d'organisations concentrent les adhésions dans les zones semi-rurales et rurales où la majorité de la population du pays est localisée. Ce sont les groupes de femmes, les organisations de jeunes et les organisations à caractère culturel. Les données rassemblées au cours de l'ECE indiquent que 33,3% des répondants appartiennent à une ou plusieurs organisations de la société civile. Cette information semble ne pas tenir compte des nombreuses organisations paysannes situées dans les villages et les zones rurales et qui, par définition, peuvent parfaitement être considérées comme des OSC, bien que très souvent elles ne disposent pas de la reconnaissance légale. Etant donné que les habitants de chaque village sont organisés en organisations de producteurs appelées "Organisation Paysanne" ou "Organisation Villageoise," et que la grande majorité de la population du pays vit en zone rurale ou semi-rurale, très peu de gens peuvent prétendre ne pas appartenir à au moins une association. En revanche, les gens vivant dans les zones urbaines sont plus indépendants, et peuvent ainsi ne pas ressentir la nécessité d'adhérer à des associations.

### **1.3. Diversité des participants de la société civile**

Cette sous-dimension examine comment représentatif et diverse est l'arène de la société civile par rapport aux groupes sociaux significatifs.

**Tableau III.1.3. : Indicateurs de la diversité des participants à la société civile**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>1.3.1</u>	Adhésion et affiliation aux OSC	2
<u>1.3.2</u>	Leadership des OSC	2
<u>1.3.3</u>	Distribution des OSC	1

**1.3.1 Adhésion aux OSC :** Cet indicateur a été analysé à travers la participation (adhésion) aux organisations de la société civile de cinq groupes sociaux distincts qui sont considérés comme traditionnellement marginalisés, à savoir (1) les femmes, (2) la population rurale, (3) certains groupes ethniques, (4) certains groupes religieux, et (5) les pauvres.

Les données de l'ECE indiquent que la représentation de tous ces groupes dans la société civile, dans une certaine mesure, n'était pas équitable. Les pauvres sont



considérés comme exclus de l'adhésion aux OSC selon 44 % de répondants tandis que ceux qui ne sont pas pauvres sont jugés « bien représentés » parmi les membres des OSC par 56 % de répondants. L'exclusion de pauvres personnes des membres des OSC est une opinion clairement affirmée par 48.9% des répondants des Consultations Régionales. 27.7% de ces répondants ont affirmé que les pauvres sont « sévèrement sous-représentés » parmi les membres des OSC et seulement 8.5% étaient d'avis que les pauvres y sont « équitablement représentés ».

Les femmes, selon la même ECE, sont déclarées « absentes/ou exclues » (2%), « sévèrement sous-représentées » (35,3%) ou « légèrement sous-représentées » (31,4%) dans les OSC, contre 25,5% qui pensent que les femmes sont « équitablement représentées ». Ces résultats confirment les données des CR qui établissent que la composition des membres des OSC est déséquilibrée au profit des hommes. Dans le public enquêté, 42.9% étaient des femmes tandis que 57.1% étaient masculins.

Concernant la participation des populations rurales, un total de 82.4% des répondants des CR ont une appréciation négative. 21.6% sont de l'opinion que ce groupe social a été « exclu » ; 29.4% estiment qu'il est « sévèrement sous-représenté » ; 31.4% disent qu'il est « légèrement sous-représenté » dans les OSC. Seulement 7.8% ont répondu qu'ils sont « équitablement représentés ».

La représentation des minorités ethniques semble être un autre défi pour la société civile au Burkina Faso. 40% des répondants des CR étaient de l'opinion que ce segment est « sévèrement sous-représenté » dans l'adhésion des OSC tandis que 20% d'entre eux ont dit que ces minorités sont « absentes/exclues ». Seulement 11.4% sont d'avis qu'elles sont « équitablement représentées ». Les résultats pour des minorités religieuses présentent une conclusion semblable. 29.4% des répondants ont pensé que celles-ci sont « sévèrement sous-représentées » et 14.7 pensent qu'elles sont « exclues » des membres des OSC. Seulement 17.6 % ont eu l'opinion que ce groupe est « équitablement représenté ».

*1.3.2 Leadership (gestion) des OSC :* L'indicateur mesure le niveau de participation de divers groupes sociaux dans le leadership (direction) des organisations de la société civile. La structuration du leadership des OSC au Burkina Faso indique un modèle semblable à la structuration des membres des OSC présentée dans l'indicateur précédent. D'une façon générale, les groupes traditionnellement marginalisés ne sont pas perçus comme équitablement représentés dans le leadership des OSC. Les chiffres tirés des CR ont établi que seulement 17.3 % des personnes enquêtées estiment que les femmes sont « équitablement représentées ». Un total de 75% des répondants sont d'avis que les femmes sont « exclues » (5.8%), « sévèrement sous-représentées », (23.1%), « légèrement sous-représentées » (46.2%). De même, seulement 2% de répondants pensent que la population rurale est « équitablement représentée » dans le



leadership des OSC, alors que 26.5% pensent qu'elle est « absente ou exclue » et 32.7% pensent qu'elle est « sévèrement sous-représentée ». Comme les résultats de l'indicateur de l'adhésion (membres) ci-dessus, il existe un écart important dans les positions de leadership des OSC entre les personnes pauvres et l'élite/classe supérieure. 4% de répondants des CR sont de l'opinion que les pauvres sont « équitablement représentés » tandis que 50% pensent qu'ils sont « exclus ou absents » des positions de leadership. En comparaison, 4.5% de répondants sont d'avis que des élites et ceux des classes aristocratiques de la société sont « exclues », tandis que 75% sont d'avis que ce groupe social est « équitablement représenté ».

Les minorités ethniques ont été définies comme ceux vivant dans un endroit différent de celui de leur groupe d'origine. Les minorités ethniques sont habituellement des migrants économiques qui se sont déplacés du lieu d'implantation de leur groupe ethnique d'origine à la recherche d'emploi et/ou d'autres opportunités. Par exemple, les peulhs sont un groupe nomade de propriétaires de bétail qui se déplacent à travers le pays à la recherche de pâturage pour nourrir leur bétail. À l'origine, ils sont installés dans les régions nordiques du Burkina Faso autour des villes de *Dori*, de *Djibo*, de *Gorom-Gorom* et de *Sebba* le long de la frontière avec le Mali et le Niger. Ils émigrent à travers le pays selon les saisons, se déplaçant vers les régions centrales, occidentales et méridionales du pays où l'herbe se développe mieux. Ce style de vie nomade est très souvent une source de conflit avec les groupes sociaux autochtones généralement agriculteurs des régions d'adoption des peulhs. Principalement pour cette raison, les peulhs sont habituellement exclus des différentes organisations et associations dans les villages. Les résultats des CR ont indiqué que 13.9% de répondants ont eu l'opinion que des minorités ethniques sont « équitablement représentées », 22.2% pensent qu'elles sont « sous-représentées », 36.1% ont perçu ce groupe social comme « sévèrement sous-représenté » et 13.9% ont eu l'opinion qu'ils sont « absents ou exclus » dans les organes de direction des OSC.

Les religions au Burkina Faso sont si bien distribuées au sein de la population que la notion de la minorité religieuse n'est pas habituelle. Cependant, certaines communautés telles les bouddhistes et les témoins de Jéhovah peuvent être considérées comme des minorités religieuses. Les données rassemblées lors des consultations régionales indiquent que des minorités religieuses sont perçues comme étant « absentes ou exclues » des organes de direction des OSC par 10.8 % des répondants. 37.8% disent qu'elles sont « sous-représentées ». Seulement 13.5% ont eu l'opinion qu'ils sont « équitablement représentés ».

Les résultats ci-dessus des CR peuvent ne pas refléter le vrai état de la question des minorités au Burkina Faso. Les personnes interviewées dans le cadre des CR, membres des ONG et des OSC nationales fortement structurées, ont généralement considéré la



situation au sein de leur structure et des organisations semblables. Les nombreuses petites associations et les organisations paysannes qui sont présentes dans les zones rurales les plus reculées n'ont peut être pas été considérées dans les réponses des personnes enquêtées. Dans les villages, il existe presque partout des organisations féminines qui œuvrent à la promotion socio économiques des femmes. En plus, des associations de femmes et des organisations faîtières ont été créées pour soutenir la promotion socio-économique et politique des femmes.

**1.3.3 Distribution (géographique) des OSC :** Les participants des consultations régionales ont observé les organisations de la société civile comme concentrées dans les principales villes du pays. 51% des répondants de ces CR ont eu l'opinion que les OSC sont généralement situées dans les villes principales. 15.7% ont indiqué qu'elles sont dans des zones urbaines et 11.8% ont indiqué qu'elles sont présentes partout excepté dans les régions les plus éloignées. En dépit de ces résultats, la réalité est qu'il y a au Burkina Faso quelques régions caractérisées par une concentration élevée d'OSC/ONG du fait de contraintes socio-économiques liées à de facteurs climatiques et humains rendant nécessaires des interventions d'OSC/ONG. Quelques provinces comme le Yatenga et le Séno, du fait qu'elles soient situées à la porte du désert, et que la production agro-pastorale y est difficile, à l'occasion des sécheresses de 1973 et 1984 ont connu un afflux des organisations humanitaires. Une certaine tradition d'ONG y est restée et ces régions comptent de nos jours un nombre appréciable d'ONG et d'OSC. Par ailleurs, les deux plus grandes villes du pays, Ouagadougou et de Bobo Dioulasso, connaissent également une concentration élevée d'OSC.

#### **1.4. Niveau d'organisation**

Cette sous-dimension cherche à comprendre le degré d'organisation de la société civile et quels types d'organisations faîtières de la société civile existent.

**Tableau III.1.4.1 : Indicateurs du niveau d'organisation**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>1.4.1</u>	Existence d'organisations faîtières et de fédérations	1
<u>1.4.2</u>	Efficacité des organisations faîtières et des fédérations	2
<u>1.4.3</u>	Auto-régulation	1
<u>1.4.4</u>	Infrastructures de soutien	1
<u>1.4.5</u>	Liens internationaux	1



*1.4.1 Existence d'organisations faîtières :* Presque un quart (20.0%) des répondants des CR a eu l'opinion que les OSC membres d'organisations faîtières sont une « petite minorité ». 32.5% sont d'avis qu'elles sont une « minorité », 22.5% pensent qu'elles sont une « petite majorité ». Seulement 12.5% ont donné l'opinion que ces OSC sont une « grande majorité ». La plupart des OSC fonctionnent indépendamment et ne sont pas prêtes à s'associer à d'autres organisations s'il n'y a aucune "raison" de le faire. Cette raison, généralement, s'exprime par l'appel d'un bailleur de fonds ou de l'administration. On peut néanmoins compter plusieurs organisations à caractère fédérative ou des réseaux et coalitions dans différents domaines. La Confédération Paysanne du Faso (CPF) regroupe les unions régionales de producteurs, le Secrétariat Permanent des ONG (SPONG) regroupe plus de soixante dix associations et ONG, le Réseau de Communication et d'Information des Femmes dans les ONG (RECIF/ONG) travaille sur le genre, le Cadre de Concertation des OSC actives en Education de Base (CCEB) regroupe les organisations agissant dans son domaine, le Cadre de concertation des OSC pour le suivi du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. En 2003-2004, un projet du PNUD a mené des activités de renforcement de la société civile dont les principaux résultats ont été la tenue d'un forum national de la société civile, la mise en place de caucus thématiques de la société civile et la création d'une Cellule Nationale de Renforcement des Capacités des OSC qui est le cadre de regroupement de toute la société civile du Burkina Faso.

*1.4.2 Efficacité des organisations faîtières :* La majorité des répondants (64.6%) des CR a jugé l'efficacité des organisations faîtières comme « mitigée ». 10.4% sont d'avis que ces structures sont en grande partie « inefficaces » tandis que 4.2% disent qu'elles sont « complètement inefficaces ». 14.6% ont eu l'opinion que ces structures sont « généralement efficaces ».

*1.4.3 Auto-régulation :* La mise en place et l'application des mécanismes d'auto-régulation au sein des OSC sont reconnue par les membres de la société civile eux-mêmes comme un défi qui doit encore être surmonté au Burkina Faso. Des étapes préliminaires ont été déjà franchies, en particulier par une initiative du PNUD mise en œuvre par le Centre pour la Gouvernance Démocratique à partir de 2002. Dans le cadre de ce projet, un Code de bonne conduite a été rédigé, discuté et adopté par un groupe d'OSC qui a ensuite mené des sorties de sensibilisation dans les provinces du pays en direction des OSC de l'intérieur. Ces tournées se sont déroulées du 1<sup>er</sup> août au 27 septembre 2005 dans les 13 régions du pays. Un atelier national a ensuite eu lieu en octobre 2005 à Ouagadougou qui a adopté le Code et a mis en place un Comité national de suivi du code de bonne conduite<sup>8</sup>. Une initiative similaire a été lancée par la SPONG et un texte existe qui n'est pas bien connu des autres OSC. Par conséquent, bien que des instruments formels d'auto-régulation des OSC existent, ils doivent

<sup>8</sup> Le rapport produit par le comité de coordination a servi de source d'informations pour le présent rapport.





encore être entièrement mis en application par une majorité d'organisations. Ceci explique pourquoi 49% de répondants des CR formulent l'idée que des « efforts préliminaires » sont en cours pour instaurer l'auto-régulation dans l'arène de la société civile et 39.2% disent qu'il existe « quelques mécanismes, mais d'impact limité ». Seulement 2% ont affirmé qu'il n'y a aucun effort dans le domaine. Le PARECAP a initié un projet de fusion des deux codes et de l'adoption de cet instrument par les OSC du pays.

*1.4.4 Infrastructure de soutien :* L'infrastructure de soutien aux OSC au Burkina Faso est jugée insatisfaisante. Selon les répondants des CR, ces structures sont « limitées » (54%), "en croissance" pour 29% tandis que 12.5% des répondants disent qu'il n'y a "aucune infrastructure" du tout. En réalité, quelques infrastructures de soutien existent mais sont insuffisamment connues et utilisées par les acteurs de la société civile. Généralement, une majorité de donateurs fournissent la ressource informationnelle à travers des bibliothèques et des programmes de renforcement de capacité. En exemple, le Centre d'information des Nations Unies est l'une de ces structures qui fournissent des informations aux chercheurs et des équipements pour des réunions aux organisations de la société civile. Le Centre pour la gouvernance démocratique établi avec l'appui du PNUD en 2000 est une structure qui a, depuis sa création, fourni diverses formes d'appui aux OSC.

*1.4.5 Connexions au niveau international :* Beaucoup d'OSC sont liées à des réseaux internationaux dans divers domaines et elles participent à beaucoup de rencontres et événements au niveau international. Cependant, la difficulté reste la transposition des effets positifs de ces connexions et de ces échanges avec le niveau international dans le pays. Bien qu'ils soient représentés au Burkina Faso par des organisations nationales et locales, on ne peut pas percevoir un impact significatif de ces réseaux internationaux, en raison, entre autres, du fait que leurs représentants nationaux et locaux ne sont pas très actifs. Les données des CR indiquent que 47.9% des répondants ont confirmé que « très peu » et un « certain nombre » (37.5%) d'OSC ont eu ou ont des connexions internationales. Seulement 10.4% ont indiqué que de « nombreuses » connexions existent. A titre d'exemple, le Forum Social Mondial, Amnesty International ainsi que beaucoup d'autres organisations internationales de la société civile ont des chapitres délocalisés au Burkina Faso. D'autres exemples incluent le Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE), qui est en lien avec CIVICUS, le Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSO/FOSCAO) et avec le Forum Africain de la société civile (UNEP, Nairobi).

A la question de la participation des OSC du Burkina Faso aux événements internationaux, 46.9% de répondants des CR ont répondu que « très peu » de membres d'organisation de la société civile ont participé aux événements internationaux et



36.7% ont précisé que « quelque uns » avaient participé à ces événements. Ces réponses paraissent ainsi semblables aux résultats sur les connexions internationales.

### 1.5. Inter-relations

Cette sous-dimension cherche à déterminer l'état et l'intensité des relations entre les acteurs de la société civile.

**Tableau III. 1.5.1 : Indicateurs d'inter-relation**

Réf. #	Indicateurs	Points
1.5.1	Communication	1
1.5.2	Coopération	2

*1.5.1 Communication entre OSC* : Des éléments importants pour l'évaluation de l'activité de la société civile dans un pays sont le niveau et l'intensité de l'interaction entre ses membres. Le meilleur indicateur de l'interaction est la facilité (fluidité) de communication entre les organisations. Au Burkina Faso les OSC auraient un niveau bas de communication, selon les répondants des CR. 43.1% d'entre eux ont indiqué que le niveau de communication est « limité », 29.4% disent qu'il est « modéré » et 17.6% disent qu'il est « significatif ». Hormis les organisations syndicales qui communiquent régulièrement dans le cadre de l'Union Syndicale et produisent des notes d'information, les divers mécanismes de consultation/concertation d'OSC qui existent n'ont pas d'outils externes de communication comme les bulletins réguliers qui bénéficieraient à un groupe plus large.

*1.5.2 Coopération* : Les acteurs de la société civile ont jugé les exemples de leur propre coopération inter-sectorielle comme « très peu » à 34% dans les CR. Ceux qui ont pensé que « quelques » exemples de coopération ont existé représentent 50% des répondants, tandis que 12% ont mentionné « de nombreux exemples ». Etant donné le besoin d'action concertée de la société civile envers la variété des besoins sociaux, on peut conclure que cette coopération, telle qu'appréciée par les répondants, n'est pas suffisante. Une participation citoyenne utilisant l'action collective et qui devrait aboutir à une plus grande influence de la société civile des processus publics a peu de chance d'être réussie si elle est caractérisée par un esprit coopératif insuffisant parmi les acteurs.



## 1.6. Ressources

Cette sous-dimension cherche à savoir dans quelle mesure les OSC disposent de ressources appropriées pour réaliser leurs buts.

**Tableau III. 1.6.1 : Indicateurs de ressource**

Réf. #	Indicateurs	Points
1.6.1	Ressources financières	1
1.6.2	Ressources humaines	2
1.6.3	Ressources technologiques	1

*1.6.1 Ressources financières* : 29.5% des répondants au questionnaire des CR pensent que les ressources financières sont « appropriées », 26.2% pensent qu'elles sont « plutôt appropriées » et une majorité de répondants (37.7%) ont eu l'opinion que les ressources sont « insatisfaisantes ».

*1.6.2 : Ressources humaines* : Les résultats des CR ont indiqué que 57.1% de répondants ont pensé que les ressources humaines étaient « appropriées », 27.3% pensent qu'elles sont « plutôt appropriées » et une minorité de répondants (15.6%) a répondu que les ressources sont « insatisfaisantes ».

*1.6.3 : Ressources technologiques et infrastructures* : Au vu des ressources technologiques et des infrastructures disponibles au sein des OSC, les résultats des CR montrent que 15.2% de ces répondants jugent ces ressources technologiques et ces infrastructures « appropriées », 36.7 % pensent qu'elles sont « plutôt appropriées » et une majorité de répondants (38.0%) les estiment « insatisfaisantes ».

## Conclusion

La section sur la structure de la société civile au Burkina Faso permet d'obtenir une image composite de cette société civile. S'il existe un net dynamisme dans la création des OSC, certainement lié au besoin de réponses spécifiques à certaines insuffisances de la provision de biens sociaux par l'Etat et d'organisation de la démocratie participative, en revanche, le vécu de ces organisations présente quelques limites. Un net contraste apparaît entre la multiplicité des OSC et la faiblesse du *membership* de ces mêmes OSC. A travers les proportions de membres des OSC au niveau communautaire, la représentation dans les OSC de catégories sociales sensibles, le volontariat, la faiblesse des ressources et l'inégale distribution géographique des OSC rendent la réalité structurelle de la société civile insuffisante au regard des besoins de démocratie et de développement.



C'est cette réalité de la société civile que les vingt deux participants de la rencontre de notation ont voulu exprimer par la note de 1.7 attribuée à la dimension structure de la société civile du Burkina Faso. Elle représente une réalité nuancée entre les scores de 0 à 3 possibles que les résultats des différents outils de collecte directe d'informations ont tendu à montrer.



## » Dimension 2. Environnement

La section environnement a pour but de décrire le contexte dans lequel la société civile du Burkina Faso évolue. *In fine*, il s'agit de savoir si le contexte est favorable ou non à une évolution satisfaisante de la société civile. Afin de saisir le contexte, la dimension environnement traite du contexte politique, des Libertés et droits fondamentaux, du contexte socio-économique, du contexte socioculturel, de l'environnement légal, des relations Etat-Société civile ainsi que des relations secteur privé - société civile. La méthodologie de l'indice juge que ces éléments permettent une description acceptable de l'environnement du pays vis-à-vis de la société civile dès lors que cette description est faite de manière participative par les acteurs concernés. Pour la formulation des éléments du contexte burkinabé, les documents officiels disponibles (constitution, lois, études) ont été largement utilisés. A côté de ces sources secondaires, les consultations régionales d'acteurs qui ont porté principalement sur les OSC/ONG des régions ont été des données de premier plan. Il est à considérer que les acteurs de la société civile sont les mieux placés pour délivrer des informations, mais surtout des appréciations sur l'environnement qui encadre leur activité.

### 2.1. Contexte politique

Cette sous-dimension est destinée à informer les membres du Comité Consultatif National chargés de noter les indicateurs sur le contexte/environnement politique dans le pays et son impact sur l'activité de la société civile.

**Tableau III. 2.1.1 : Indicateurs d'environnement politique**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>2.1.1</u>	Droits politiques	1
<u>2.1.2</u>	Compétition politique	1
<u>2.1.3</u>	Etat de droit	2
<u>2.1.4</u>	Corruption	1
<u>2.1.5</u>	Efficacité du gouvernement	2
<u>2.1.6</u>	Décentralisation	0

**2.1.1. Droits politiques** : Pendant la dernière décennie du 20<sup>ème</sup> siècle, le pays a été témoin de réformes politiques qui ont été conçues pour établir et consolider une société démocratique au Burkina Faso. Le 2 juin 1991, le pays a voté, par référendum, une nouvelle constitution instaurant la quatrième république et qui a, dans le même temps, lancé un processus de démocratisation. Au niveau politique, le chapitre II



(article 11, 12 et 13) de la constitution prévoit et autorise toute les formes d'activités politiques par les citoyens du Burkina Faso.

En 2005 l'ONG internationale dénommée Freedom House a donné au Burkina Faso une note de 5 (signifiant « partiellement libre ») pour les droits politiques sur une échelle de 1 à 7 (une note de 1 étant le meilleur score et une note de 7 étant le plus mauvais.) Ce classement marquait un recul par rapport à 2004 où le Burkina avait reçu une note de 4. Le rapport 2005 de Freedom House a énoncé : *« bien que la constitution de 1991 garantisse aux citoyens du Burkina Faso le droit d'élire leur gouvernement librement par des élections multipartistes périodiques, ce droit n'a pas été entièrement réalisé dans la pratique. L'élection présidentielle de 1998 a été marquée par l'utilisation lourde du patronage, des ressources, et des médias d'Etat par le parti régnant. Les élections législatives de 2002 ont été considérées parmi les scrutins les plus libres et justes du Burkina Faso jusqu'ici et les partis d'opposition en 2002 se sont mieux portés qu'ils ne l'ont été n'importe quand précédemment. Cependant, l'opposition maintient que les changements au code électoral du pays faits en 2004 fourniront au parti au pouvoir un avantage injuste dans de futurs scrutins ».*

Une idée généralement partagée de l'analyse de la situation politique est que d'une part, l'institutionnalisation (textes) des droits politiques et la création des institutions participant de l'Etat de droit et de la démocratie est bien avancée mais d'autre part les pratiques démocratiques par tous les acteurs doivent encore être améliorées.

**2.1.2 Compétition politique :** La constitution du Burkina Faso de 1991 a établi un système de gouvernement démocratique. Les citoyens sont libres de créer et/ou d'appartenir aux partis politiques de leur choix. Une étude entreprise par le CERPRADE (Centre d'Etude et de Recherche sur les Pratiques Démocratiques) en 2005<sup>9</sup>, parmi plusieurs conclusions, a présenté le système politique comme système de multipartisme déséquilibré à parti dominant dans lequel un parti, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), domine l'arène politique. Le rapport précise encore qu'il y avait des distinctions idéologiques minimales parmi les différents partis politiques<sup>10</sup>.

Le parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès, a été créé en 1998 par la fusion de l'Organisation pour la Démocratie et le Progrès/Mouvement du Travail (ODP/MT) et de plusieurs autres partis de diverses orientations idéologiques. Ce parti domine les différents aspects de la vie politique et de l'Etat comprenant l'exécutif (Présidence) et le Parlement. L'opposition comprend, de son côté, une diversité de partis allant des partis défendant la vision politique de l'ancien Président Thomas

<sup>9</sup> L'étude a été menée par deux enseignants de l'Unité de Formation et de Recherche Sciences Politiques et Juridiques, dont Paul Kiemdé, ancien Ministre de la Justice et actuel Directeur de l'UFR/SJP

<sup>10</sup> En septembre 2005, il y avait plus de 126 partis politiques enregistrés.



Sankara et le Parti pour la Démocratie et le Progrès Parti Socialiste (PDP/PS) créé par le défunt professeur Ky Zerbo Joseph et dirigé actuellement par le Pr Ali Lankouandé. Ces formations sont des partis de gauche. A droite, on peut citer des partis politiques comme l'Union Nationale pour la Démocratie et la Développement (UNDD), parti libéral dirigé par Me Herman Yameogo, le fils du premier président du pays et l'Alliance pour la Démocratie et la Fédération/Rassemblement Démocratique Africain (ADF/RDA). La compétition politique est assez timorée du fait de la domination d'un seul parti politique (le CDP) et ne connaît quelques sursauts que pendant les périodes électorales. Le financement public des partis politiques par le budget de l'Etat est pratiqué au Burkina Faso. Les élections sont organisées à échéance régulière depuis 1992 et le mode de scrutin est la proportionnelle à la plus forte moyenne. En 2002<sup>11</sup>, ce mode de scrutin a été modifié pour y introduire le scrutin proportionnel au plus fort reste. La conséquence de cette modification a été l'entrée au parlement de plusieurs formations politiques de l'opposition.

*2.1.3. Etat de droit :* l'Etat de droit est un concept qui implique la soumission de tous les actes de l'Etat à la règle de droit (Constitution, loi et règlement). Il marque une étape de la croisade de la protection des droits humains dans les Etats. La règle de droit, censée représenter et promouvoir l'intérêt général est la garantie du respect des droits individuels et collectifs. Le système judiciaire est, en théorie, le garant de l'Etat de droit, car il protège les droits des citoyens contre toutes sortes d'atteintes, notamment contre l'arbitraire des pouvoirs publics. Comme la démocratie, l'Etat de droit s'analyse dans les pays en construction démocratique sous deux angles. Celui de la mise en place des institutions et mécanismes participant du paradigme démocratique, et celui de la pratique et de la pénétration des réflexes démocratiques (éthos) dans la vie institutionnelle et politique du pays en question. Au Burkina Faso, la première dimension, l'Etat de droit institutionnalisé dans les textes de lois est largement une réussite. Les différentes institutions appartenant aux trois branches de l'Etat, à savoir l'exécutif, le législatif et le judiciaire ont été créées conformément à la théorie de la séparation des pouvoirs entre 1990 et 2007. Le cadre légal et institutionnel consacre l'Etat de droit, à savoir la soumission des actes de l'Etat à la règle de droit. En plus de ces corps institutionnels fondamentaux, un Ministère de la promotion de droits de l'homme existe depuis 2002<sup>12</sup>. Sa mission est d'assurer la promotion des droits, en particulier à travers l'information/sensibilisation des populations. Un document intitulé *“L'état de la protection des droits humains”* disponible sur le site web du Ministère de la Promotion des Droits Humains (<http://www.primature.gov.bf>) affirme qu' « *Aucun développement économique véritable ne peut s'opérer sans un épanouissement de la personne humaine, qui doit être en réalité la finalité de toute*

<sup>11</sup> Loi n° 002-2002/AN du 23 janvier 2002 modifiant la Loi n°014-2001/AN du 3 juillet 2001 portant Code Electoral

<sup>12</sup> Article 25 du Décret n°2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002





*action de développement. Développement économique et protection des droits humains sont donc indissociablement liés. L'Etat, comptable du respect de la vie de ses citoyens et des personnes relevant de sa juridiction, est le premier garant du respect des droits humains sur l'ensemble de son territoire ».* Le Conseil Economique et Social est un organe consultatif regroupant des représentants (90) de l'Etat, du secteur privé et de la société civile. Il soumet des avis au gouvernement sur des sujets qui lui sont soumis. L'institutionnalisation de l'Etat de droit constatable au niveau du cadre légal et institutionnel reste à être ancrée dans la pratique des organes publics, de leurs servants et surtout au niveau des citoyens.

Les gouvernements successifs du Burkina Faso ont entrepris quelques initiatives notables pour mettre à jour les textes juridiques obsolètes afin de les mettre en conformité avec la nouvelle constitution et les principes démocratiques appliqués par l'Etat. Certaines initiatives des acteurs non étatiques viennent compléter ce travail d'approfondissement de la démocratie. Par exemple, en 2006, l'Amicale de la Communauté du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique du Burkina Faso (ACESA-BF) a mis en œuvre un projet appelé *"Appui à la culture de l'Etat de droit, la démocratie et la bonne gouvernance au sein des forces de défense et de sécurité"*. Ce projet, grâce à une subvention du Fonds d'Appui à l'Etat de Droit (FAED) financé par le gouvernement burkinabè et l'Union Européenne, a mis en œuvre un programme de renforcement des capacités des personnels des unités de défense et de sécurité (armée, gendarmerie, police, douanes, etc.) dans les 13 régions du pays. Le projet a visé à stimuler l'intérêt du public cible à participer au débat et aux activités d'approfondissement de la démocratie à travers une meilleure application de l'Etat de droit dont il est un des acteurs clés.

Selon les Données sur la Gouvernance de la Banque Mondiale pour 2004, le score du Burkina-Faso pour l'Etat de droit est de -0.62 sur une échelle de -2.5 à + 2.5, qui rend le Burkina-Faso meilleur que 32.4% des pays couverts par cette étude. Comparé à 1998, cependant, la situation de l'Etat de droit aurait empiré légèrement<sup>13</sup>.

**2.1.4. Corruption :** La corruption est un considérée comme un problème au Burkina Faso. Les documents officiels et les médias y font assez souvent référence. Un autre indice en est la création d'institutions publiques chargées de lutter contre ce fléau. Le Burkina Faso, ne figure pas, jusqu'en 2007, parmi les pays africains où se font les sondages pour former l'Indice international de perception de la corruption de Transparency International. Les pays africains qui y figurent sont le Cameroun, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et l'Afrique du Sud. En tout état de cause, certaines conclusions de cet important outil de la gouvernance mondiale corroborent celles de

<sup>13</sup> Veuillez se référer au site Web de banque mondiale, à <http://info.worldbank.org/governance/kkz2004>





données nationales. En effet, le rapport de 2007 de TI indique que “ *La police est l’institution publique la plus affectée par la petite Corruption*”<sup>14</sup>.

Le rapport périodique (annuel) du Réseau National de Lutte Anti Corruption (REN-LAC) est aussi une bonne source d'information sur l'état de corruption dans le pays. Le rapport 2005 a indiqué que la police apparaît comme le corps de l'Etat le plus corrompu de tous les établissements publics, suivi du département de la douane. En dépit de la création d'un organisme public chargé de lutter contre la corruption en 2001<sup>15</sup>, la corruption demeure un problème au Burkina Faso et le public perçoit les efforts de réduire la corruption comme en grande partie superficiels. Le Réseau National de Lutte Anti Corruption, une ONG qui concentre ses efforts sur la détection de cas de corruption et l'analyse de la corruption, a occasionnellement signalé que ce crime était essentiellement dû aux causes dominantes comme les bas salaires, la pauvreté et le faible risque de sa détection<sup>16</sup>. Les travaux du REN-LAC ont fait de cette organisation une des plus visibles du pays. Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, le REN-LAC a reçu une subvention de 490 millions de FCFA (1 million de dollars US) des Coopérations danoise, néerlandaise et suisse pour le financement de son plan stratégique 2008-2012.

*2.1.5. Efficacité de l'Etat :* si les efforts en matière de démocratie et de bonne gouvernance d'un Etat peuvent valablement être pris en compte dans l'appréciation de l'efficacité de cet Etat, il reste que ces indicateurs ne peuvent être pris comme des données absolues. En effet, la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance sont des éléments structurants qui participent à la création d'un environnement socio-politique et économique favorisant ou non le développement. En définitive, l'évolution des indicateurs socio-économiques (éducation, santé, alimentation et sécurité) donne une meilleure appréciation de l'efficacité d'un Etat sur une période donnée. Dans le cas du Burkina Faso, l'Indice du Développement Humain (IDH) peut être un bon indicateur de mesure de l'efficacité de l'Etat. Pour les besoins de l'Indice, les Rapports sur le Développement Humain 1998 et 2007/2008 du PNUD ont été choisis comme références pour évaluer l'évolution du développement au Burkina Faso. Le rapport IDH de 1998, utilisant les données de 1995, classe le Burkina Faso 172<sup>ème</sup> sur 174 pays avec un IDH de 0,219. Le Rapport de 2007/2008 classe le Burkina Faso 176<sup>ème</sup> sur 177 avec un

<sup>14</sup> Transparency International, *Rapport sur le Baromètre Mondial de la Corruption de 2007*, Berlin, décembre 2007, 27p.

<sup>15</sup> Décret n° 2001-773/PRES/PM/MEF du 31 décembre 2001 (JON°07 2002) portant création, attributions, composition et fonctionnement d'une Haute autorité de coordination de la lutte contre la corruption. Décret n° 2003-173/PRES/PM du 7 avril 2003 (JO N°17 2003 du 24 avril 2003) portant statut des membres de la Haute autorité de coordination de la lutte contre la corruption.

<sup>16</sup> Se référer au site Web de Freedom House à

<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2005&country=6705>



IDH de 0,417. Si dans l'absolu, l'IDH du Burkina Faso a augmenté de 0,219 en 1998 à 0,417 en 2007/2008, en revanche, l'appréciation relative voit ce pays reculer dans le classement mondial. Il peut ainsi en être déduit un manque d'efficacité de l'Etat dans la réponse structurelle aux défis de la pauvreté.

**Tableau de l'IDH de 1975 à 2005 des pays classés à "développement humain faible"<sup>17</sup>**

Rang	Pays	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
156	Sénégal	0,342	0,367	0,401	0,428	0,449	0,473	0,499
157	Érythrée	..	..	..	..	0,435	0,459	0,483
158	Nigéria	0,321	0,378	0,391	0,411	0,432	0,445	0,470
159	Tanzanie (République-Unie de)	..	..	..	0,421	0,419	0,433	0,467
160	Guinée	..	..	..	..	..	..	0,456
161	Rwanda	0,337	0,385	0,403	0,340	0,330	0,418	0,452
162	Angola	..	..	..	..	..	..	0,446
163	Bénin	0,312	0,344	0,367	0,374	0,403	0,424	0,437
164	Malawi	0,330	0,355	0,370	0,388	0,444	0,431	0,437
165	Zambie	0,470	0,478	0,489	0,477	0,439	0,420	0,434
166	Côte d'Ivoire	0,419	0,448	0,453	0,450	0,436	0,432	0,432
167	Burundi	0,290	0,318	0,352	0,366	0,347	0,368	0,413
168	Congo (République démocratique du)	0,414	0,423	0,430	0,423	0,391	0,375	0,411
169	Éthiopie	..	..	0,311	0,332	0,347	0,379	0,406
170	Tchad	0,296	0,298	0,342	0,364	0,377	0,397	0,388
171	République centrafricaine	0,350	0,371	0,394	0,398	0,390	0,394	0,384
172	Mozambique	..	0,304	0,291	0,317	0,335	0,375	0,384
173	Mali	0,245	0,268	0,272	0,296	0,321	0,352	0,380
174	Niger	0,246	0,264	0,261	0,279	0,296	0,321	0,374
175	Guinée-Bissau	0,267	0,271	0,300	0,322	0,350	0,365	0,374
176	Burkina Faso	0,257	0,280	0,305	0,321	0,337	0,353	0,370
177	Sierra Leone	..	..	..	..	..	..	0,336

Source : Rapport sur le Développement Humain 2007/2008

**2.1.6. Décentralisation :** La décentralisation comme politique publique a été une priorité du gouvernement depuis 1992. Au début du processus, la décentralisation a été vue comme une manière de consolider la démocratie au niveau local en transférant certaines prérogatives de l'Etat aux collectivités et aux citoyens. Depuis 1993, un programme formel de recherche sur la décentralisation et de reformes a été implémenté. La création d'une Commission Nationale de la Décentralisation (CND) dont le rôle était d'identifier les moyens d'institutionnaliser les structures décentralisées dans le pays était l'une des réalisations notables de ce processus. Depuis

<sup>17</sup> PNUD, Rapport sur le Développement Humain 2007/2008, New York, p. 236



2004, cette Commission a vu ses activités couronnées de succès à travers l'adoption, par le Parlement, du Code Général des Collectivités Territoriales<sup>18</sup>. Cet instrument juridique décrit les conditions pour la création et le fonctionnement des collectivités décentralisées (communes). Bien que la politique de décentralisation soit bien articulée au niveau formel, elle reste assez lente dans sa mise en œuvre totale. Selon certains cadres de la Commission nationale de la décentralisation<sup>19</sup>, le cadre juridique<sup>20</sup> pour autoriser le transfert des fonds du gouvernement aux autorités locales a été adopté en décembre 2006. La somme de 6.849.873.000 francs CFA a été allouée aux budgets des collectivités locales et transférée dans leurs comptes bancaires en septembre 2007. Le montant transféré représente environ 7% du budget national 2007. La lenteur constatée dans l'émergence de communes viables et dynamiques peut s'expliquer par l'apprentissage par les autorités locales de la mobilisation *in situ* des ressources financières nécessaires au fonctionnement de ces collectivités.

Un autre obstacle à la mise en œuvre de la politique de décentralisation est lié à la non possibilité pour les autorités décentralisées de passer des conventions de financements d'investissement de manière autonome du gouvernement central. Cet aspect n'est pas très clair dans le cadre juridique. Malgré l'appui financier fourni aux gouvernements locaux par le Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales<sup>21</sup>, les programmes d'activités des communes sont mis en œuvre à un rythme très lent du fait de la faiblesse de l'appui du budget national. Il apparaît ainsi un net besoin de ressources additionnelles (aide au développement) que pourrait assurer la coopération décentralisée.

## 2.2. Libertés et droits fondamentaux

Cette sous-dimension cherche à déterminer l'ampleur des libertés de base assurées par la loi et dans la pratique.

**Tableau III. 2.2.1 : Droits fondamentaux et indicateurs de liberté**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>2.2.1</u>	Libertés civiles	1
<u>2.2.2</u>	Droit à l'information	1

<sup>18</sup> Loi n° 055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code Général des Collectivités Territoriales modifiée par la Loi n°021-2006/AN portant modification de la loi 055-2004 portant CGCT

<sup>19</sup> Coulibaly Daniel et Seydou Kindo interrogés dans le cadre des interviews des informants clés en Septembre 2007

<sup>20</sup> Arrêté conjoint N° 2006/78/MATD/MFB du 25 décembre 2006

<sup>21</sup> Décret N° 2007-254/PRES/PM/MATD/MFB portant approbation des statuts particuliers du Fonds Permanent pour le Développement des Collectivités Territoriales du 11 avril 2007



2.2.1. *Libertés civiles* : Des libertés civiles sont garanties par la constitution (article 3) et par les lois du pays. Tout le Titre I de la constitution est consacré aux Droits et devoirs fondamentaux. Les libertés octroyées par la constitution sont précisées par les lois telles la Loi n°022/97/11/AS portant liberté de réunions et de manifestations sur la voie publique et la Loi n°10/92/ADP portant liberté d'association. Des structures étatiques existent qui tentent d'empêcher les abus ou diverses atteintes aux droits de l'homme causés à la fois par l'état et les acteurs privés. Généralement, les inspections des ministères sont chargées, entre autres, de prévenir ou réprimer les abus de pouvoir par les agents publics. Le système judiciaire sert également de paravent aux atteintes aux droits des citoyens.

Cependant, malgré les facilités octroyées par les textes, les libertés publiques connaissent quelques difficultés dans la pratique. Certaines manifestations publiques sont refusées par les autorités locales ou réprimées administrativement (fermeture de l'université en 2000 et 2008, sanctions des agents du Ministère des Affaires Etrangères en 2007 pour manifestation publique). Le Rapport 2006 de Freedom House a donné au Burkina Faso une note de 3 sur le chapitre des libertés civiles, ce qui signifie "partiellement libre" Ceci marquait une amélioration par rapport à 2005 où le Burkina Faso avait obtenu une note de 4. Cette évolution indique une tendance positive vers une plus grande protection des libertés civiles. Le même rapport de FH affirme : *"la liberté d'assemblée est constitutionnellement consacrée et généralement respectée, assortie d'autorisations légales requises qui sont habituellement octroyées. Néanmoins, des manifestations sont parfois violemment réprimées ou interdites. Beaucoup d'ONG, y compris les groupes de défense des droits de l'homme, qui ont rapporté des cas d'abus aux droits humains par des forces de sécurité, fonctionnent ouvertement et librement. Les droits des syndicats sont consacrés par la constitution. Les syndicats sont une force influente dans la société et organisent régulièrement des grèves ayant pour objet les salaires, les abus aux droits de l'homme, et l'impunité des forces de sécurité. Les lois nationales sur la sécurité autorisent la surveillance et l'arrestation sans garanties. La police ignore fréquemment les limites prescrites à la détention, la recherche, et la saisie. Les forces de sécurité commettent impunément des abus, y compris la torture et les exécutions extrajudiciaires occasionnelles. L'état des prisons est caractérisé par le surpeuplement, un régime alimentaire pauvre et un suivi médical minimal "* (Freedom House, 2005)<sup>22</sup>.

2.2. 2. *Droits à l'information* : L'accès des citoyens à l'information publique est un droit constitutionnel au Burkina Faso (article 8). Certains documents tels que les minutes

<sup>22</sup> Veuillez se référer au site Web de Freedom house à <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2005&country=6705>)



(procès verbaux) de délibération du Parlement et des Conseils municipaux sont déclarés accessibles au public. Cependant, en dépit de ces dispositions légales (règlements) qui prévoient l'accès du public aux documents gouvernementaux, certaines administrations publiques sont reconnues pour user de méthodes détournées, à travers les fonctionnaires, afin d'empêcher l'accès du public à quelques documents. Par exemple, pendant l'expérience de l'analyse du budget national<sup>23</sup> par la société civile en 2006, les groupes de la société civile ont dû recourir à des relations personnelles (non officielles) au Parlement pour accéder au projet de la Loi de Finance 2007, alors que toutes les avenues officielles avaient échoué. Cette situation est favorisée par certaines dispositions du Statut général de la fonction publique qui régit le fonctionnement de l'administration publique et les actes des agents publics. Le sous chapitre 5.2 de la Loi n° 13/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique porte sur l'obligation de discrétion professionnelle. Selon cette disposition, *‘tous les agents de la FP sont tenus au secret professionnel ; ils doivent donc s'abstenir de divulguer ou de communiquer aux tiers des informations ou des documents dont ils ont eu connaissance ou possession durant ou à l'occasion de leur service’*. Cette obligation posée par l'article 23 de la loi est assortie de la menace de sanctions prévues par le Code Pénal. Bien que la même loi aie prévu un assouplissement à l'obligation de "discrétion professionnelle" par son article 21, il reste que l'esprit général prévalant dans la fonction publique burkinabè soit celui de la réticence à mettre les informations sur la gestion publique à la disposition des citoyens.

**2.2.3. Liberté d'expression :** La liberté d'expression est entièrement établie et protégée par la constitution (article 8). Freedom House a évalué le Burkina Faso en octroyant une note de 4 au titre des libertés d'expression en 2005, ce qui indique une presse « partiellement libre ». Cette évaluation correspond à l'information qui a été recueillie. Les lois spécifiques votées par le Parlement<sup>24</sup>, les règlements émanant du ministère de l'information (décrets sur l'exercice de la profession) et les textes déontologiques d'organisation de l'activité édictés par le Conseil supérieur de la communication fournissent un cadre pratique dans lequel les praticiens des médias en plus d'autres acteurs de la communication peuvent de façon responsable opérer. L'article 1 du Code de l'information stipule *« le droit à l'information fait partie des droits fondamentaux du citoyen Burkinabè »*. Les sujets liés à la sécurité nationale et dans une certaine mesure, à la conservation de certaines valeurs sociales et culturelles sont des secteurs où le gouvernement a placé des restrictions observables. Il est très rare que le gouvernement interfère directement dans les activités des médias, mais il tente de les influencer par

<sup>23</sup> Une initiative de International Budget Project couvrant certains pays a été conduite au Burkina Faso. Coordonnée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, ce projet a connu la participation de plusieurs OSC qui ont fourni des experts. Le projet a été exécuté en trois ans (2005, 2006 et 2007)

<sup>24</sup> Loi n°56/93/ADP portant Code de l'information au Burkina Faso



des manières détournées. La tenue (non régulière) de points de presse par le gouvernement permet à celui-ci d'apporter des informations officielles sur plusieurs questions d'actualité. Cela permet parfois de corriger des informations délivrées par les médias.

Quelques exemples de persécution de journalistes à cause d'articles qu'ils ont écrits ou de leur traitement de l'information ou d'opinions émises, peuvent être cités. La pression publique tend aussi à réagir contre l'influence du gouvernement sur les médias quand elle a été perçue comme telle. Tel le cas de Norbert Zongo, un journaliste qui a été assassiné le 13 décembre 1998. Des militaires appartenant à la Garde de Sécurité Présidentielle ont été considérés comme « suspects sérieux » à l'issue des investigations menées sur ce meurtre. Cet événement a été suivi par de grandes manifestations populaires conduites par des organisations et des activistes des droits de l'homme ainsi que des partis politiques et une vive tension sociale et politique consécutive à cet événement a été palpable pendant un certain temps. Un autre exemple a été rapporté par le journal *L'Observateur Paalga* du lundi 24 avril 2006<sup>25</sup>. L'association des professionnels des médias a publié une lettre de protestation rapportant une descente de police en vue d'interrompre une entrevue donnée au journal *Le Pays* par deux personnes qui avaient été jugées dans le cadre d'un procès pour atteinte contre la sécurité d'état en octobre 2003. La lettre de protestation a affirmé clairement que cette action de police était de nature à porter atteinte à la liberté de presse et constituerait une contravention aux dispositions de la constitution. Le 29 septembre, la voiture d'un célèbre journaliste de radio nommé Sams'k le Jah, également activiste des droits de l'homme a été brûlée devant la station de radio *Ouaga FM*. Une information/protestation distribuée par téléphones mobiles (sms) par d'autres défenseurs des droits de l'homme a été largement circulée en réponse à cet acte.

En général on peut indiquer que la liberté de presse est en grande partie respectée par le gouvernement. La revue de médias effectuée dans le cadre de l'Indice CIVICUS a révélé qu'il y avait en 2006 73 stations de radio, 8 canaux de télévision, 128 journaux et 35 associations de presse ou de journalistes au Burkina Faso qui avait été créées depuis 1990. En somme, le cadre juridique est favorable à la liberté d'expression mais dans la pratique, l'exercice de quelques droits est encore incertain.

<sup>25</sup> N° 6624 de *L'Observateur Paalga* du lundi 24 avril 2006 page 3





### 2.3. Contexte socio-économique

Cette sous-dimension spécifique cherche à décrire avec précision la situation socio-économique dans le pays et son impact sur la société civile.

**Tableau 2.3.1 : Indicateurs d'environnement socio-économique**

Réf. #	Indicateurs	Points
2.3.1	Environnement socio-économique	1

*2.3.1. Contexte socio-économique :* Le contexte socio-économique du Burkina Faso est caractérisé par un rythme lent de la croissance économique et d'une pauvreté générale. Le rapport du développement humain (Human Development Report) du PNUD (2007/2008)<sup>26</sup> a rangé ce pays parmi les quatre pays les plus pauvres au monde, à la 176<sup>ème</sup> place sur 177. Cette situation est attribuable à une insuffisance de ressources naturelles d'exportation et à la faiblesse des capacités innovatrices de production agricole. Selon le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) national adopté en 2004 par le gouvernement, 42% de la population vit sous le seuil de pauvreté placé à moins de 1 dollar par jour pour une personne. 80% de la population tire sa subsistance de l'agriculture et de la production animale. Mais les activités de ces deux productions sont toujours conduites selon des méthodes traditionnelles rudimentaires à forte intensité de main d'oeuvre. A l'instar de plusieurs pays en cours de modernisation, les ressources financières du Burkina Faso sont concentrées sur des investissements dans des milieux urbains. Il est évident qu'un grand déséquilibre dans le revenu des ménages existe entre les villes et les zones rurales. Les différentiels dans les revenus sont rendus plus graves du fait des contradictions dans le mode de subsistance en milieu rural qui sont fortement influencées par les déficits des pluies et la désertification croissante. La majeure partie du sol a perdu son potentiel nutritif et malheureusement, la politique agricole semble encore tournée vers la promotion de l'agriculture de subsistance. Tous ces éléments ont un impact sur la sécurité alimentaire.

A la faiblesse des ressources naturelles, la pression du climat, les méthodes désuètes de production et les politiques inadaptées, s'ajoutent le contexte international de globalisation (libéralisation effrénée) et le commerce non équitable qui imposent des règles marchandes injustes. Il y a environ dix ans, l'exploitation de l'or, qui apportait des ressources financières substantielles au pays, avait été rendue non-profitable parce que les cours internationaux de ce métal étaient trop bas, affaiblissant encore plus

<sup>26</sup> [http://hdr.undp.org/en/media/hdr\\_2007/2008-fr-indicateurs2.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/hdr_2007/2008-fr-indicateurs2.pdf)



l'économie nationale. De 1998 à 2000, notamment en 1999, le cours du précieux métal était descendu autour de 200 dollars US l'once (30 grs), obligeant les compagnies installées au Burkina Faso (Billiton, Goldfields, etc.) à arrêter leurs activités<sup>27</sup>. En comparaison, le cours de l'or était à 914,7 dollars US le 31 juillet 2008. Le débat au plan international sur les subventions agricoles que les pays riches (Etats-Unis, Europe) fournissent à leurs secteurs agricoles présente un argument pouvant justifier l'intervention du gouvernement par des programmes de soutien à l'agriculture afin d'assurer la durabilité de ce segment économique. Plusieurs projets de développement rural sont mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques et celui des ressources animales avec le soutien financier des partenaires au développement.

L'analphabétisme est le deuxième facteur principal et une cause de la pauvreté largement répandue. La formation de la population rurale et la sensibilisation à de nouvelles méthodes de production agricole attend encore de donner les résultats prévus. Cette situation a mené la communauté internationale et des bailleurs de fond à s'engager dans l'initiative de réduction de la pauvreté dont le cadre au Burkina Faso est le CSLP. Au Burkina Faso, le processus d'élaboration du CSLP en 2000 a été jugé trop institutionnel. Seuls l'acteur étatique et les partenaires au développement ont pris une partie active dans son élaboration. Très peu d'organisations de la société civile ont participé au processus d'élaboration du CSLP. Sa révision en 2003 a permis à la société civile d'y faire quelques contributions. La société civile y a contribué seulement à travers le forum de la société civile tenu en juillet 2003 dont un extrait du rapport figure dans le document final (CSLP révisé de 2004). Cette contribution à cet important document de politique publique a été considérée comme insuffisante par les organisations sociales. Les OSC tentent généralement de participer à la mobilisation générale contre la pauvreté par des voies et des moyens propres à elles. La revue annuelle de l'exécution du CSLP qui a eu lieu le 20 avril 2006 a démontré un manque de participation des OSC dans ce processus. Des propositions ont été faites pour accroître cette participation dans le nouveau mécanisme de suivi du CSLP.

Depuis l'indépendance en 1960, le Burkina Faso n'a pas connu de guerre civile. En revanche, de nombreuses crises politiques et des coups d'Etat peuvent être cités (1966, 1974, 1980, 1983, 1987).

Il n'y a pas eu de crise ethnique grave ou de conflit religieux récents dans le pays depuis 1978 où avaient eu lieux des affrontements violents entre deux branches différentes de la religion islamique. Les conflits fréquents entre les agriculteurs et les éleveurs de bétail se produisent dans des secteurs ruraux en particulier pendant la saison pluvieuse. Ces conflits peuvent parfois être vus comme des conflits ethniques

<sup>27</sup> Informations obtenues auprès de Mr Bado Alexandre, chef du service social et environnement de la compagnie minière NANTOU et auprès du secrétariat du Groupement Professionnel des Mines.





parce qu'au Burkina Faso, la production animale (élevage des ovins et bovins) est généralement pratiquée par les peulhs.

L'option stratégique est le libéralisme économique que le pays pratique en application des Programmes d'Ajustement Structurel depuis 1989. De nombreuses réformes ont conduit à un retrait de l'Etat des activités économiques pour un recentrage sur les missions régaliennes de législation et de contrôle. Le Burkina Faso, à l'instar des Pays les Moins Avancés (PMA), est frappé par ce qu'on pourrait appeler une crise économique persistante. Un des traits caractéristiques de cette crise est l'*endettement permanent*<sup>28</sup>. Et le niveau d'endettement ne cesse de croître. La dette extérieure de l'Afrique (sans l'Afrique du Sud) s'élèverait à 270 milliards de dollars et représente 177% des exportations de biens de services et 61% du PNB<sup>29</sup>. Les pays les plus touchés par l'endettement ont bénéficié d'une mesure spéciale d'allègement de leur fardeau à partir de 2000 appelée initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Le rapport d'évaluation de l'environnement des affaires de la Banque Mondiale intitulée "Doing Business" lancé à Ouagadougou le 26 septembre 2007 établissait un climat faiblement favorable pour les affaires dans le pays. Le rapport a aussi fait quelques suggestions afin de changer le cadre juridique des affaires dans le pays. Le gouvernement a lancé un certain nombre d'initiatives économiques et de développement institutionnalisé au niveau international (programme d'ajustement structurel, Initiative Pays Pauvre Très Endetté, Stratégie de Réduction de la Pauvreté) qui peuvent indiquer l'existence de crise économique. Selon Philippe Hugon, la dette extérieure du Burkina Faso, tiré du tableau suivant, représentait en 2002 61,3 milliards de dollars soit 1,4% de son PIB<sup>30</sup>.

**Tableau de données économiques pour quelques pays du Sahel<sup>31</sup>**

Pays	Indice du Développement Humain (2004)	Population (millions) (2000)	Taux d'analphabétisme (%)	PNB (milliards dollars)	Taux de croissance annuel du PNB par tête (%)	Dette extérieure (milliards de dollars)
Burkina Faso	0,302	12,0	12,8	5,1	2,7	61,3
Mali	0,326	11,5	19	5,0	4,6	130,8
Mauritanie	0,465	2,8	41,2	1,2	1,7	275,1
Niger	0,292	10,8	17,1	3,2	1,1	89
Sénégal	0,437	9,7	35	6,8	2,3	78,7

Source : statistiques Banque Mondiale (2003), UNDP (2003) et BAD (2003)

Malgré la pauvreté générale, aucune crise sociale grave ne s'est produite durant ces dernières années. La définition de la crise sociale est discutable si des événements tels

<sup>28</sup> Raffinot M., Mousseron D., *Dette et pauvreté*, Economica, Paris, 2000

<sup>29</sup> Hugon Philippe, *L'économie de l'Afrique*, 5<sup>ème</sup> édition, Paris, La Découverte, Collection Repères, 2006, p.49

<sup>30</sup> Hugon Philippe, idem, p.110

<sup>31</sup> Hugon Philippe, idem, p.110



que les sécheresses, la faim et les maladies (épidémies de méningite) qui se produisent fréquemment sont considérées.

Quelques inégalités socio-économiques graves existent au Burkina Faso. L'Indice de Gini<sup>32</sup> pour cet indicateur était de 0,33 selon un classement établi sur la base de l'Indice du Développement Humain du PNUD de 2005 sur des données de 1998. L'indice de GINI est assorti d'une note pour générer le Coefficient de GINI qui permet le classement des pays. Le Burkina Faso obtient un coefficient de 39,5 lui conférant un classement de 62<sup>ème</sup> sur un total de 125 pays<sup>33</sup>. Bien qu'une grande majorité de la population vive dans la pauvreté, il existe des personnes très riches<sup>34</sup>, principalement ceux qui ont tiré profit de la libéralisation en plein essor et, en particulier, du commerce des biens et services. Un autre aspect des inégalités économiques est la grande différence de conditions d'existence entre les villes et les campagnes. L'électricité et l'eau courante sont disponibles seulement dans quelques villes tandis que les zones rurales sont généralement privées de la plupart des biens et services sociaux.

L'analphabétisme des adultes est l'une des principales dimensions de la pauvreté comme souligné par le CSLP (2004). Le taux d'analphabétisme serait d'environ 87%. Ces dernières années, le gouvernement a institué quelques programmes visant à améliorer le niveau d'instruction (PEDDEB<sup>35</sup>).

Le Burkina Faso est rangé parmi les pays les moins "connectés" en termes d'Infrastructure des Technologies de l'Information dans le monde. Au cours du biennium 1996-1997, l'UNESCO a publié deux rapports mondiaux dans les domaines de la communication, de l'information de l'informatique, le *Rapport mondial sur l'information 1997/1998* et le *Rapport mondial sur la communication 1998*. Ces deux documents sont des références solides en matière de données sur les IT des pays dans le monde. Une vue des données intéressant quelques pays africains est proposée par le tableau suivant.

<sup>32</sup> Le **coefficient de Gini** est une mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien).

<sup>33</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/liste\\_des\\_pays\\_par\\_egalite\\_de\\_revenus](http://fr.wikipedia.org/wiki/liste_des_pays_par_egalite_de_revenus) ou

[http://www.nationmaster.com/graph/eco\\_inc\\_equ\\_un\\_gin\\_ind-income-equality-un-gini-index](http://www.nationmaster.com/graph/eco_inc_equ_un_gin_ind-income-equality-un-gini-index)

<sup>34</sup> Appréciation basée sur les signes extérieurs de richesses (voitures grosses cylindrées et appartements de luxe)

<sup>35</sup> Le PDDEB (Plan de Développement de l'Éducation de Base) est une politique sectorielle de développement du système éducatif de base pour les dix ans (2001-2010). Son principal objectif est « porter le taux de scolarisation à 70% en 2010 avec un effort particulier en faveur des filles et des zones rurales les plus défavorisées » (<http://www.meba.gov.bf/SiteMeba/plans/pddeb.html>).



**Tableau des données sur les télécommunications**

Pays	PSI complets (Prestataires de Services Internet)	Fournisseurs d'accès à la messagerie électronique	Nombre total de PSI	Utilisateurs	Bande passante internationale (Kbps)	Opérateur international IP	Monopole des services Internet	Population (en millions)	Population/ utilisateur de services Internet	Utilisateurs /bande passante internationale (#/Kbps)
Afrique du Sud	70	5	75	600 000	30 000	PSI+OPT	Non	39	65	20
Zimbabwe	7	57	12	10 000	2 000	OPT	Non	11,1	1 110	5
Togo	1	1	2	300	128	PSI	Non	4,4	14 667	2
Burkina Faso	1	2	3	700	64	OPT	Oui	10,4	14 857	11
République démocratique du Congo	1	0	1	100	9,6	PSI	Non	44	440 000	10
Tchad	1	2	3	50	64	OPT	Oui	5,6	112 000	1

Source : Sangonet (<http://wn.apc.org>), 1998.

Selon ce rapport, le Burkina Faso comptait en 1998 seulement un (1) prestataire de service Internet complet (ONATEL) et 700 utilisateurs de services internet. Comparé à la population totale du pays, cela donnait un chiffre de 14.857 habitants par utilisateur de services Internet. Bien que, comme l'affirment Mansell et Wehn<sup>36</sup> (1998, p. 14), il soit très difficile de mesurer l'effet des TIC sur les économies des pays industrialisés et des pays en développement, car, « *on se heurte à de sérieux problèmes de classification statistique et de disponibilité des données* », il est assez aisé de comprendre que les TIC ont une certaine influence sur le développement. Toujours selon le rapport de l'UNESCO, « *Les TIC sont des technologies à effet « synergique » : leur croissance entraîne celle d'autres secteurs de l'économie. Elles créent autour de leurs biens et services une infrastructure semblable à celle de la technologie automobile au début du siècle. Comme au moment du passage du travail manuel à la mécanisation puis aux innovations électromécaniques, la tendance contemporaine à l'utilisation généralisée des TIC donne naissance à toute une série de branches d'activité nouvelles*<sup>37</sup> ». De toute façon, le Burkina Faso, à l'image du continent africain, accuse un énorme retard en matière de TIC par rapport au reste du monde, comme l'atteste le tableau suivant. Il n'a pas été possible d'accéder aux informations officielles à partir du site web de la Délégation Générale à l'Informatique (DELGI) qui est réservé à quelques personnes disposant d'un droit d'accès au site ([www.delgi.gov](http://www.delgi.gov)).

<sup>36</sup> MANSELL, R. et WEHN, U. *Knowledge societies. Information technology for sustainable development*. Oxford, Oxford University Press. 1998. P.14

<sup>37</sup> CEES J. HAMELINK, *Le développement humain*, Chapitre 1 du Rapport Mondial sur l'Information et les Communication. UNESCO, Paris, 1998



**Tableau de densité de l'équipement en TIC en Afrique par rapport à la moyenne mondiale, 1996 (nombre d'appareils pour 100 habitants)**

	Afrique subsaharienne	Monde
Radio	17	36
Télévision	3,5	23
Micro-ordinateur	0,3*	4,4
Télécopieur (1995)	0,02	n.d.**

\* Ce chiffre est une estimation indépendante, sujette à caution.

\*\* Données non disponibles.

Sources : *Annuaire statistique de l'UNESCO 1998*, Paris, UNESCO, 1998./*Indicateurs mondiaux de télécommunication*, Genève, UIT, 1998.

## 2.4. Contexte Socio-culturel

Pour cette sous-dimension, la question est de déterminer dans quelle mesure les normes socio-culturelles et les attitudes sont favorables ou nuisibles à la société civile.

**Tableau III. 2.4.1 : Indicateurs d'environnement socio-culturel**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>2.4.1</u>	Confiance	1
<u>2.4.2</u>	Tolérance à la diversité	2
<u>2.4.3</u>	Esprit ou honnêteté publics	3

**2.4.1. Confiance :** Sur l'indicateur de la confiance interpersonnelle, les résultats de l'Enquête Communautaire par Echantillonnage a montré que 60.2 % de répondant ont cru qu'on "ne peut pas trop faire attention". 23.7% étaient de l'opinion qu'on peut "faire confiance à la plupart des personnes". Ces chiffres indiquent que les gens ne se font pas du tout confiance au Burkina Faso et que la plupart des gens sont sur leurs gardes dans leurs relations avec les autres. La confiance est une expression politiquement correcte pour désigner un état des relations interpersonnelles peu positif dans la société burkinabè. Dans les milieux de vie, il arrive assez souvent que les personnes soient victimes de stigmatisation, d'exclusion ou de persécution sur des bases pas toujours objectives. Le phénomène des exclusions pour fait de sorcellerie peut se classer dans cette catégorie. Les rumeurs infondées, la délation et la diffamation existent dans une proportion assez élevée et aucun citoyen n'est à l'abri de ces abus.

**2.4.2. Tolérance :** L'indice de tolérance ressortant des résultats de l'ECE est de 1.00. Cette valeur a été choisie par 49.5% des répondants. Les données de l'ECE ont montré que 98% de répondants a affirmé qu'ils se sont montrés tolérants vis-à-vis de personnes d'une race différente qu'ils ont rencontrées ou à proximité de qui ils ont



habité dans la même communauté. Les différences religieuses n'étaient pas un problème pour la tolérance pour 98.7% des répondants. Les répondants de l'ECE n'ont pas discriminé des personnes en raison de leurs origines étrangères. 98.7% des répondants étaient de l'opinion qu'ils ne trouvent pas d'inconvénient à vivre avec des étrangers. Une majorité de répondants de l'ECE a affirmé sa tolérance vis-à-vis des personnes vivant avec le SIDA (78%) mais 21.9% de répondants n'accepteraient pas de vivre avec des personnes vivant avec le SIDA comme voisins.

Les personnes interrogées n'étaient pas majoritairement favorables à la vie avec des homosexuels comme voisins (67.3%). La crainte du SIDA peut être une explication à cette réaction car il y a quelques années il existait une croyance et qui perdure encore de nos jours que l'homosexualité est directement associée au SIDA. La religion et les croyances traditionnelles jouent également un rôle dans la formation de l'opinion publique contre les homosexuels.

**2.4.3 Esprit public<sup>38</sup>** : Les données de l'ECE indiquent que 93% de tous les répondants n'avaient jamais réclamé des avantages au gouvernement auxquels ils n'ont pas droit. Seulement 1.4% affirment l'avoir « toujours fait ». Dans les principales villes du Burkina Faso, le transport en commun n'a jamais été une réussite jusqu'à présent, les personnes préférant utiliser des motocyclettes et des vélos et de plus en plus des véhicules individuels. Dans ce contexte, la majeure partie des répondants fait partie du public qui a très rarement utilisé le transport en commun. Ainsi 85% des répondants ont indiqué qu'ils « n'ont jamais évité de payer » le prix du billet du bus. La fraude sur les impôts est un sujet pour lequel il a été difficile d'obtenir beaucoup de réponses valides car elle implique que le répondant reconnaîtrait implicitement avoir commis un crime économique. Dans les pays comme le Burkina Faso, certains impôts sont généralement sous-administrés et beaucoup d'impôts légalement dus ne sont pas payés du fait du manque de capacité de l'administration à les recouvrer. La majorité des personnes qui devraient payer des impôts passent à travers les mailles du filet. 77.7% des réponses valides indiquent que ces répondants n'ont jamais triché sur des impôts. 18% reconnaissent l'avoir « parfois » fait et seulement 3% déclarent avoir « toujours » payé ses impôts.

## **2.5. Environnement légal**

L'objectif ici est d'essayer de savoir dans quelle mesure l'environnement légal existant est favorable ou neutralisant pour la société civile.

<sup>38</sup> Cette expression se rapprocherait plus de la notion de civisme ou d'esprit civique



TABLEAU IV.2.5.1. : Indicateurs évaluant l'environnement légal

Réf. #	Indicateurs	Points
2.5.1	Enregistrement des OSC	3
2.5.2	Liberté des OSC de critiquer le gouvernement	2
2.5.3	Lois fiscales favorables aux OSC	1
2.5.4	Avantages fiscaux pour la philanthropie	1

*2.5.1. Enregistrement des OSC :* Cet indicateur est l'un de ceux qui contribuent à déterminer les caractéristiques de l'enregistrement des OSC. 31.7% des répondants des CR ont trouvé l'enregistrement d'une association « non rapide » et 19.5% disent que l'enregistrement est « rapide ». 37.8% des répondants ont pensé que l'enregistrement des OSC était « simple » contre à 15.6% qui ont trouvé l'enregistrement « non simple ». Le procédé d'enregistrement a été jugé « peu coûteux » par 45.5% des répondants. Les seuls coûts sont ceux des timbres qui doivent être placés sur les documents soumis pour un enregistrement. Ce coût de timbre semble être accessible à la majorité des acteurs de la société civile. Pour l'enregistrement des OSC, généralement une somme de 2 500 FCFA (environ 5 dollars) pour accomplir cet enregistrement semble suffire. 65.9% de répondants ont pensé que l'enregistrement est conforme aux dispositions légales en la matière et par conséquent l'enregistrement des OSC est jugé conformément appliqué selon 50% des répondants des CR.

*2.5.2. Activités de plaidoyer :* Cet indicateur évalue dans quelle mesure les OSC sont libres de mener des activités de plaidoyer, de faire des recommandations et de critiquer le gouvernement. La constitution du Burkina Faso reconnaît les droits de chaque citoyen de créer et d'animer une association (article 21 de la constitution). La loi 10/ADP/92 votée le 15 décembre 1992 organise la liberté d'association et reconnaît les droits des citoyens à s'intéresser aux affaires de l'Etat, mais dans les limites du statut de l'association. Cette loi ne dispose pas d'un décret d'application, ce qui occasionne une insuffisance de l'activité des OSC au Burkina Faso. De plus, plusieurs questions restent non abordées par la loi 10 telles les exonérations de droits de douanes pour les OSC/ONG, le statut des bénévoles et les implications fiscales pour les OSC/ONG, etc. Le constat de ces limites appelle une révision de la loi régissant les associations et l'adoption d'un décret d'application. En menant des activités de plaidoyer, les citoyens devraient, en application du principe de l'action politique non partisane, s'abstenir des activités qui menacent la stabilité de l'Etat et l'ordre public. La position de 42.5% de répondants des CR confirme qu'il n'y a « aucune restriction » aux activités de plaidoyer des OSC. 30% des répondants ont indiqué que les restrictions sont « raisonnables », signifiant que ces restrictions sont supportables, alors que seulement 15.0 % indiquaient qu'elles étaient « peu raisonnables ».





2.5.3. *Lois fiscales favorables aux OSC* : Cet indicateur cherche à savoir si le système fiscal en vigueur est favorable à l'action de la société civile. Une certaine exonération d'impôts existe au profit des OSC/ONG, particulièrement celles qui agissent dans le domaine humanitaire. Au Burkina Faso, le statut d'ONG est accordé à des associations qui ont fait des investissements sociaux d'une valeur égale ou supérieure à cent millions de CFA pendant les deux années précédant la demande de statut d'ONG. Une convention est alors signée entre l'ONG et le Gouvernement à travers la Direction du Suivi des ONG (DSONG) du Ministère de l'Economie et des Finances. Les exemptions fiscales sont accordées par le Ministère de l'économie et du développement à des OSC et des ONG mais pour des projets, des biens et des opérations spécifiques seulement, comme les médicaments, des équipements usagés et/ou de la nourriture. Aucune exemption automatique ni générale n'existe. Les services financiers étudient chaque dossier de demande d'exonérations et y apporte une réponse spécifique. La base légale de ces exonérations se réfère au Règlement n°05/98/CM/UEMOA du 03 juin 1998 qui fixe un tarif extérieur commun pour les pays membres de cet ensemble d'intégration. La catégorie O de ce TEC concerne les biens sociaux essentiels relevant d'une liste limitative et est frappé d'un taux de 0% avec paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA<sup>39</sup>) pour services rendus. Il doit être signalé que ces exemptions profitent d'avantage aux ONG qu'aux OSC.

2.5.4. *Avantages fiscaux pour la philanthropie* : La philanthropie comme contributions volontaires pour des œuvres communautaires est fortement encouragée au Burkina Faso depuis les sécheresses de 1984 dans le but de financer des actions et surtout des interventions d'urgences en cas de catastrophe naturelle. Ces fonds sont collectés par le Ministère de l'action sociale qui administre le Fonds national de solidarité<sup>40</sup>. Ce fonds est financé par des subventions de l'Etat et par toute bonne initiative ou don charitable fait par des individus, des entreprises ou des partenaires au développement intervenant dans le pays. Il est néanmoins difficile, ici, de donner des détails sur ce fonds ou des actions réalisées grâce à lui. Dans les textes juridiques douaniers, sur les marchandises entrant au Burkina Faso, certaines exemptions sont disponibles pour des articles énumérés dans une convention que l'état signe avec une organisation de la société civile pour lui permettre d'obtenir l'accès libre d'impôts au pays. Structures humanitaires et caritatives (ONG, églises etc.) sont les principaux bénéficiaires de ces exemptions. Cette exemption est administrée au cas par cas par la Direction Générale du Suivi des ONG selon les conventions que l'Etat, à travers cette direction, signe avec

<sup>39</sup> La TVA au Burkina Faso est au taux unique de 18%. Certains produits en sont exonérés.

<sup>40</sup> Le FNS a été créé par le Décret n°2001-208/PRES/PM/MASSN du Conseil des Ministres du 10 mai 2001. Son ancêtre est la Caisse de Solidarité Révolutionnaire créée le 9 novembre 1983.



l'ONG concernée<sup>41</sup>. Les exemptions ne sont pas générales mais sont accordées pour un projet bien circonscrit.

## 2.6. Relations État- société civile

Le but de cette sous-dimension est de comprendre la nature et la qualité des relations entre la société civile et l'Etat.

**TABEAU IV.2.6 : Indicateurs évaluant des relations Etat- société civile**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>2.6.1</u>	Autonomie des OSC	<u>2</u>
<u>2.6.2</u>	Dialogue entre les OSC et l'Etat	<u>1</u>
<u>2.6.3</u>	Soutien des OSC de la part de l'Etat	<u>1</u>

*2.6.1. Autonomie des OSC :* Une majorité de 42% de répondants des CR dit que l'Etat « parfois » interfère dans les affaires de la société civile et 15.6% disent que ces interférences se produisent « fréquemment », tandis que 13% sont de l'opinion qu'il n'y a « aucune interférence du tout ». Le Burkina Faso étant un état centralisé, cela laisse supposer que l'espace réservé à la société civile est assez limité. La société civile, de son côté, n'évoluant pas comme un seul acteur dans l'arène public, (cf. faiblesse des organisations faîtières et impact de la SC dans les campagnes publiques), il est difficile qu'elle puisse même occuper l'espace qui lui est légalement accordé. De fait, la plupart des acteurs et des leaders de la SC ne font pas preuve d'indépendance vis-à-vis des autorités du pays et des bailleurs de fonds. Les membres de la société civile pensent devoir rechercher une légitimité officielle dans une relation et une éventuelle sujétion aux autorités de l'Etat. Ils négligent, de cette manière, la légitimité naturelle présente dans l'idée démocratique de la participation citoyenne. En résumé, comme signalé précédemment, bien qu'un cadre juridique jugé favorable par les acteurs de la SC eux-mêmes existe, la participation de la société civile a toujours rencontré quelques difficultés du fait de ces acteurs eux mêmes.

*2.6.2. Dialogue entre les OSC et l'Etat :* Le dialogue entre l'Etat et la société civile pourrait être qualifié d'irrégulier et superficiel. Un cadre formel pour la consultation au niveau national n'existe pas à part le Conseil Economique et Social qui est un organe consultatif tripartite prévu par la constitution<sup>42</sup> où 90 représentants d'associations, du secteur privé et de l'Etat se réunissent pour discuter de sujets spécifiques qui leur sont soumis par le gouvernement. Hormis ce cadre, la plupart des ministères ont développé

<sup>41</sup> Entretien avec Monsieur Ambroise Ouedraogo, de la DGSONG, juillet 2008

<sup>42</sup> Loi organique n°007-2001/AN du 17 mai 2000 (JO N°37 du 13 septembre 2001) portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil Economique et Social





des points de contacts divers avec les OSC/ONG pour réaliser certains programmes sectoriels spécifiques ou des projets. Les répondants des CR ont jugé « limité » le dialogue entre la société civile et l'Etat avec une majorité de 56.9%. Un groupe représentant 27.5% des répondants dit que ce dialogue est « modéré » et 3.9% disent que le dialogue est « ouvert ». 2.0% l'ont considéré comme inexistant. Seulement quelques OSC participent réellement au dialogue avec l'Etat et traitent de problématiques diverses. Actuellement, les forums de rencontre entre l'Etat et des groupes de la population se multiplient et tendent à s'« institutionnaliser » progressivement. La revue annuelle du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté offre un espace de dialogue à la société civile depuis quatre ans, où celle-ci peut porter des appréciations sur les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté. Depuis 2007, le principe d'un forum de dialogue Etat-société civile a été lancé par le Ministre des Finances et du Budget et le mécanisme est en cours de réflexion.

*2.6.3 Coopération/support :* Les ressources que les OSC peuvent obtenir de l'Etat sont généralement faibles. Officiellement, une OSC ne peut bénéficier d'une subvention de l'Etat qu'à condition d'être reconnue d'« utilité publique ». Il est très difficile pour les associations d'obtenir ce statut. Actuellement, moins de dix associations ont cette distinction et l'obtention d'une subvention publique n'est pas automatique une fois que ce statut a été obtenu. Des coopérations spécifiques entre les ministères et les OSC sont plus fructueuses. Les OSC/ONG sont souvent contractualisés pour quelques aspects des opérations de développement, notamment à travers des contrats d'objectifs. L'exemple le plus notable de la coopération ministères-OSC est le PEDDEB (projet d'éducation) où un réseau des ONG agissant dans l'éducation appelé Cadre de Concertation des OSC actives en Education de Base (CCEB) est un interlocuteur du Gouvernement en vertu d'accords signés entre certains de ses membres avec le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation. Plusieurs ONG membres du CCEB reçoivent des fonds pour exécuter des projets spécifiques. Aid Action et OSEO, par exemple, reçoivent des financements pour la réalisation d'infrastructures (écoles) en ouvrages délégués. Dans le domaine du renforcement des capacités, le Fonds National d'Appui à l'Education Fonctionnelle (FONAEF) accorde des subventions à des organisations membres du CCEB comme ENTEBA, Développement Sans Frontières (DSF) et TinTua. Pendant un atelier de préparation de la revue du CSLP organisée par la Cellule nationale de renforcement des capacités des OSC en mars 2007, des participants membres du CCEB ont cité cet exemple parmi la centaine d'OSC qui a assisté à cette réunion.



## 2.7. Relations secteur privé-société civile

La sous-dimension 2.7 cherche à connaître la nature et la qualité des relations entre la société civile et le secteur privé.

**TABEAU IV.2.7 : Indicateurs évaluant des relations de la société civile et du secteur privé**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>2.7.1</u>	Attitude du secteur privé envers la société civile	1
<u>2.7.2</u>	Responsabilité sociale de l'entreprise	1
<u>2.7.3</u>	Philanthropie des entreprises	1

*2.7.1. Attitude du secteur privé* : L'attitude du secteur privé envers la société civile a été jugée « indifférente » par 39% des répondants des CR. 23.9% ont trouvé cette attitude favorable, mais 17% ont pensé que l'attitude du secteur privé est soupçonneuse. Ce qui semble être la réalité du rapport entre la société civile et le secteur privé est une attitude éloignée des deux acteurs. Il y a eu très peu d'exemples de coopération positive entre une OSC et les grandes entreprises nationales qui puissent être cités. Généralement, les entreprises dans le cadre de leurs programmes de publicité organisent des tournois sportifs dotés de récompenses très moyennes. En outre, quelques entreprises ont des programmes humanitaires qu'elles mettent en application en collaboration avec des acteurs politiques<sup>43</sup> et aussi par le canal de la société civile. C'était probablement la raison pour laquelle 53.7% des répondants des CR ont indiqué que la participation des associations de gens d'affaires dans la société civile est « rare », 29% affirment que « parfois » ces associations ont participé aux activités de la société civile. On peut conclure ici que le secteur privé a une attitude généralement indifférente envers la société civile. De fait, seuls de très rares exemples de soutien direct d'une entreprise à une association peuvent être évoqués. On peut rappeler l'appui financier accordé par la SONAR (Société Nationale d'Assurance et de Réassurance) à une association de jeunes engagés dans une action civique de grande utilité, à savoir la régulation de la circulation aux heures de pointe à Ouagadougou. En 2005-2006, le RVCC a également pu collecter des fonds auprès de grandes entreprises comme la MABUCIG (Manufacture Burkinabè de Cigarettes) pour conduire une campagne contre la contrefaçon des produits d'importation.

*2.7.2 Responsabilité sociale des entreprises* : « Insignifiant » (39%) et « limité » (24%) est le verdict des répondants des CR à la question de savoir si les notions liées à la responsabilité sociale des entreprises sont bien développées au Burkina Faso. Comme

<sup>43</sup> En 2006, l'entreprise espagnole d'insecticides ORO et Marina Market ont appuyé un projet du député Tiendrebeogo Victor visant la rénovation d'un service de la maternité du secteur 10 de Ouagadougou



concept, la responsabilité sociale de l'entreprise n'est pas encore bien connue dans l'espace public du Burkina Faso. En disant cela, on peut évoquer la situation en Europe et surtout aux Etats-Unis où la société civile classique et les universités sont beaucoup plus financées par les entreprises (Fondations FORD, ROCKEFELLER, MILLS, BILL GATES, etc.), au détriment des subventions de l'Etat ou des institutions internationales et des coopérations étrangères. Cet indicateur est intimement lié à celui de la relation entre le secteur privé et la société civile. Certaines entreprises engagées dans quelques causes sociales et humanitaires font des dons, parfois à travers des OSC. Mais ces actions sporadiques et événementielles, n'ont pas été classifiées et n'ont pas été analysées comme contribuant à un programme systématique relevant de la responsabilité sociale de l'entreprise. Généralement, les entreprises ont des stratégies et des plans d'action de communication/publicité qui visent à les rendre visibles, à lancer un produit et à conquérir des parts de marché. Elles évitent d'évoquer leur propre responsabilité sociale pour éviter de tomber dans un cycle de revendication des populations vis-à-vis d'elles (cas des entreprises minières). En face, les organisations de la société civile (en particulier les écologistes et les défenseurs des droits de l'homme) n'exercent pas une pression suffisante sur les entreprises pour les rendre plus responsables socialement.

*2.7.3. Philanthropie des entreprises :* Quelques exemples, peu fréquents, d'OSC recevant des fonds du secteur privé pour une action sociale existent. Par exemple, en mars 2006, le Larle Naaba, chef traditionnel bien connu et parlementaire, a facilité une donation consistant en la rénovation d'une infrastructure de santé et son équipement au Centre de réhabilitation nutritionnelle du secteur 10 de Ouagadougou. La donation a été faite par la société internationale ORO (insecticide) et la chaîne des supermarchés Marina Market. L'association BELWET a été le relais pour ce geste philanthropique. Ceci avait été intensivement couvert par les médias.

## **Conclusion**

L'environnement légal et institutionnel du Burkina Faso, au regard de l'activité de la société civile, présente un paradoxe caractérisé par un cadre jugé favorable et un exercice des droits jugé, lui, faible. Les limites aux dispositions légales prennent racine dans la pratique et l'application de ces dispositions et relèvent ainsi, plus de faits humains plus que d'insuffisances textuelles.

Le contexte politique fait état d'un cadre juridique positif bien que certains événements politiques de nature violente et le déséquilibre des forces politiques en présence viennent atténuer l'optimisme d'une démocratie prometteuse. Le contexte économique lui, est nettement défavorable comme l'attestent plusieurs indicateurs



parmi les plus officiels. Le contexte culturel d'une mosaïque de populations et de pratiques est le socle d'un environnement plus favorable à la tolérance et la coexistence sociale qu'au conflit. La relation Etat société civile reste empreinte de la centralité de l'Etat dans la sphère publique, ce qui laisse une marge restreinte, mais perfectible à la société civile. Le principal point faible de l'environnement national pour la société civile est le manque ou la faiblesse du lien fonctionnel et coopératif entre l'entreprise et les OSC/ONG. L'état de la responsabilité sociale de l'entreprise ne permet pas d'avoir une société civile dynamique disposant de ressources indépendantes de l'Etat et de ses partenaires. Une note de 1.5 a été attribuée à cette dimension par le CCN.



## » Dimension 3. Valeurs

La dimension VALEURS fait de l'indice un exercice de recherche qui tranche d'avec les habitudes consacrées par les institutions internationales de développement qui assurent le règne des méthodes positives (quantitatives). Bien que les indicateurs de la section doivent être renseignés par des notes et se présenter de la manière la plus concrète possible, leur interprétation ainsi que les perceptions des acteurs concernés qu'elle permet de dégager, rendent l'indice plus proche de la réalité et ouvre une fenêtre positive sur la dimension humaine (politique) de l'activité de la société civile dans un pays.

La section cherche à établir de manière aussi précise que possible quelles sont les valeurs qui ont cours au sein de la société civile burkinabè ainsi que le degré auquel ces valeurs sont pratiquées par les OSC/ONG.

Les principales valeurs évaluées dans les pratiques de la société civile burkinabè sont la démocratie, la transparence (la corruption au sein de la société civile, la transparence financière, l'action de la société civile dans la promotion de la transparence), la tolérance, la non-violence, l'équité du genre, l'éradication de la pauvreté, la protection de l'environnement. Du coup, il apparaît clairement que les valeurs qui servent à mesurer l'efficacité de l'Etat et des acteurs politiques sont les mêmes auxquelles la société civile doit se contraindre. Y arrive-t-elle et dans quelle mesure, telles sont les interrogations auxquelles la section 3 tend à apporter des réponses.

### **3.1. Démocratie**

Cette sous-dimension cherche à savoir dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion de la démocratie.

**TABLEAU IV.3.1 : Indicateurs évaluant la démocratie**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>3.1.1</u>	Pratiques démocratiques au sein des OSC	<u>3</u>
<u>3.1.2</u>	Actions de la société civile pour promouvoir la démocratie	<u>2</u>

*3.1.1 Pratiques démocratiques au sein des OSC* : Selon les résultats des CR, le vote est la méthode la plus utilisée et la plus prisée pour désigner les responsables au sein des OSC. Une large majorité de répondants (84.4%) a confirmé cette réalité selon laquelle les chefs des OSC sont élus par les membres. La moitié des interviewés, soit 50%, a



affirmé que l'influence des membres était « substantielle » dans la prise de décision des organisations. La société civile burkinabè est taxée par les observateurs extérieurs à cette sphère comme peu démocratique. Plusieurs cas de “non alternance” démocratique existent. Généralement les membres fondateurs des organisations ont beaucoup de mal à abandonner la direction de leurs organisations et, la plupart du temps, doivent être poussés vers la sortie. La société civile est également concernée par la guerre de leadership entre plusieurs organisations qui n'hésitent pas à se faire des « coups tordus » auprès de l'administration et surtout auprès des bailleurs de fonds. Il est en revanche à signaler que l'attitude des bailleurs de fonds n'est pas suffisamment « neutre » par rapport aux différentes OSC. Leur soutien aux OSC n'est pas toujours objectif et facilite souvent le clientélisme de ces organisations auprès des autorités politiques.

*3.1.2 Actions de la SC pour promouvoir la démocratie :* Les résultats des CR donnent une certaine indication sur la perception que les acteurs de la société civile ont de la promotion de la démocratie au niveau social. 44.4% des répondants disent qu'il y a « plusieurs exemples » de promotion de la démocratie par la société civile tandis que 35.6% indiquent qu'il y a « seulement un ou deux exemples ». Dans la même tendance, 46% de répondants ont considéré le rôle de la société civile dans la promotion de la démocratie comme « significatif ». 25% disent que ce rôle est « limité » et 17.3% sont d'avis qu'il est « modéré ».

### 3.2. *Transparence*

Cette sous-dimension cherche à savoir dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion de la transparence.

**TABEAU IV.3.2 : Indicateurs évaluant la transparence**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>3.2.1</u>	Corruption au sein de la société civile	1
<u>3.2.2</u>	Transparence financière des OSC	3
<u>3.2.3</u>	Actions de la société civile pour promouvoir la transparence	1

*3.2.1 Corruption au sein de la société civile :* Les CR ont indiqué que pour les membres de la société civile du Burkina Faso, la corruption est une réalité récurrente dans leurs organisations. 36% des répondants des CR pensent que la corruption est « fréquente » et 22.7% pensent qu'il est « très fréquent ». 34% pensent que la corruption est un phénomène « occasionnel » au sein de la société civile. En totalisant les réponses



positives (fréquente 36% et très fréquente 22.7% soit 58.7%), on peut se rendre compte qu'au sein de la société civile du Burkina Faso, la corruption est considérée comme un phénomène présent et reconnu. On peut également penser que les vues divergentes sur la corruption peuvent s'expliquer par une éventuelle ambiguïté perceptible sur cette question par les répondants. Certains d'entre eux ont peut être pensé que la question faisait référence aux cas de corruption ou de malversation décelés dans les OSC/ONG et qui ont quelques fois été traduits en justice ; tandis que d'autres se réfèraient certainement à la corruption comme "réalité sous marine" de la vie des OSC/ONG.

*3.2.2 Transparence financière des OSC :* Les résultats des CR ont indiqué que 93.4% des répondants pensent que les OSC sont financièrement transparentes tandis que seulement 12.5% ont l'opinion contraire. Dans cette rubrique, on ne peut citer aucun cas de publication des comptes ou bilans annuels d'une OSC au Burkina Faso comme c'est le cas dans d'autres pays (exemple de CIVICUS sur son site web : [www.civicus.org](http://www.civicus.org)). Durant l'atelier national, l'opinion dominante des participants issus de la société civile n'a pas été très favorable à la publication des comptes des OSC/ONG. L'argument avancé a été les conventions avec les partenaires financiers des OSC/ONG qui ne prévoient pas cette publication.

*3.2.3 Actions de la SC pour promouvoir la transparence :* Les résultats des CR indiquent un niveau faible de l'intervention de la société civile pour la transparence publique. Concernant les activités des OSC de promotion de la transparence du gouvernement, 21% de répondants disent qu'il y en avait « aucune ». 44.7% disent qu'ils pourraient citer « un ou deux exemples » et 28.9% disent qu'il y a « plusieurs » exemples. Seulement 2.6 % ont répondu qu'ils pourraient citer « beaucoup » d'exemples. En conséquence de ce constat, le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence est vu comme « insignifiant » par 31% et « limité » par 31%, « modéré » par 5.9% et « significatif » par 27.5%. Très peu d'exemples ont pu être cités de la société civile interagissant avec des organismes gouvernementaux sur des questions liées à la transparence. L'exemple du Cadre de Concertation des OSC pour le Suivi du CSLP (CdC/CSLP) dans le domaine de la réduction de la pauvreté peut être mentionné. Cette coalition d'organisations de la société civile exerce le suivi des activités des services publics et des réalisations que ces services font en direction de la réduction de la pauvreté. Un des exemples est l'opération de distribution gratuite de livres scolaires dans les écoles publiques entamée en octobre 2007. Certaines organisations membres du CdC/CSLP (RECIF/ONG) ont également été actives dans les consultations du gouvernement lors de la révision du CSLP en 2003.

Dans le domaine de la recherche universitaire, une étude menée par Siaka Coulibaly en 2006 dans le cadre du DEA en sciences politiques a eu pour thème "L'évaluation des





politiques publiques : le cas de la réception du concept de bonne gouvernance dans le CSLP au Burkina Faso", a apporté des exemples pratiques des difficultés d'exécution des politiques publiques. Le principal résultat de cette recherche est la mise en évidence de la difficulté et de la faible pratique de l'évaluation des politiques publiques par les acteurs étatiques. Jusqu'en 2006, les rapports de la Cour des Comptes n'étaient pas rendus publics ni accessibles au grand public. La participation citoyenne à cette évaluation est aussi une problématique récurrente. Après avoir proposé un cadre d'analyse et d'évaluation des politiques publiques, l'étude a proposé quelques solutions pour accroître la qualité et l'impact des politiques publiques mises en œuvre par le gouvernement.

En matière de transparence des entreprises privées, les répondants ont affirmé qu'ils ne pourraient citer « aucun exemple » (31.3%) et « seulement un ou deux exemples » (31.3%) dans lesquels des activités des OSC ont visé à promouvoir la transparence dans ces établissements. Le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence des entreprises privées a été vu comme « limité » par 40.5% de répondants et « insignifiant » par 40.5% autres.

### 3.3. Tolérance

Cette sous-dimension cherche à mesurer à quel point les membres et les organisations de la société civile pratiquent et font la promotion de la tolérance.

**TABLEAU IV.3.3 : Indicateurs évaluant la tolérance**

Réf. #	Indicateurs	Points
3.3.1	Tolérance dans l'arène de la société civile	2
3.3.2	Activités de la société civile pour promouvoir la tolérance	1

*3.3.1 Tolérance dans l'arène de la SC :* Selon les résultats des CR, l'intolérance n'est pas courante dans l'arène de la société civile. « Aucun » cas a été la réponse de la majorité (78%) des répondants à la question demandant de citer des exemples d'intolérance. Il a été répondu que le rôle des forces intolérantes au sein des acteurs de la société civile « est isolé et dénoncé » par 48% des répondants des CR. Cependant, la recherche des exemples de promotion de la tolérance par les OSC ont rapporté quelques résultats intéressants. 19.5% dit n'en pouvoir citer aucun, tandis que 48.8% pourraient donner « seulement un ou deux exemples », 19.5% ont connu « plusieurs exemples » et seulement 9.8% ont mentionné pouvoir donner « beaucoup d'exemples ». Durant l'atelier national, certains participants ont tendu à remettre en question l'idée que l'intolérance n'est pas courante dans l'arène de la société civile. Cela indique une





nécessité de mieux définir ce qui est entendu par intolérance et, dans l'avenir, de prévoir dans le pack d'indicateurs des questions supplémentaires permettant de clarifier cette notion.

**3.3.2. Actions de la SC pour promouvoir la tolérance :** Le rôle des OSC dans la promotion de la tolérance a été considéré comme « insignifiant » par 18.0%, « limité » par 24.0%, « modéré » par 26.0% et « significatif » par 28.0%. Sur ce thème, un exemple tiré de la Revue des médias relatif au rôle de la société civile dans la promotion de la tolérance peut être cité. Le 21 décembre 2006 et les deux jours suivants, un violent conflit armé entre des militaires et des éléments de la police a eu lieu à Ouagadougou. A la suite de ces événements, plusieurs voix se sont élevées pour appeler les protagonistes du conflit au calme. Parmi elles, l'organisation de défense des droits de l'homme appelé le " Cercle d'Eveil " a publié un appel dans les journaux incitant les parties en conflit à la retenue et les responsables politiques à trouver des solutions de résolution de ce conflit. Dans le même registre, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a également publié des appels. Le thème de la tolérance était présent dans toutes ces deux déclarations. Ces actions sont des exemples de promotion de la tolérance par la société civile.

### 3.4. Non-violence

La sous-dimension décrit à quel point les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion de la non-violence.

**TABLEAU IV.3.4 : Indicateurs évaluant la non-violence**

Réf. #	Indicateurs	Points
3.4.1	Non-violence dans l'arène de la société civile	3
3.4.2	Actions de la société civile de promotion de la non-violence	1

**3.4.1 Non-violence dans l'arène de la SC :** La violence dans les groupes de la société civile est presque inexistante. Cependant, il y a plusieurs années de cela, au début de la transition démocratique, des conflits ont eu lieu parmi des organisations syndicales. De même, les traditionnelles manifestations et protestations à l'université donnent quelque fois lieu à des démonstrations de violence physique impliquant les forces de l'ordre. Par deux fois au Burkina Faso, les troubles à l'université ont débouché sur la fermeture de celle-ci (2000 et 2008). Les résultats des CR confirment cette observation. Les actes de violence au sein de la société civile ont été vus comme « extrêmement rares » par 60.5%.



*3.4.2 Actions de la SC pour promouvoir la non-violence et la paix :* A certains moments critiques de l'histoire politique du Burkina Faso, il a été fait appel à des groupes de la société civile par les autorités politiques pour faire la médiation entre les acteurs politiques afin de regagner la paix au niveau national. Le meilleur exemple de cela s'est produit le 30 mars 2001. Le Président de la République en tant que plus haute autorité du pays a décidé de lancer un appel général dit "Journée Nationale du Pardon". Le but était de réparer les dommages causés aux personnes par des violences liées à des mobiles politiques et divers abus durant les périodes d'exception que le Burkina Faso a connues. Les religions présentes dans le pays avaient été invitées à proposer un texte (déclaration solennelle) que le Président a lu publiquement durant un grand rassemblement dans le stade national. Dans cette déclaration, le Chef de l'Etat a demandé la rémission de toutes les atteintes aux droits des citoyens qui ont perdu des parents ou des biens à l'occasion de la violence politique ou par des actes administratifs. En conséquence, les victimes des actes violents avaient été indemnisées par un fonds spécial<sup>44</sup> créé dans ce but. Un Comité National d'Ethique de neuf (9) membres a été mis en place comme engagement du Chef de l'Etat par le Décret n° 2001-274/PRES/PM du 08 juin 2001. Les confessions religieuses monothéistes ont joué le principal rôle dans cette initiative et ont démontré leur participation dans la promotion de la non violence. Les responsables coutumiers et plusieurs associations civiques ont été également impliqués dans cette initiative. Même si la société civile n'est pas directement responsable de cette action, elle a contribué à son avènement et y a pris part à certains niveaux de son opérationnalisation.

Les répondants des CR qui ont déclaré pouvoir citer « seulement un ou deux exemples » de promotion de la non-violence par la société civile représentaient 40% tandis que 25% d'entre eux indiquaient qu'il n'y a « aucun exemple » à offrir. Sur le rôle de la SC dans la promotion de la non-violence, 33.3% ont pensé qu'il était « significatif », 17.6 l'ont considéré comme « limité », 31.4% l'ont jugé « modéré » et seulement 7.8% ont pensé que ce rôle est « insignifiant ».

### **3.5. Equité du genre**

Cette sous-dimension tente de mesurer dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion du genre.

<sup>44</sup> Le Fonds National d'Indemnisation des Personnes Victimes des Violences en Politique rattaché au Premier Ministère



Tableau IV.3.5. Indicateurs de mesure de l'équité du genre

Réf. #	Indicateurs	Points
3.5.1	Equité du genre dans l'arène de la SC	2
3.5.2	Pratiques équitables en matière de genre dans les OSC	1
3.5.3	Actions de la SC de promotion de l'équité du genre	1

3.5.1 *Equité du genre dans l'arène de la SC* : Bien qu'il y ait des organisations spécifiques dirigées par des femmes telles le Réseau de Communication et d'Information des Femmes dans les ONG (RECIF/ONG), l'Association des Femmes Juristes du Burkina, Women in Law and Development in Africa (WILDAF), la Coalition des Femmes du Burkina (COAFEB), la Convention Burkinabé pour les Droits de la Femme (CBDF), la présence générale des femmes dans les OSC/ONG au sein des organisations nationales légalement reconnues est réduite. Cette observation a été confirmée par les études des Programme de Développement Villageois entreprises par le Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT) entre 2001 et 2005 qui établissent que la participation des femmes dans les rôles de direction des organisations de producteurs n'était pas équitable. Le Plan de Gestion du Terroir du village de *Kpédia* dans la province de la Bougouriba relate que ce village compte un GVH (Groupement Villageois Hommes) et un GVF (Groupement Villageois Femmes). Le GVF compte deux hommes dans son bureau mais le GVH ne compte aucune femme dans son bureau<sup>45</sup>. La tendance générale était la création d'organisations spécifiques de femmes au sein des communautés villageoises. Bien qu'il y ait quelques exemples de femmes en position de leadership dans certaines grandes organisations mixtes<sup>46</sup> de la société civile, les résultats d'une évaluation des politiques d'équité du genre au sein de quelques OSC faite par le plus grand réseau d'organisations féminines (RECIF/ONG) ont indiqué que les femmes sont, en général, sous-représentées au sein des OSC<sup>47</sup>.

Assez intéressant, les résultats des CR indiquent qu'une majorité de 53.7% de répondants sont d'avis qu'il n'y a « aucune » force sexiste au sein de la société civile. Parmi ceux qui ont donné des réponses positives, 33% affirment que la société civile a « toujours » et « habituellement » dénoncé les forces sexistes au sein de la société civile. 33.3% ont indiqué que la SC dénonce « toujours » les forces sexistes dans la SC.

<sup>45</sup> Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques, Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT2), *Plan de Gestion du Terroir de Kpédia département de Diebougou*, décembre 2002, p.9

<sup>46</sup> De 2003 à 2007, Mme Ouedraogo Clémentine a occupé le poste de Président du Conseil d'Administration du SPONG

<sup>47</sup> Dans le cadre du suivi de l'exécution de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté menée par le CdC/CSLP, RECIF/ONG a été chargé, au titre de l'Activité A.II.3.2: Renforcer la capacité de gouvernance interne des OSC (diagnostic genre du CdC/CSLP) en juillet 2006 de conduire un échange interne sur le concept genre à la suite d'un travail de diagnostic genre au sein des OSC membres du CdC/CSLP à travers une fiche de diagnostic.



La question du sexisme est assez complexe au Burkina Faso. La société est encore globalement et assez largement sexiste dans les mentalités des populations bien que les lois du pays n'établissent aucune discrimination contre les femmes.

*3.5.2 Pratiques en matière d'équité du genre dans les OSC :* Des CR, la situation des politiques du genre dans les OSC apparaît comme négatif. 63.8% de ceux qui ont été interviewé pensent que les OSC ne pratiquent pas vraiment l'équité du genre. Cela paraît contradictoire avec la réalité. Les OSC ont intégré les pratiques qui favorisent le genre. Par exemple, une quote-part de positions dans les bureaux des organisations de la société civile est presque systématiquement réservée aux femmes en vue de procéder à l'équilibre du genre. Ce sont, en général, les postes de trésorier et de responsable à la mobilisation féminine. Ce qui manque, ce serait plutôt les politiques formelles du genre pour guider les activités des OSC/ONG.

*3.5.3 Actions de la SC pour promouvoir l'équité du genre :* Au Burkina Faso, il y a des OSC/ONG et des réseaux spécifiquement concernés par la promotion du genre. Il existe également des initiatives collectives visant la promotion du genre dans la vie publique. Un exemple concret est celui, en 2007, de la coalition composée au départ de six OSC et ONG<sup>48</sup> créée pour soutenir la promotion politique de la femme. L'objectif de cette action de plaidoyer était de pousser à l'adoption par le parlement d'une loi appelée loi sur le quota, imposant un pourcentage de femmes (30%) sur les listes électorales et dans les fonctions publiques. Cette coalition, par le plaidoyer et le lobbying, a rencontré les principaux membres du gouvernement y compris le premier ministre, les partis politiques, les syndicats et d'autres groupes d'OSC et s'était fixé le délai de parvenir à l'adoption de la loi sur le quota à la première session du parlement de mars 2007. Le but n'a pas été atteint dans le délai fixé, mais la coalition a réalisé une bonne visibilité du sujet et a également développé des outils pour l'étude de la participation féminine aux élections afin d'en analyser les tendances. A l'occasion de la célébration au Burkina Faso de « Vingt ans de renaissance démocratique », le Comité International de Solidarité avec le Burkina Faso (CISAB) a publié un Bulletin Spécial "BURKINA FASO INFO" numéro 89 du 15 octobre 2007 dans lequel un bilan de la promotion des femmes dans les sphères de décision a été présenté.

Des résultats des CR, on peut conclure que l'action de la société civile dans la promotion de l'équité du genre est généralement moyenne. 29.5% des répondants affirment pouvoir fournir « un ou deux exemples », 29.5% affirment pouvoir fournir « plusieurs » exemples et 22.7% pensent pouvoir citer « beaucoup d'exemples » de

<sup>48</sup>Coalition Burkinabé pour la Défense des Droits de la Femme (CBDF), Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), National Democratic Institute (NDI), Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement (RESOCIDE), Groupe de Recherche pour la Démocratie et le Développement Economique et Social (GERDDES Burkina), Centre Africa Obota.



promotion de l'équité du genre par la société civile. Le rôle de la société civile dans la promotion de l'équité du genre a été perçu comme « significatif » par 40% des répondants. 27.7% d'entre eux estiment ce rôle « limité » et 19.1% jugent le rôle de la SC dans la promotion du genre comme « modéré ».

L'action de la société civile pour promouvoir l'équité du genre fait face à beaucoup d'obstacles socio-culturels et politiques mais quelques résultats sont enregistrés et de lents progrès sont opérés. L'espoir est donc permis qu'avec le temps, le concept prendra racine dans les pratiques de la vie publique.



Délégation de la société civile rencontrant le Premier Ministre Paramanga Ernest Gnonli (en costume au centre) pour s'enquérir de l'état d'avancement de la proposition de loi sur le quota

### 3.6. Eradiquer la pauvreté

Le but de cette sous-dimension est de déterminer dans quelle mesure la SC cherche activement à éradiquer la pauvreté.

**TABLEAU IV.3.6 : Indicateur évaluant l'action d'éradication de la pauvreté**

Réf. #	Indicateurs	Points
3.6.1	Actions de la SC pour éradiquer la pauvreté	2

*3.6.1 Actions de la SC pour éradiquer la pauvreté* : La plupart des ONG dans le pays sont à caractère humanitaire ou de développement. Leurs activités habituelles sont orientées à compléter l'action des services publics dans la fourniture des services sociaux de base (l'eau, la nourriture, la santé, l'éducation). Généralement, les ONG qui

font les contributions les plus importantes dans le secteur de la réduction de la pauvreté sont les ONG caritatives et religieuses comme l'Organisation Catholique pour le Développement Economique et social (OCADES), le Catholic Relief Service (Cathwell), l'Agence des Musulmans d'Afrique (AMA). Celles-ci dépensent annuellement plusieurs milliards de francs CFA dans l'assistance des pauvres.

Un autre type de contribution à l'éradication de la pauvreté par la société civile est le travail de plaidoyer des OSC auprès du gouvernement et des donateurs et celui de suivi (monitoring) des programmes d'éradication de la pauvreté, les réalisations et les investissements des autorités publiques afin de s'assurer que les fonds publics sont bien dépensés pour les buts pour lesquels ils ont été alloués. Pendant des années, la contrainte principale de la société civile du Burkina Faso a été son incapacité à établir des coalitions significatives et de réaliser des buts collectifs. Depuis 2004, avec le soutien de la coopération technique allemande (DED) et DIAKONIA une ONG suédoise, un groupe de douze OSC/ONG effectue le suivi de l'exécution du CSLP, en particulier les activités, les réalisations et investissements du gouvernement en vue de la réduction de pauvreté. La démarche a consisté à créer des Comités de Suivi à la Base (CSB) dans plusieurs villages<sup>49</sup> dont la mission est d'observer et rechercher des informations sur la mise en œuvre des politiques, programmes et actions de réduction de la pauvreté. Les résultats de cet exercice ont été agrégés et analysés et un rapport du suivi par les CSB a été produit et des commentaires ont été formulés sur l'exécution du CSLP. Ce rapport a contribué à la formulation de l'opinion de la société civile sur les stratégies du gouvernement et son action en matière de réduction de la pauvreté lors des revues annuelles du CSLP conviées par le gouvernement, notamment en avril 2007. Ce projet d'action collective constitue un des meilleurs exemples de « Contrôle Citoyen de l'Action Publique », concept développé par la Banque Mondiale pour accompagner les stratégies de réduction de la pauvreté<sup>50</sup>.

Les CR indiquent que 34.9% de répondants pensent que « plusieurs exemples » d'action d'éradication de la pauvreté par la société civile existent. 38.8% de ces répondants ont vu le rôle de la société civile dans l'éradication de la pauvreté comme étant « significatif ».

Un *input* significatif de l'analyse du rôle de la société civile dans la réduction de la pauvreté a été le rapport intitulé "Les ONG et les associations face au défi de la pauvreté" élaboré par la Direction du Suivi des ONG du Ministère de l'Economie et des Finances et présenté le 25 septembre 2007. Ce rapport a été présenté au cours d'un forum appelé 2<sup>ème</sup> session programmatique des ONG. Bien que les données

<sup>49</sup> 23 villages en 2008

<sup>50</sup> A ce sujet, voir : Siaka Coulibaly, *Le Contrôle Citoyen de l'Action Publique, état des lieux en Afrique*, article présenté au Forum Social de l'Afrique de l'Ouest, Lomé (Togo), janvier 2008





rassemblées dans ce rapport aient couvert seulement un tiers (184) du nombre officiel d'ONG présentes dans le pays, les informations fournies sont cruciales pour comprendre les contributions (par les investissements) des ONG à l'éradication de la pauvreté dans le pays. La contribution financière générale des ONG à l'éradication de la pauvreté est présentée dans le tableau suivant.

**Tableau des contributions des ONG pour 2004-2006**

Région	2004	2005	2006	Total général	Pour cent	Nbr des ONG intervenant
Boucle du Mouhoun	940 454 698	1 218 169 908	1 700 402 354	3 859 026 960	6.32%	16
Cascades	467 295 958	471 977 275	395 665 381	1 334 938 614	2.19%	14
Centre	621 641 621	643 199 028	3 481 627 540	4 746 468 189	7.78%	50
Centre-Est	2 589 641 621	2 582 699 000	2 393 682 118	7 566 022 781	12.40%	19
Centre-Nord	3 004 418 545	4 367 583 667	3 888 632 561	11 260 634 773	18.45%	35
Centre-Ouest	716 186 594	584 205 165	1 192 735 304	2 493 127 063	4.09%	40
Centre-Sud	1 167 074 851	736 539 416	967 626 940	2 871 241 207	4.70%	17
Est	1 648 830 654	2 339 606 934	2 773 295 526	6 761 733 114	11.08%	23
Hauts Bassins	880 006 287	695 376 881	1 590 775 347	3 166 158 515	5.19%	29
Nord	1 253 433 635	1 941 099 921	2 378 893 896	5 573 427 452	9.13%	27
Plateau Central	261 300 700	118 795 525	1 088 121 278	1 468 217 503	2.41%	24
Sahel	1 226 667 077	1 390 736 248	915 708 218	3 533 111 543	5.79%	32
Sud Ouest	2 779 573 118	1 784 171 777	1 827 777 184	6 391 522 079	10.47%	10
Total	17 556 525 401	18 874 160 745	24 594 943 647	61 025 629 793	100%	184

Source : Données des 13 Directions Régionales de l'Economie et du Développement traitées par la DGSONG <sup>51</sup>

Selon ce tableau, toute la contribution financière des ONG dans les différentes régions est de 61.025.629.793 FCFA pour la période 2004-2006.

En comparant la contribution des ONG à la réduction de la pauvreté aux investissements de l'Etat dans le cadre de la stratégie de réduction de pauvreté des régions (CSRLP), on constate une contribution significative des ONG. Cette comparaison est disponible dans le tableau suivant.

**Tableau de comparaison entre la contribution des ONG et l'investissement du CSRLP par région**

	Région	ONG	CSRLP
1 <sup>er</sup> Groupe	Centre Est	1 566 022 781	13 747 910 000
	Sud Ouest	6 391 522 079	19 001 917 826
	Centre	4 746 468 189	14 516 850 000

<sup>51</sup>Ministère de l'Economie et des Finances, Direction Générale du Suivi des ONG, *Les ONG et associations face au défi de la pauvreté*, Ouagadougou, septembre 2007, p.21





	Centre Sud	2 871 241 207	14 315 804 244
2 <sup>ème</sup> groupe	Centre Nord	11 260 634 773	56 949 986 946
	Centre Ouest	2 493 127 063	17 163 910 182
	Sahel	3 533 111 543	26 912 683 503
<b>National</b>		<b>61 025 629 793</b>	<b>466 406 527 914</b>
3 <sup>ème</sup> groupe	Hauts Bassins	3 166 158 515	27 075 000 000
	Est	6 761 733 114	62 327 000 000
4 <sup>ème</sup> groupe	Nord	5 573 427 452	70 000 000 000
	Boucle du Mouhoun	3 859 026 960	65 022 839 206
	Plateau Central	1 468 217 503	24 937 696 007
	Cascades	1 334 938 614	54 434 930 000

Source : Données des Directions Régionales de l'Economie et du Développement des 13 régions traitées par la DGSONG <sup>52</sup>

### 3.7. Durabilité environnementale

Cette sous-dimension porte sur comment les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion de la durabilité environnementale.

**TABEAU IV.3.7 : Indicateur évaluant la durabilité environnementale**

Réf. #	Indicateurs	Points
3.7.1	Actions de la SC pour soutenir l'environnement	2

*3.7.1 Actions de la SC pour soutenir l'environnement* : Les questions environnementales au Burkina Faso sont une priorité. Situé à la porte du désert du Sahara, le pays est directement concerné par des soucis climatiques tels la désertification et la sécheresse. Comme conséquence socio-économique directe de cette position géographique et de ses conséquences, les populations vivant habituellement dans les zones du nord du pays se déplacent progressivement en direction des régions du centre, du sud ou de l'ouest du pays où les précipitations sont plus fréquentes et plus abondantes. Une étude générale sur l'environnement entreprise par le Ministère de l'environnement pour faire l'état des lieux de l'environnement dans le pays a été publiée en 2002<sup>53</sup>. Cette étude a fait la recommandation que l'environnement devrait devenir une priorité pour le gouvernement. Selon les OSC, le gouvernement n'accorde pas aux questions environnementales toute l'importance qu'il aurait fallu<sup>54</sup>. Ceci a conduit les OSC à renforcer leurs actions de sensibilisation en vue de mobiliser les populations dans les villages pour restaurer et protéger l'environnement. De même, les OSC assistent et contribuent aux programmes gouvernementaux de formation technique des

<sup>52</sup> Ministère de l'Economie et des Finances, Direction Générale du Suivi des ONG, *idem*, p.26

<sup>53</sup> Ministère de l'Environnement et de l'Eau, *Rapport de l'Etat de l'Environnement au Burkina Faso* (REEB), Ouagadougou, mars 2002

<sup>54</sup> Analyse du rapport synthèse de la mise en œuvre du CSLP, document préparatoire de la revue annuelle avril 2006



producteurs ruraux à la production agricole, à l'entretien du couvert végétal, à la production organique d'engrais, à la défense/restauration des sols et à la lutte contre l'érosion du sol par les eaux de ruissellement.

Les résultats des CR indiquent que 47.8% des répondants affirme pouvoir citer « plusieurs exemples » de protection de l'environnement par la société civile et 54% a qualifié le rôle de la société civile dans la protection de l'environnement de « significatif ».



Type de paysage couvrant la moitié du pays

## Conclusion

84.4% des répondants des consultations régionales ont confirmé cette réalité selon laquelle les chefs des OSC sont élus par les membres. L'élection apparaît comme le mode principal de désignation des dirigeants des OSC/ONG au Burkina Faso. De ce seul point de vue, on pourrait être tenté de conclure que la démocratie est très pratiquée au sein des OSC du Burkina Faso.

Néanmoins, de nombreuses insuffisances persistent liées à l'alternance à la direction des OSC et à la transparence, surtout financière dans la gestion des OSC. Selon les répondants des CR, membres eux-mêmes de la société civile, des cas de corruption existent dans la vie des OSC, ce qui laisse croire que ce secteur, bien qu'il soit supposé appeler et établir la bonne gouvernance générale, n'est, elle-même, pas exempte des mêmes maux. Malgré cela, les membres du CCN ont attribué une note de 1.9 à la dimension Valeurs, signifiant que la promotion des valeurs par les OSC reste un objectif premier des OSC et un indicateur de l'évaluation de leur activité.

La tolérance est largement pratiquée par les OSC du Burkina Faso tandis que l'équité, surtout celle du genre, reste très moyenne.

La contribution des ONG est nettement significative selon des sources étatiques et 54% de répondants des CR ont qualifié le rôle de la société civile dans la protection de l'environnement de « significatif ».

Les initiatives de renforcement de la société civile tiennent dans les informations et les notes de ces indicateurs, des pistes crédibles d'action.

## » Dimension 4. Impact

La section 4 semble être le focus principal de l'indice tant les résultats des indicateurs de cette section répondent aux attentes des initiateurs de cette recherche. Cette section vise à directement évaluer l'impact des actions de la société civile à travers certains programmes majeurs mis en œuvre par les OSC/ONG. Influencer des politiques publiques, tenir responsables les entreprises publiques et privées, répondre aux intérêts sociaux, renforcer les capacités des citoyens et satisfaire les besoins sociaux, tels sont les domaines à travers lesquels l'impact de l'action de la société civile a été passé en revue dans le cadre de la recherche.

### **4.1. Influence des politiques publiques**

La sous-dimension couvre une série d'indicateurs qui évaluent l'ampleur de l'influence de la société civile sur les politiques publiques dans le pays.

**Tableau IV.4.1 : Indicateurs évaluant l'influence des politiques publiques**

Réf. #	Indicateurs	Points
<u>4.1.1</u>	Impact sur les politiques sociales	<u>2</u>
<u>4.1.2</u>	Impact sur les droits de l'homme	<u>1</u>
<u>4.1.3</u>	Impact sur le processus budgétaire national	<u>1</u>

*4.1.1 – 4.1.2 Impact sur les droits de l'homme et sur les politiques sociales* : L'activité des OSC en matière de réduction de la pauvreté n'est pas bien connue par les répondants des CR. Seulement 29.2% de répondants ont déclaré que la société civile est « assez active » dans ce domaine. Cette réponse pourrait être expliquée par le fait que la visibilité de l'implication de la société civile dans le domaine de la réduction de la pauvreté est tout à fait récente (2005). Au sujet du VIH/Sida les OSC ont été vues comme « très actives » par 56.6% de répondants. 28% affirment que ladite société civile est « assez active » dans la "moralisation de la vie publique " et 35% de répondants estiment que la société civile est « active dans une certaine limite » à cet égard.

Dans les différents domaines de politiques publiques où elle est engagée, l'impact de la société civile est jugé faible par ses propres membres. Dans la réduction de la pauvreté, la société civile a un « impact limité » selon 60% des répondants. Sur la deuxième question (VIH/Sida), la société civile a « un impact modéré » pour 35% et a un « impact limité » pour 35%. Sur la troisième question (moralisation de la vie publique), la société civile a eu un « impact limité » selon l'opinion de 44% des répondants.



**4.1.3. L'impact de la société civile sur le processus budgétaire :** La participation de la société civile dans le processus du budget peut être étudiée en partant de l'exemple du projet d'analyse budgétaire par la société civile coordonné par le Centre pour le Gouvernance Démocratique (CGD), lancé dans plusieurs pays par International Budget Project avec l'assistance technique d'IDASA (ONG sud africaine). Durant trois années (2004, 2005 et 2006), un groupe d'analystes issus des OSC/ONG et quelques fonctionnaires a analysé les projets de loi de finance (budget) pour évaluer les prévisions en faveur des secteurs sociaux comme la santé, l'agriculture, l'éducation et le genre. Il s'agissait d'apprécier la volonté des autorités de résoudre certains problèmes en considérant les allocations financières pour chacun des secteurs étudiés. Les résultats et les recommandations de ce projet ont été disséminés auprès du public par des ateliers et des conférences de presse. Les principaux résultats ont été le constat de la difficulté de l'accès aux informations publiques et la timidité de la volonté des autorités de changer les conditions des populations à travers des investissements publics plus audacieux. L'impact de telles actions est difficile à évaluer dans le court terme. Peut être que la publication des rapports de la Cour des Comptes à partir de 2007 est une conséquence des actions de la société civile dans le domaine du budget national.

Le Centre d'Information et de Formation sur le Budget (CIFOEB) est une ONG créée assez récemment pour renforcer les capacités des OSC et des citoyens dans l'analyse du budget. Ses activités devraient renforcer la gouvernance budgétaire surtout dans les multiples communes rurales qui entament l'expérience de la gouvernance locale.

## **4.2. Tenir l'Etat et les entreprises responsables**

Cette sous-dimension tente de déterminer à quel point la société civile est active et réussit à tenir l'Etat et les entreprises privées responsables.

**TABLEAU IV.4.2 : Indicateurs évaluant l'activité de la société civile à tenir l'Etat et les entreprises privées responsables**

Réf. #	Indicateurs	Points
4.2.1	Tenir l'Etat responsable	2
4.2.2	Tenir les entreprises privées responsables	2

L'indicateur 4.2.1 est le premier de la sous-dimension et porte sur l'engagement de la société civile à matérialiser la responsabilité de l'Etat. Le second indicateur, 4.2.2 cherche à connaître dans quelle mesure la société civile est engagée et réussit à rendre les entreprises privées responsables envers le citoyen.



**4.2.1 Rendre l'état responsable :** Les commentaires sur l'engagement de la société civile dans le processus budgétaire dans l'indicateur précédent (4.1.3) illustrent que les OSC du Burkina Faso sont moyennement engagées à rendre l'Etat responsable (imputabilité). D'ailleurs, plus de la moitié des répondants des CR (63%) estiment que la société civile est « active dans un degré limité » à rendre l'Etat responsable. Sur le succès des OSC à rendre l'Etat responsable, une légère majorité de 58.7% des répondants est d'avis que la société civile a un « impact limité » en tentant de rendre l'Etat responsable.

**4.2.2. Rendre les entreprises privées responsables.** Les OSC ne sont pas très actives à matérialiser la responsabilité du secteur privé. 56.1 % de répondants des CR ont pensé que la SC est « active dans un degré limité ». Concernant l'efficacité globale des activités de la SC dans la responsabilisation des acteurs publics, 31.0% de répondants estiment que la SC a un « impact limité ».

### 4.3. Répondre aux intérêts sociaux

Cette sous-dimension est tournée vers l'évaluation de l'impact que la société civile pourrait avoir dans son principal domaine sociétal qui est de répondre aux besoins sociaux.

**TABLEAU IV.4.3 : Indicateurs évaluant la réponse aux intérêts sociaux**

Réf. #	Indicateurs	Points
4.3.1	Responsivité	0
4.3.2	Confiance publique dans les OSC	1

**4.3.1 Responsivité :** Cet indicateur cherche à évaluer le niveau d'efficacité des acteurs de la société civile dans la réponse aux demandes sociales prioritaires.

L'évaluation de l'impact des actions de la SC dans les secteurs d'intérêt social est toujours une tâche difficile.

Les réponses des CR ont indiqué une tendance pas très positive pour la société civile. La société civile semble être un petit peu en deçà du niveau d'engagement et de réussite auxquels elle devrait être en tant que force sociale. La société civile est jugée « pas très en réussite » par 46,5% de répondants pour la campagne 1 (lutte contre la pauvreté), « assez en réussite » par 43% pour la campagne 2 (lutte contre le VIH/SIDA), et « pas du tout en réussite » par 39% pour la campagne 3 (moralisation de la vie publique). La société civile est dite « active dans une mesure limitée » par 42% des répondants dans les activités d'information du public et « assez en réussite » dans



les activités d'information du public par 34,7%. La société civile est jugée « active dans une mesure limitée » par 40% dans le renforcement des capacités des communautés et « assez en réussite » par 35,6% dans ce domaine. 56,5% disent que la société civile est « quelque peu en réussite » dans le lobbying pour les services. 92,9% disent connaître quelques exemples de provision de services par la société civile. Le groupe cible de la société civile pour la provision de services est la « population générale » selon l'opinion de 57,9%. En somme, le rôle de la société civile dans la satisfaction des besoins sociaux est jugé « significatif » par 40% des répondants des CR.

**4.3.2 Confiance Publique :** Les burkinabé ont confiance dans certains acteurs de la société civile. Les résultats de l'ECE ont prouvé que des églises reçoivent « beaucoup » de confiance par 45% de répondants, les forces armées « énormément » de confiance par 58% et la presse « énormément » de confiance par 50% des répondants. La télévision reçoit « beaucoup » de confiance par 42%. 55% ont répondu qu'il accorde « assez » de confiance aux syndicats. La police et le gouvernement central ont reçu « assez » de confiance par 44%. Il y a de la méfiance vis-à-vis des partis politiques par les répondants qui ont dit qu'ils ne font « aucune » confiance à ce groupe (48.8%). Les ONG reçoivent « assez » de confiance de la part de 43% des répondants et la confiance dans les grosses entreprises privées était « aucune » selon 31% de répondants de la communauté.

Les résultats de la question de confiance concernant les OSC n'étaient pas ceux auxquels on aurait pu s'attendre. Une majorité (54.8%) des répondants a dit qu'elle « ne fait pas confiance aux OSC » tandis que 45.2% ont confiance dans ces organisations. Un exemple a été soumis aux personnes questionnées, à savoir celui du Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP). Bien que cette organisation se soit illustrée, depuis 1995, dans les activités de plaidoyer, de revendication de plus de responsabilité gouvernementale et de défense des individus et des communautés, sa côte de confiance a été, durant l'enquête, une note moyenne d' « assez de confiance » selon 61.9% de répondants.

#### 4.4. Renforcer les citoyens

Cette sous-dimension cherche à déterminer dans quelle mesure la société civile est active dans le renforcement des citoyens.

**TABEAU IV.4.4 : Indicateurs évaluant le renforcement des citoyens**

Réf. #	Indicateurs	Points
4.4.1	Informé/éduquer les citoyens	2
4.4.2	Bâtir les capacités pour l'action collective et	2





	la résolution conjointe des problèmes collectifs	
4.4.3	Renforcer les personnes marginalisées	2
4.4.4	Renforcer les femmes	2
4.4.5	Construction du capital social	2
4.4.6	Créations de moyens d'existence	2

4.4.1 *Informier/instruire les citoyens* : Cet indicateur est consacré à évaluer l'activité de la société civile dans l'information et l'instruction des citoyens sur les questions publiques et dans quelle mesure elle réussit à le faire.

Le taux élevé d'analphabétisme adulte est la contrainte principale à la participation des citoyens dans la vie publique à un niveau acceptable. Quand les citoyens ne peuvent pas lire et écrire, leur compréhension des décisions politiques, des programmes gouvernementaux et des politiques publiques est limitée. Le niveau général de culture politique reste donc assez faible. Ceci conduit, en conséquence, à un faible niveau de participation aux activités qui pourtant pourraient leur être bénéfiques. Sans compter qu'en plus de l'analphabétisme, la pauvreté extrême rend les ménages ruraux entièrement dépendants de l'agriculture de subsistance qui est grand consommateur de main-d'œuvre et surtout de temps. Dans de telles conditions, les activités collectives de la communauté deviennent un sacrifice énorme pour les individus. Même les programmes du gouvernement d'assistance technique visant à améliorer les techniques de production sont faiblement suivis par les producteurs. Malgré ce fond défavorable, les groupes de la société civile travaillent néanmoins beaucoup auprès des communautés sur des programmes de sensibilisation pour l'amélioration de leurs capacités d'auto-promotion. Plusieurs OSC/ONG sont engagées auprès des communautés dans des programmes d'instruction/alphabétisation d'adultes dans des zones rurales comme objectif prioritaire de ces organisations.

Le Cadre de concertation des OSC/ONG intervenant dans le domaine de l'éducation (CCEB) est une large organisation faîtière qui accompagne les activités du gouvernement dans le domaine de l'éducation. En outre dans ce secteur, on peut citer l'exemple de l'Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD) basée à Kaya, à une centaine de kilomètres de Ouagadougou. Cette organisation a développé un manuel bien connu pour améliorer l'alphabétisation en milieu rural. Cette OSC intervient parfois en tant que partenaire du Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation (MEBA). D'autres domaines thématiques sont abordés par la société civile. L'approche genre et développement est l'une de ces thématiques. Le Réseau de Communication et d'Information des Femmes dans les ONG (RECIF/ONG), le plus grand réseau d'organisations féminines agit dans le renforcement des capacités des groupes ruraux de femmes afin de leur faire connaître leurs droits et initier des actions pour protéger ces droits. Dans le secteur de l'assistance des populations rurales, le





travail de l'association PengdWendé peut également être cité. En juin 2006, avec l'appui financier de l'Union Européenne à travers le Fonds d'Appui à l'Etat de Droit (FAED), l'ONG dirigée par Madame Koala Georgette a édité et a disséminé un manuel intitulé *"Droits et devoirs du citoyen dans la commune rurale"*. Ce manuel en langage simple est un outil utile pour l'assistance des citoyens dans le cadre des nouvelles entités communales en milieu rural.

Ces exemples, bien qu'ils ne soient pas exhaustivement listés ici, sont malheureusement peu nombreux dans la réalité parce qu'ils sont entrepris par de grandes ONG bien structurées, entièrement financées et soutenues par des donateurs extérieurs. Beaucoup d'associations de citoyens travaillent à promouvoir les droits des communautés mais ne sont pas assez efficaces en raison du manque de moyens financiers et matériels.

Pour cet indicateur, les CR ont donné les résultats suivants. Pour la campagne 1 (réduction de la pauvreté), 46.5% des répondants ont pensé que l'action de la société civile n'est « pas très réussie » dans ses activités d'information et d'éducation des citoyens sur des questions publiques. Pour la campagne 2 (lutte contre la VIH/SIDA), 43% ont pensé que l'action de la société civile était « tout à fait réussie », et pour la campagne 3 (moralisation de la vie publique), 39% pensent que l'action de la société civile n'était « pas très réussie ».

A la question de savoir si la société civile est active dans des activités publiques d'information, 42% de répondant des CR disent que la société civile est « en active dans un degré limité » et 34.7% affirment que l'action de ladite société civile est « tout à fait réussie » dans des activités publiques d'information.

**4.4.2 Construire les capacités d'action collective :** Cet indicateur vérifie combien la société civile est active et réussit à construire les capacités des populations à s'organiser, à mobiliser des ressources et à travailler ensemble pour résoudre les problèmes communs. Dans cette rubrique, certains exemples peuvent être cités au Burkina Faso. La Confédération Paysanne du Faso (CPF) regroupant l'ensemble des Unions de producteurs agricoles du Burkina Faso met en œuvre des programmes d'information et de sensibilisation de ses membres orientés sur les droits afin de leur permettre de défendre leurs intérêts individuels et collectifs. Un des programmes du CdC/CSLP porte également sur la formation des OSC membres et des Comités de Suivi à la Base sur le suivi orienté sur les droits. Les 20 et 21 septembre s'est tenu Ouagadougou un atelier de formation sur l'Approche basée sur les droits (Right Based Approach) dans le cadre du CSLP au profit des OSC membres du CdC/CSLP et des membres d'organes de médias venus des zones d'intervention du cadre de concertation.



Les résultats des CR ont prouvé que 40% de répondants estiment que la société civile est active « à un degré limité » dans la construction des capacités d'action collective. Quant à l'efficacité de la société civile dans la construction des capacités d'action collective, celle-ci a été jugée « assez efficace » par 35.6% des répondants.

*4.4.3 Soutien/assistance aux personnes marginalisées :* Cet indicateur cherche à savoir dans quelle mesure la société civile est active et réussit à soutenir/assister les personnes marginalisées. Il cherche à savoir si les OSC sont sensibles aux intérêts et aux besoins des personnes marginalisées, si elles aident les personnes marginalisées et essaient d'influencer les décisions qui affectent leurs vies et cherche à définir l'étendue des efforts de la société civile pour assister les personnes marginalisées.

Un des secteurs où la société civile est impliquée est celui de l'assistance des populations afin qu'elles connaissent et défendent leurs droits. La plupart des OSC du pays le font pour des aspects bien précis des droits catégoriels. En particulier, les organisations féminines consacrent l'essentiel de leurs programmes à l'assistance aux personnes marginalisées. L'Association des Femmes Juristes du Burkina (AFJB) et WILDAF ont développé un programme de formation de femmes para-juristes. Le but était de prodiguer un paquet minimal de connaissances juridiques à des femmes résidant en milieu rural ou semi rural afin qu'elles jouent le rôle d'assistance et de conseil auprès des femmes démunies.

Les données de l'ECE prouvent que 19.7% des répondants pensent que les OSC ont entrepris des actions pour assister les personnes marginalisées. Les 80.3% de répondants qui ont reconnu que les OSC avaient agi pour assister les personnes défavorisées, ont déclaré avoir participé aux activités des OSC dans l'assistance des personnes marginalisées alors que 9.7% ne l'avaient pas fait.

*4.4.4. Renforcement des femmes :* L'indicateur cherche à établir dans quelle mesure la société civile est active dans le renforcement des femmes et comment elle y réussit. Cet indicateur évalue un des domaines principaux d'intervention de la majeure partie des OSC/ONG du Burkina Faso.

Le statut de marginalisées qu'occupent les femmes dans les communautés traditionnelles du Burkina Faso est une contrainte établie qui fait obstacle aux programmes de développement. Certaines pratiques culturelles nient aux femmes dans les zones rurales, le droit de posséder la terre en propre, d'effectuer des investissements durables ou de mener des activités de production à grande échelle sur les terres qu'elles détiennent en usufruit ou de façon provisoire. La femme est supposée être sous la responsabilité de son père puis sous celle de son mari. En partie



pour répondre à cet état des mentalités et aux pratiques qui en découlent, le gouvernement a créé le Ministère de la promotion de la femme en 1997<sup>55</sup>. Dans la foulée, beaucoup d'organisations de la société civile ont intégré des activités de promotion du genre dans leurs plans d'action. Les ministères en charge du développement rural (agriculture et élevage) ont établi dans les villages des organisations paysannes<sup>56</sup>. Ces organisations locales encouragent de plus en plus la participation des femmes aux activités qui visent à accroître leur influence dans la société.

Quelques ONG existent qui ont pour objectif principal l'habilitation des femmes, surtout celles qui ne sont pas en mesure de faire valoir leurs droits. On peut citer dans cette catégorie, sans être exhaustif, RECIF/ONG, la COAFEB, l'AFJB et la CBDF. Comme déjà évoqué plus haut, d'autres ONG, sans être spécifiquement des ONG féminines, jouent également un rôle significatif dans la promotion des femmes. Le CGD, WILDAF, la CBDF, AREDA, le NDI, le GERDDES, le CDEC, le MBDHP, le Centre Afrika Obota, l'association Paag la yiri (SPONG), le Mouvement Citoyen pour le Développement (MCD) et le RESOCIDE sont des organisations qui se sont mis ensemble dans le cadre d'une coalition pour la promotion politique des femmes depuis 2007.

Les résultats des CR prouvent que les participants (29.5%) déclarent pouvoir citer « plusieurs exemples » de programmes de promotion de l'équité du genre. Le rôle des OSC dans les programmes visant la promotion de l'équité du genre est perçu comme « significatif » par 40.4% des répondants.

**4.5.4 Construire le capital social :** La construction du capital social est l'une des fonctions principales de la société civile. La confiance est un élément important du capital social et ceci a été démontré par l'ECE. Les membres de la société civile accordent plus de confiance aux gens que ceux qui n'en sont pas membres. 41.1% de ceux qui ont répondu à l'ECE sont d'avis qu'il peut être « fait confiance à la plupart des personnes » par rapport à 22.2% qui ne sont pas membres de la société civile et qui ont répondu à la même question et donné la même réponse.

<sup>55</sup> La création d'un Ministère de la promotion de la femme s'est inscrite dans la perspective des recommandations de la Conférence de Beijing sur les mécanismes institutionnels de coordination des actions en faveur de la femme. Le MPF a été créé par le Décret n°97-270/PRES/PM du 10 juin 1997 portant composition du gouvernement du Burkina Faso.

<sup>56</sup> LOI N° 014/99/AN du 15 avril 1999 (JO 1999 N°24) portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso



**4.4.6 Fournir des moyens d'existence :** Il existe certaines ONG qui sont actives dans la fourniture de moyens d'existence (vivres) à des populations particulièrement démunies. Il existe des programmes qui visent à créer des activités génératrices de revenus au profit des femmes aussi bien qu'à améliorer les productions agricoles de subsistance des paysans. Par exemple, l'ADECUS est une association locale de la province du Yatenga (Séguénéga) qui intervient dans la promotion des valeurs culturelles de la région et surtout, organise régulièrement, chaque saison des pluies, la plantation d'arbres dans des secteurs arides. Ces opérations de régénération du couvert végétal ont un vif succès et sont médiatisées en raison du fait que les arbres sont un véritable trésor pour la communauté dans ces zones semi-désertiques. Une majorité de répondants, soit 63,5% de l'ECE a déclaré avoir participé à des activités génératrices de revenus organisées par des OSC par opposition à 36,5% qui ne l'ont pas fait.

#### **4.5. Satisfaire les besoins sociaux**

Cette sous-dimension concerne les activités de la société civile dans la provision réelle de services sociaux de base, des initiatives d'auto-promotion des populations et de ses efforts d'engager l'Etat par la contribution aux principales politiques publiques.

**TABEAU IV.4.5 : Indicateurs évaluant la satisfaction des besoins sociaux**

Réf. #	Indicateurs	Points
4.5.1	Incitation (lobbying) pour la provision de services sociaux par l'Etat	2
4.5.2	Satisfaire les besoins sociaux directement	3
4.5.3	Satisfaire les besoins des groupes marginalisés	3

**4.5.1 Incitation pour la provision de services sociaux par l'Etat :** L'engagement et les activités des OSC dans ce domaine n'étaient généralement pas évidents. Le seul groupe discernable qui engage le gouvernement de façon régulière pour l'inciter à répondre aux besoins sociaux pressants est le groupe des syndicats. Ce groupe produit annuellement un document appelé "plate-forme revendicative" qui est soumis au gouvernement le 1<sup>er</sup> mai (fête du travail). La plupart des organisations de la société civile interagissent avec l'Etat sur des matières spécifiques à travers des conférences ou des ateliers, à l'issue desquels ils publient des déclarations portant des recommandations. Cette forme d'incitation (plaidoyer) n'est pas forcément efficace car il s'agit de sujets très précis ou de situations conjoncturelles et l'impact de cette méthode n'est pas très encourageant. Dans une majorité des cas, il n'y a aucun suivi des recommandations qui émanent des ateliers.



Une légère majorité de répondants des CR (42.5%) pense que la société civile incite à la provision de service par l'Etat tandis que 40% pensent qu'elle ne le fait pas. Le succès des OSC dans l'incitation a été perçu par 56.5% de répondants comme « quelque peu réussi ».

*4.5.2 Satisfaire les besoins sociaux directement.* L'indicateur examine dans quelle mesure la société civile est active et réussit dans la provision de services aux communautés et satisfait à leurs nécessités pressantes. Les activités de réponse aux besoins sociaux de base sur le long terme sont principalement effectuées par des organisations religieuses et des ONG humanitaires (OCADES, CATHWELL, SAVE CHILDREN, PLAN BURKINA, etc.). Cependant, quelques OSC ont, dans le passé, procuré des premiers secours à des populations en difficulté frappées par des désastres naturels tels que la sécheresse. Lors des expulsions massives de populations de la Côte d'Ivoire en 2001 et 2002, l'association le TOCSIN a mobilisé des ressources (vivres et outils aratoires) qui ont été distribuées aux rapatriés du village de Malba dans la province du Poni. Quelques services de santé sont offerts à l'indigent aussi bien que la prise en charge des frais d'éducation de base au profit des enfants. En raison de l'épidémie de VIH/SIDA, les OSC ont été impliquées à s'occuper des personnes vivant avec le VIH et les orphelins en satisfaisant, autant que possible, leurs besoins sociaux, principalement la prise en charge médicale. L'association REVS+, située à Bobo Dioulasso s'est rendue visible dans ce domaine.

Les données d'enquête des CR ont indiqué que 40.8% de répondants ont évalué le rôle de la SC dans la satisfaction des besoins sociaux comme « significatif ». 92.9% de ces derniers ont indiqué qu'ils connaissent des exemples de provision de services sociaux par la société civile et 46% pensent que la société civile a « assez réussi » dans la provision de services sociaux. La population « en général » est la cible principale des activités de la société civile dans la satisfaction des besoins sociaux selon 57.9% de répondants, suivi des pauvres selon 26.3% et des femmes selon 13.2%.

*4.5.3 Satisfaire les besoins des groupes marginalisés :* Les personnes interviewées dans l'enquête communautaire par échantillon ont affirmé que les OSC étaient plus efficaces que l'Etat dans la satisfaction des besoins sociaux. 59.8% des répondants étaient plus confiants dans les OSC que 37.8% qui ont une vue contraire. Au niveau individuel, 68.8% des interviewés affirment avoir recouru à des OSC/ONG dans les moments de difficulté tandis que 31.3% ont répondu qu'ils se sont adressés à des agences de l'Etat pour demander de l'aide.



## Conclusion

L'engagement de la société civile à influencer les politiques publiques est apprécié comme moyenne par les différentes réponses obtenues des CR. En matière de réduction de la pauvreté, seulement 29.2% de répondants ont déclaré que la société civile est « assez active » dans ce domaine. En revanche, les OSC ont été vues comme « très actives » par 56.6% de répondants dans le domaine du VIH/Sida. 28% affirment que ladite société civile est « assez active » dans la "moralisation de la vie publique".

Quant à l'impact de l'action de la société civile, il apparaît moyen. 40.8% de répondants des CR ont évalué le rôle de la SC dans la satisfaction des besoins sociaux comme étant « significatif ». L'intérêt de cette première expérience de l'indice au Burkina Faso est de mettre en avant certaines insuffisances auxquelles il faudrait apporter des réponses dans le cadre d'initiatives de renforcement. L'un de ces domaines est l'élaboration d'un outil d'évaluation de l'impact qui serait appliqué au fur et à mesure des activités des OSC/ONG afin de produire des rapports périodiques qui serviraient de guides pour l'action.



## IV. FORCES ET FAIBLESSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'évaluation des forces et faiblesses de la société civile du Burkina Faso relevait de l'atelier national dont elle a été une des objectifs fondamentaux. Cet exercice devait avoir un caractère participatif afin de gagner de la validité au regard de l'indice. La centaine de participant à cet atelier n'était pas de trop pour passer en revue les forces et les faiblesses de la société civile du pays. Les résultats obtenus de ces échanges peuvent être considérés comme reflétant une vue assez réaliste de l'objet étudié.

### » LES FORCES

- **Grande variété et diversité des OSC** dans tous les domaines. Les OSC sont très nombreuses au Burkina Faso même si on ne saurait donner leur nombre exact avec précision. Le rythme de création des associations est un indice d'appréciation de l'envergure de la société civile nationale. Cette pluralité est un signe de vivacité du mouvement citoyen qui exprime ainsi une certaine volonté de participation à la démocratie et au développement.
- **Tentative de rapprochement du secteur privé.** Les acteurs de la société civile se rendent bien compte, surtout à partir des résultats de l'Indice de la société civile que l'insuffisance de liens opérationnels avec le secteur privé est une lacune capitale pour la société civile. Ils ont donc à cœur de résorber ce déficit dans les meilleures conditions. Cette tendance peut être interprétée comme un élément positif dans la mesure où l'interaction de la société civile et du secteur privé se traduirait par une augmentation des ressources nécessaires à l'activité des OSC.
- **Existence de textes/cadres incitatifs à l'action citoyenne.** Le cadre légal disponible au Burkina Faso, notamment la loi 10/98 est jugé par les acteurs eux-mêmes comme suffisamment incitatif à une activité convenable de la société civile dans le pays.
- **Pratique de la tolérance, la transparence et la médiation.** La tolérance peut être considérée comme un acquis social de la population burkinabé si l'on considère la multiplicité des groupes ethniques et culturels présents dans le pays, en plus des nationalités étrangères qui y vivent. Malgré cette mosaïque socio-culturelle et les conditions socio-économiques difficiles, les crises importantes sont relativement peu nombreuses. En revanche la transparence





dans la gestion des OSC reste moyenne mais constitue une tendance imposée par le mode de financement des OSC.

- **Relative capacité de mobilisation des fonds.** Les OSC/ONG arrivent à mobiliser des fonds pour contribuer aux opérations de développement. Le bilan de la contribution des ONG aux investissements de développement, fourni par la DGSONG, est suffisamment appréciable. On peut aussi compter plusieurs organisations qui administrent des programmes supérieurs à 1 milliard de FCFA (2,5 millions de dollars).
- **Les OSC sont proches des populations.** Le mouvement associatif est apprécié comme un moyen de participation des citoyens à la démocratie. Pour cela, les associations se créent en mobilisant des segments de la population dont elles font leurs bases. Même si la vie associative n'est pas aussi dynamique qu'il aurait fallu, ces organisations restent néanmoins assez proches des populations.
- **Les OSC favorisent le changement de comportements et sont des interfaces entre les populations et les gouvernants.** Ce point exprime l'engagement des OSC/ONG dans les défis sociétaux et le développement. L'analyse des objectifs et des justifications des associations à leur création montrent que ces organisations sont créées pour répondre à des contraintes spécifiques. Elles oeuvrent, toute leur vie durant, à atteindre ces objectifs d'intérêt général par des actions collectives.
- **Dynamisme des OSC.** La société civile se juge dynamique et considère ce caractère comme une force pour l'ensemble de ce segment. D'une certaine manière, le rythme de la création des OSC/ONG au Burkina Faso est certainement considéré comme une preuve de dynamisme de la société civile.
- **Accompagnement des PTF.** Cet élément est très manifeste dans l'analyse des forces de la société civile burkinabé. En effet, les organisations de la société civile tirent la quasi-totalité de leurs ressources de l'aide au développement dont une partie est dirigée vers les OSC/ONG pour la réalisation de programmes dans les principaux domaines de la bonne gouvernance, des droits humains et de la fourniture de biens sociaux. On peut d'ailleurs considérer qu'il existe une trop grande dépendance de la société civile burkinabé envers les PTF (coopération bilatérale et multilatérale) et qu'elle compte très peu d'appuis de la part de l'Etat et du secteur privé.
- **Stabilité politique et paix sociale.** Le principal trait caractéristique de l'environnement politique du Burkina Faso est la stabilité politique et sociale.



Plusieurs études et rapports d'institutions l'attestent (PNUD, Banque Mondiale). Ce contexte contribue à faciliter l'intervention de la société civile y compris dans les champs controversés de la démocratie et des droits humains. Un contexte de crise ou de conflits, comme le connaissent certains pays voisins (Côte d'Ivoire, Togo) influence négativement l'arène de la société civile où les acteurs sont généralement divisés et se transforment en forces politiques plus ou moins ouvertement déclarées.

- **Bénévolat –volontariat** en majorité dans les OSC. Le bénévolat est la forme principale de participation aux OSC/ONG du pays. La très grande majorité des organisations ne disposent pas de personnel salarié et doivent recourir aux apports de leurs membres par le truchement des contributions volontaires. D'autre part, des pratiques traditionnelles présentent dans la plupart des groupes ethniques du pays constituent un socle sociologique favorable au bénévolat et au volontariat.
- **Reconnaissance des résultats recueillis par l'indice** sur le terrain. Un des points essentiels de l'atelier national est la reconnaissance par la plupart des participants que les résultats de l'indice, donnent une description globale assez conforme de la réalité de la société civile au Burkina Faso. Une telle reconnaissance, loin d'être factuelle et circonstancielle, est le reflet d'une prise de conscience assez profonde des insuffisances de ce secteur et une base confortable pour les entreprises de renforcement de la société civile.
- **Contribution des OSC dans la consolidation de la démocratie.** La société civile burkinabè, malgré les apparences, semble consciente de son rôle sociétal de contribution à l'avènement d'une société démocratique. L'absence de moyens adéquats ne lui a pas permis de donner la pleine mesure de son engagement jusqu'à présent. Elle reste cependant prête à assumer le rôle qui est le sien au regard de la consolidation de la démocratie. Une telle disposition amène la société civile vers la promotion des valeurs qui a été un chapitre clé de l'Indice. Elle pourrait ainsi se conformer à une des exigences conceptuelles qui définissent la société civile.

## ► LES FAIBLESSES

Comparées aux forces, les faiblesses apparaissent comme plus importantes et de nature à fortement entraver l'évolution de la société civile vers un état de performance suffisant. Les faiblesses sont à la fois structurelles et environnementales.



- **Manque de synergie d'action.** L'un des principaux résultats de l'indice est l'atomaticité de la société civile burkinabé. Il existe plus d'organisations unitaires que de regroupements (réseaux, coalitions, fédérations, etc.). Et les OSC n'arrivent pas à bâtir, à échelle significative, des coalitions pertinentes et durables autour de thématiques spécifiques. Il y a une absence de cohésion réelle et d'unité d'action dans l'arène de la société civile. Cette faiblesse structurelle de la société civile nationale l'empêche, notamment, de constituer les forces de plaidoyer, de proposition et de médiation efficaces dont a besoin toute démocratie en consolidation.
- **Manque de leadership.** Une certaine compétition malsaine larvée existe entre les membres de la société civile. Du coup, il devient difficile de constituer un leadership, que ce soit technique ou politique, sur un domaine thématique donné. Très peu d'organisations se présentent comme des référentiels acceptés de tous dans un domaine donné. Ce déficit rend la société civile inapte à assumer certains de ses rôles sociétaux, en particulier ceux du plaidoyer politique dans le dialogue sur les politiques.
- **Insuffisance de fonctionnalité.** Par cela, c'est la faiblesse d'intensité de la vie associative qui est visée. Les organisations du plaidoyer sont peu actives sur le long terme, rendant leurs membres inconstants. Le cycle d'activité convenable et de visibilité des grandes associations et des ONG est d'environ dix années au Burkina Faso (SIX S, PROMO FEMMES, etc.). La plupart des associations se créent en profitant des facilités offertes par la loi à cet effet mais n'arrivent pas à réunir les ressources indispensables à un fonctionnement minimal et finissent par sombrer dans la léthargie ou même à disparaître.
- **Non respect des textes organiques.** Du fait de l'insuffisance de fonctionnalité évoquée plus haut, plusieurs OSC/ONG ont du mal à appliquer leur propre cadre juridique. Les dimensions de la vie des organisations qui souffrent sont la tenue des instances (assemblées générales, congrès, conseil d'administration) et la transparence de la gestion, notamment financière.
- **Méconnaissance des textes.** Toutes les OSC/ONG du pays disposent de textes organisant leur fonctionnement (statut et règlement intérieur). Les membres des OSC/ONG ne connaissent pas les textes qui régissent leur organisation si bien qu'ils n'arrivent pas à exiger des dirigeants qu'ils appliquent ces textes.
- **Manque de volonté politique.** Ce point s'applique certainement aux autorités politiques qui ne font pas beaucoup d'effort pour créer et maintenir des cadres adéquats de coopération avec la société civile. L'idée d'un forum annuel de



rencontre entre la société civile et le gouvernement est émise depuis 2002 mais n'est pas encore réalisée.

- **Non respect des lois.** En contraste de la prolifération des associations, l'esprit civique n'est pas très élevé en général et les citoyens (individus) demandent très peu de comptes aux responsables. La société civile qui est le secteur privilégié de l'engagement et de l'action civiques souffre du manque d'engagement civique. L'un des principaux domaines du non respect des lois est le code de la route.
- **Disfonctionnement des institutions.** Les participants de l'atelier national ont voulu exprimer ici le faible impact des institutions publiques (gouvernement) sur la pauvreté. On estime aussi que le parlement ne joue pas assez bien son rôle de contrôle de l'action gouvernementale à cause du fait partisan. Ces faiblesses compliquent la position des OSC qui sont censés compléter l'action des pouvoirs publics, et rend plus importantes les attentes des populations vis-à-vis de la société civile.
- **Non clarification du rôle des OSC au niveau des populations.** Les participants ont confirmé les résultats de l'Enquête communautaire qui a révélé que le lien entre les OSC et les populations est restreint. De fait, les populations ont encore du mal à s'expliquer la différence entre les organes élus et l'action de la société civile dans la démocratie et la bonne gouvernance (plaidoyer sur les sujets politiques, droits humains). Parfois aussi, le manque de moyens des OSC les empêche d'entretenir de vraies relations organisationnelles et d'être très présentes auprès de leurs bases, d'où un net déficit de compréhension de leur rôle par les populations.
- **Absence de l'équité genre.** Les OSC féminines estiment que l'équité genre est insuffisamment pratiquée au Burkina Faso.
- **Insuffisance financière, matérielle et technique (ressources).** Il est clairement ressorti des différents outils de l'indice que les OSC/ONG ne disposent pas des ressources nécessaires à leurs opérations et que la responsabilité de cette faiblesse peut être située à plusieurs endroits.
- **Faible capacité d'influence des politiques publiques.** Notamment, la faiblesse de la co-opération entre les OSC/ONG et le manque de synergie d'action entre elles à un niveau significatif entraînent cette faiblesse.



- **Insuffisance de compétences dans la plupart des OSC/ONG.** Du fait du bénévolat, les OSC/ONG manquent de personnes adéquatement qualifiées pour certains projets qui nécessitent des qualifications élevées (analyse budgétaire, évaluation des politiques publiques, communication, recherche).
- **Cumul de responsabilités.** On retrouve très souvent les mêmes personnes dans les instances dirigeantes de plusieurs organisations. Cela entraîne un problème de disponibilité pour les tâches multiples indispensables.
- **Engagement non permanent des membres.** comme conséquence du bénévolat combiné à la faiblesse de fonctionnalité des OSC/ONG, les membres finissent par se désolidariser des organisations. On peut ainsi parler d'une insuffisance de la culture associative.
- **Confusion des missions et des rôles de la société civile par certains acteurs de la société civile (vis-à-vis du jeu partisan).** Les connexions, non apparentes, entre des OSC et certaines forces politiques contribuent à rendre l'action de la société civile biaisée sur certains points et inefficace.
- **Attentisme/indifférence des OSC vis à vis des questions brûlantes de l'actualité.** Les OSC/ONG du Burkina Faso ne sont tellement connectées avec leurs semblables du reste du monde sur les grandes questions d'actualité. Au plan national, beaucoup de sujets suscitent des débats publics, notamment dans la presse écrite et parlée sans que les OSC ne s'y mêlent (la vie chère).
- **Manque de stratégie de fonctionnement.** Les OSC n'ont généralement pas de plan à long terme assorti à leur vision. La plupart fonctionne au gré des partenariats ponctuels qu'elles arrivent à créer. Les OSC ont également très peu d'interaction et de coopération entre elles pour élaborer et appliquer des stratégies communes sur des thématiques. L'atomicité révélée par les résultats de l'indice civique est une cause de ce fait.
- **Paupérisation croissante des populations.** L'aggravation progressive des conditions de vie des populations est une conséquence directe de l'inefficacité des solutions mises en œuvre par l'ensemble des acteurs, y compris la société civile. Étant donné la faiblesse des moyens dont elle dispose et sa faiblesse à influencer les décisions ou à mettre en action des plans efficaces de réponses à des besoins sociaux, la paupérisation croissante de la population apparaît comme une faiblesse générale de la société civile.



- **Faible concertation entre OSC et Etat.** L'intensité de la concertation entre les OSC et l'Etat a été jugée faible. Cela dénote d'une faible capacité de plaidoyer de la part de la société civile et à saisir les opportunités qui existent.
- **Auto censure, manque de transparence, gestion familiale, corruption, opacité des OSC.**
- **Manque de suivi et de capitalisation sur le terrain.** On dispose de peu de rapports de suivi par la société civile. Quelque fois ce suivi est effectué mais n'est pas documenté ni rendu visible.
- **Manque d'évaluation des acquis.** La pratique de l'évaluation des actions des OSC/ONG n'est pas très répandue. Dès lors que la reddition des comptes par les gestionnaires et les responsables n'est pas très appliquée, les conditions de l'évaluation s'en trouvent altérées.

## » RECOMMANDATIONS

L'analyse des forces et faiblesses du secteur de la société civile par des acteurs issus de ce milieu et par certains de leurs partenaires a permis de mettre en avant quelques recommandations qui peuvent servir de balises pour les plans d'actions de renforcement de la société civile. La plupart des recommandations ont déjà été formulées à de précédentes occasions par les mêmes membres de la société civile et figurent dans d'autres plans d'actions. Celles-ci s'adressent à l'Etat, aux OSC/ONG et aux partenaires techniques et financiers.

### A l'endroit de l'Etat

- **Création de cadre de concertation à tous les niveaux.** Il s'agit de concrétiser l'idée d'un cadre permanent de concertation entre le gouvernement et la société civile qui a été émise depuis 2002 et renouvelée en 2007. Les nombreux autres cadres sectoriels ont aussi besoin d'être actualisés et dynamisés.
- **Promouvoir la bonne gouvernance.** Le renforcement de l'Etat de droit et des pratiques de bonne gouvernance profitent au secteur de la société civile qui disposerait d'un cadre légal et institutionnel plus favorable.



- **Améliorer l'accès à l'information.** Ce point revêt une importance particulière pour le travail de recherche et de plaidoyer des OSC/ONG. Il se trouve que le contexte légal de l'accès à l'information demande une réforme ainsi que les mentalités des agents publics notamment au niveau décentralisé.
- **L'Etat doit jouer un rôle de facilitateur.** Notamment en accordant des subventions aux OSC/ONG pour améliorer leur opérationnalité. Cela aboutirait à impliquer plus souvent les OSC/ONG dans les politiques publiques. La bonne gouvernance contient un pilier important qui est le contrôle citoyen de l'action publique. Dans cette perspective, les OSC serviraient comme force de veille, d'interpellation et de proposition.
- **Entreprendre des travaux en vue de réviser la loi régissant les libertés d'association.** Ce cadre juridique, s'il est une avancée par rapport à la loi 1901, a aujourd'hui besoin d'être améliorée en y adjoignant les volets permettant aux OSC de disposer d'un statut juridique plus complet (bénévolat, contributions et exemptions fiscales, accès aux ressources publiques et à l'information) (recommandation partagée avec la société civile et les PTF).

#### A l'endroit de la société civile

- **Création d'une structure d'appui aux OSC à l'échelle nationale avec des relais dans les différentes régions.** Cette idée a été avancée depuis 2002 et une première tentative en a été la création de la Cellule nationale de renforcement des capacités de la société civile et des caucus qui organisent les composantes de la société civile. Le besoin, à ce niveau précis, réside dans la dotation de la cellule nationale des moyens de jouer son rôle (recommandation partagée avec les PTF).
- **Restructurer les cadres existants** (recommandation partagée avec les PTF).
- **Elaborer un code d'éthique et de déontologie.** Les initiatives existantes (CGD et SPONG) devraient être remises à jour et passées sous forme applicable à travers la mise en place de dispositifs adéquats (recommandation partagée avec les PTF).
- **Intégrer/imposer le genre dans les activités politiques.** Les initiatives de la société civile dans le domaine de la promotion du genre devraient être renforcées. De nombreux efforts doivent encore être consentis dans ce domaine.





- **Mobilisation des ressources internes et externes des OSC/ONG et renforcer les actions de sensibilisation.**
- **Renforcement des capacités en vie associative.** La culture associative a besoin d'être renforcée afin de tirer profit de toute l'offre de bénévolat disponible dans le pays.
- **Se conformer à son essence (respect des statuts et règlement intérieur).** Il est demandé aux OSC/ONG d'améliorer leur « *compliance*<sup>57</sup> » institutionnelle, c'est-à-dire, mieux comprendre leur rôle sociétal et se conformer autant que possible à cette mission. Cela consisterait à : systématiser le réseautage thématique, accroître les aptitudes au plaidoyer des OSC, clarifier le rôle des OSC par un texte de loi plus complet que la loi 10/92.
- **Mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation du plan d'action issu de l'atelier national du projet Indice CIVICUS de la société civile** (recommandation partagée avec les PTF).
- **Maîtrise et application de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR).** Il s'agirait de renforcer les capacités des OSC/ONG avec cet outil qui a réussi, par sa cohérence et son efficacité, à se faire adopter même par des organisations internationales.
- **Développer l'expertise interne des OSC/ONG.** Des compétences existent au sein des différentes OSC/ONG qui peuvent servir de point de départ pour soutenir des programmes de formation continue des organisations de la société civile.
- **Mettre en place un réseau de promotion des techniques de l'indice.** La plupart des outils développés par CIVICUS (auto évaluation, planification, communication, réseautage) permettent aux OSC/ONG qui les adopteraient d'acquérir une nette plus value de leurs résultats. L'état de la société civile du Burkina Faso, tel qu'établit par son indice, nécessite une systématisation de ces outils dans le travail quotidien de la société civile (recommandation partagée avec les PTF).
- **Faire un mapping de la société civile** du Burkina Faso afin d'obtenir un visuel de ce secteur (recommandation partagée avec les PTF).

<sup>57</sup> Concept anglais couvrant l'idée et l'ensemble des mesures et procédures pour rapprocher autant que possible le fonctionnement d'un organisme (institution publique, entreprise, organisation sociale) de sa mission.



A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers

- **Continuer à renforcer les réseaux thématiques avec des chefs de file.**
- **Vulgarisation des textes.** La société civile du Burkina Faso manque d'un dispositif de soutien aux initiatives de documentation et de publication des résultats. La mise en place d'un tel outil serait d'un grand apport pour la société entière.
- **Renforcement de capacité des structures de droit de l'homme.** Ces organisations assurent la fonction de contre-pouvoir, de plaidoyer politique et de veille sur les politiques publiques. Elles ont besoin d'être renforcées et protégées.

## CONCLUSION GENERALE

Les résultats de la plus grande consultation d'acteurs du projet de l'indice civique au Burkina Faso ont confirmé que le constat empirique de la faiblesse de la société civile était largement conforme à la réalité. Les différentes leçons tirées de la recherche ont tendu à mettre à nu les dimensions sur lesquelles la société civile nationale souffre d'efficacité. Mais ces insuffisances ont aussi influencé le déroulement des opérations de recherche par une réactivité insuffisante aux sollicitations de l'équipe de l'indice. Les réponses à certaines questions sont apparues fort éloignées de la réalité et plusieurs d'entre elles n'étaient pas valides. Cependant, ces réponses, quelles qu'elles soient, donnent toujours une indication sur l'objet de la recherche. Ainsi, l'absence de données valides pour certaines questions de l'enquête communautaire et de la consultation régionale des acteurs indiquent un manque de connaissance des répondants quant à l'objet de la question. D'autre part, la pertinence d'une étude comme l'indice réside dans la pluralité des instruments de mesure du même objet.

Le cours de la recherche a été marqué par une démarche prudente par l'équipe nationale de l'indice. Cette démarche a été imprimée par le caractère exploratoire de cette première expérience de l'indice de la société civile dans le pays. Les populations en général et les OSC/ONG en particulier, sont peu enclines aux activités de recherche et rechignent le plus souvent à fournir des informations. Cette difficulté a conduit l'ONC à reprendre plusieurs fois le travail d'enquête auprès des OSC/ONG. L'analyse



de la participation des OSC/ONG du Burkina Faso aux activités de l'indice peut être qualifiée de très moyenne, en particulier les grandes ONG.

La société civile du Burkina Faso a été passée en revue sous plusieurs angles (dimensions). Sa structure a révélé une grande pluralité d'OSC et d'ONG dont la plus grande partie est orientée vers la réalisation d'objectifs de développement. Leur nombre est si grand et les mécanismes administratifs de leur enregistrement si peu efficaces qu'il est apparu risqué de vouloir avancer un chiffre. Des efforts sont en train d'être mis en place pour remédier à cet état de fait. L'environnement légal et institutionnel dans lequel la société civile évolue a été jugée assez favorable du fait de l'existence d'une loi d'essence libérale régissant la liberté d'association. D'autres textes juridiques régissant le fonctionnement de certaines institutions publiques, influencées par l'idée de la bonne gouvernance, autorisent la participation des organisations civiques au travail de ces institutions. L'état général des libertés dans le pays, garanti par la constitution et les autres textes, permet une activité acceptable de la société civile, même si dans la pratique on a pu dénombrer certaines atteintes aux libertés et aux droits des citoyens. Les OSC/ONG du Burkina Faso se déclarent attachées aux principales valeurs qui caractérisent la société civile en général (démocratie, tolérance, équité). Plusieurs organisations y font référence dans leurs textes organiques et dans leurs déclarations publiques. L'indice a cependant révélé que la pratique des valeurs par les organisations de la société civile n'est pas aussi idéale qu'il apparaît en théorie. L'équité du genre n'est pas entièrement pratiquée et le fonctionnement des organisations n'est pas systématiquement démocratique. L'impact de la société civile du Burkina Faso, en ne considérant, par hypothèse de recherche, que les résultats de l'analyse des forces et faiblesses menée lors de l'atelier national, est largement en deçà de ce à quoi on aurait pu s'attendre au regard de sa structure et de l'environnement. Il est vrai que les ressources dont elle dispose ne sont pas au niveau adéquat, mais la mobilisation des ressources, surtout financières, est fonction de l'engagement des acteurs, du respect des valeurs de transparence et surtout des résultats de leurs actions. C'est donc un manque de capacité qui rend la société civile inapte à se doter des ressources nécessaires.

Au total, les grands traits de la société civile du Burkina Faso, à l'issue de l'indice présentent une structure forte et un environnement acceptable, une pratique des valeurs moyenne et un impact faible. Elle est caractérisée par sa **pluralité** (un nombre élevé et croissant d'organisations), son **atomicité** (plus d'organisations unitaires que de réseaux et de coalitions), son **parochialisme** (action non concertée, individualisme des organisations et une compétition larvée entre elles). En synthèse, l'état de la société civile du Burkina Faso peut être symbolisé par l'**albatros**, oiseau marin dont les très grandes ailes l'empêchent de se poser sur le sol. Une description réaliste de la société civile faite par les acteurs eux-mêmes constitue une excellente base pour la prospective. Ainsi, aussi bien les OSC/ONG elles-mêmes que leurs partenaires,



disposent-ils de repères concrets pour initier des actions de renforcement de ce secteur afin qu'il joue mieux son rôle, dans la gouvernance nationale et locale, de contre-pouvoir, de canal de participation citoyenne et de contrôle de l'action publique.

Le changement social est une œuvre complexe et de longue durée. Il n'y a ainsi aucun motif à désespérer de la description d'un état ponctuel de la société civile qui ne soit pas très reluisant. La société burkinabè toute entière est en pleine mutation. L'appropriation des progrès technologiques dans la vie des populations, l'amélioration de l'accès aux services sociaux essentiels sont autant important que les changements de mentalités. Le domaine de la gouvernance, dans lequel se situe l'intervention de la société civile est parmi les plus complexes et les plus périlleux dans un contexte de consolidation démocratique. Les réformes institutionnelles visant à recomposer le paysage et le jeu de la gouvernance politique ainsi que la gestion des affaires publiques imposent une redistribution des pouvoirs et des responsabilités. Les insuffisances constatées concernant la société civile du Burkina Faso, à travers ce projet de l'indice civius, ne doivent pas être interprétées comme des tares irréversibles. Elles ont des explications bien logiques. L'Afrique de l'ouest, depuis 1990 se trouve dans un bouillonnement socio-politique qui se manifeste par des réformes institutionnelles, mais surtout par des crises politiques et des conflits ouverts. Cette instabilité et cette conflictualité trouvent leur origine dans l'enjeu politique et économique qu'implique la philosophie, nouvelle dans ces pays, de la bonne gouvernance démocratique et économique. Cette bonne gouvernance appelle une recomposition des rôles et des responsabilités entre plusieurs acteurs dont certains sont en apprentissage de la prise de décision et de la gestion publiques (société civile). Les acteurs publics traditionnels sont dès lors sujets à une « jalousie » institutionnelle qui se traduit, dans la pratique, par une influence sur le secteur de la société civile dans son ensemble et tend à contrôler son action. Les bases du changement sont néanmoins bien installées et son cours irréversible. Reste que le temps soit donné à la dynamique évolutive de faire son action.

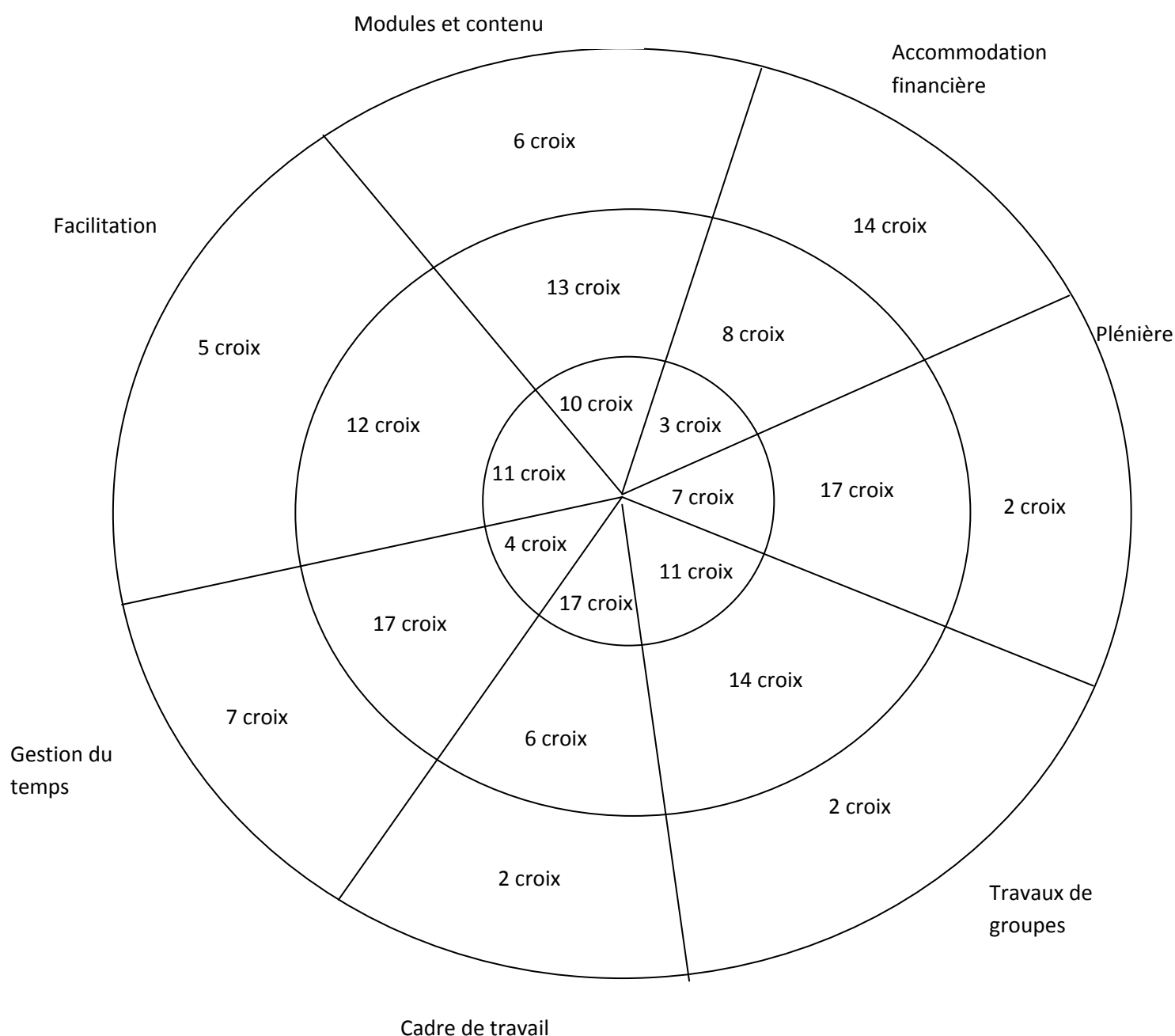


## ANNEXES



## EVALUATION DE L'ATELIER NATIONAL (7-8 octobre 2008)

Au lieu de la classique évaluation par questionnaire sur feuille volante, l'évaluation a été faite par un schéma sur lequel les participants devaient marquer par une croix leur opinion concernant les thèmes de l'atelier (gestion du temps, cadre de travail, module et contenu (rapport), accommodation financière, facilitation, plénière, travaux de groupe. Des cercles concentriques étalonnés de 1 (très bien) à 2 (bien) à 3 (passable) ont permis aux participants d'exprimer leur opinion et le résultat en est montré par le schéma suivant.

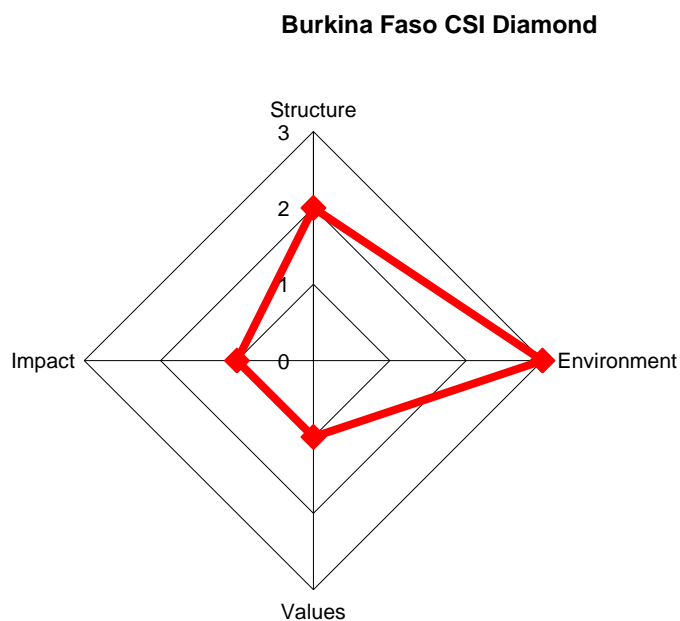


Notes des dimensions, des sous dimensions et des indicateurs obtenues à l'issue de la séance de notation par le CCN le 13 février 2007

Libellé	Note	Libellé	Note	Libellé	Note	Libellé	Note
<b>Structure</b>	<b>1,5</b>	<b>Environnement</b>	<b>1,6</b>	<b>Valeurs</b>	<b>2,1</b>	<b>Impact</b>	<b>1,7</b>
Sous dimension 1.1	1,3	Sous dimension 2.1	1,3	Sous dimension 3.1	1,9	Sous dimension 4.1	0,8
1.1.1	1,2	2.1.1	2,1	3.1.1	1,5	4.1.1	1,6
1.1.2	1,2	2.1.2	1,9	3.1.2	2,4	4.1.2	0,0
1.1.3	1,9	2.1.3	1,8	Sous dimension 3.2	1,5	4.1.3	0,0
1.1.4	0,8	2.1.4	0,0	3.2.1	1,8	Sous dimension 4.2	1,7
1.1.5	1,3	2.1.5	1,5	3.2.2	1,1	4.2.1	1,7
Sous dimension 1.2	1,1	2.1.6	0,5	3.2.3	1,7	4.2.2	1,7
1.2.1	0,6	Sous dimension 2.2	2,0	Sous dimension 3.3	2,3	Sous dimension 4.3	2,0
1.2.2	1,2	2.2.1	2,2	3.3.1	2,7	4.3.1	2,4
1.2.3	1,7	2.2.2	1,9	3.3.2	2,0	4.3.2	1,6
Sous dimension 1.3	1,9	2.2.3	1,9	Sous dimension 3.4	2,5	Sous dimension 4.4	2,3
1.3.1	2,5	Sous dimension 2.3	1,2	3.4.1	2,8	4.4.1	2,5
1.3.2	1,7	2.3.1	1,2	3.4.2	2,2	4.4.2	2,2
1.3.3	1,6	Sous dimension 2.4	1,9	Sous dimension 3.5	1,5	4.4.3	2,1
Sous dimension 1.4	1,5	2.4.1	1,6	3.5.1	2,2	4.4.4	2,3
1.4.1	1,1	2.4.2	2,3	3.5.2	0,0	4.4.5	2,4
1.4.2	2,1	2.4.3	1,9	3.5.3	2,2	4.4.6	2,2
1.4.3	1,7	Sous dimension 2.5	2,0	Sous dimension 3.6	2,6	Sous dimension 4.5	1,7
1.4.4	2,0	2.5.1	2,2	3.6.1	2,6	4.5.1	1,8
1.4.5	0,8	2.5.2	2,8	Sous dimension 3.7	2,3	4.5.2	1,7
Sous dimension 1.5	1,6	2.5.3	2,0	3.7.1	2,3	4.5.3	1,5
1.5.1	1,2	2.5.4	1,2				
1.5.2	2,0	Sous dimension 2.6	1,7				
Sous dimension 1.6	1,5	2.6.1	2,4				
1.6.1	0,6	2.6.2	1,8				
1.6.2	2,1	2.6.3	0,8				
1.6.3	1,9	Sous dimension 2.7	0,9				
		2.7.1	1,4				
		2.7.2	1,0				
		2.7.3	0,3				



Les notes des dimensions, des sous dimensions et des indicateurs permettent de dessiner le diamant suivant. Cette figure résume visuellement l'état de la société civile du Burkina Faso tel que reflété par les différents outils de recherche de l'indice civique de la société civile. La situation représentée par le diamant a été dans les grandes lignes confirmée par l'atelier national.



Liste des présences à la rencontre du Comité Consultatif National de notation des indicateurs tenue à Ouagadougou, le 13 février 2007 dans la salle de conférence du PNUD à Ouagadougou.

N°	Nom et prénoms	Position	Organisation ou institution représentée	Adresse
1	YAGO Patrice	Chargé de l'information	LIDEJEL (Ligue pour la Défense de la Justice et de la Liberté)	78820984 <a href="mailto:ypat_gp2a@yahoo.fr">ypat_gp2a@yahoo.fr</a>
2	ZOUNGRANA Casimir	2 <sup>e</sup> Vice-Président	CPF (Confédération Paysanne du Faso)	76675660
3	TRAORE Fousseny	Chargé Cellules Jeunes	GERDDES Burkina (Groupe de Recherche sur la Démocratie et le Développement Economique et Social)	70140758/50305336 <a href="mailto:gerddes@fasonet.bf">gerddes@fasonet.bf</a>
4	ZANGO Y. Constant	Président	ATAD (Alliance Technique pour l'Assistance au Développement)	40450384/70276232
5	PAKOUN Lacina	Chargé de programme	ORCADE (Organisation pour le Renforcement des Capacités de Développement)	70420912/50362089
6	SOMDA N. Calixte	Chargé des enquêtes	REN-LAC (Réseau National de Lutte Anti Corruption)	70402340/50330473
7	SANGARE Salifou	Responsable du comité scientifique	ATTAC-CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde)	70258616 <a href="mailto:slifsangare@yahoo.fr">slifsangare@yahoo.fr</a>
8	ZONGO Gilbertine	Membre	APAC (Association des Professionnelles Africaines de la Communication)	<a href="mailto:gilzongo@yahoo.fr">gilzongo@yahoo.fr</a> 70248817
9	PIOUPARE Françoise	Présidente	ADN (Association pour le Développement du Nahouri)	BP 11 Tél. 76602995 <a href="mailto:devnahouri@yahoo.fr">devnahouri@yahoo.fr</a>
10	SYAN Patrice	Directeur Général	DGSONG (Direction Général du Suivi des ONG)	50324155/57-70316935



				<a href="mailto:patricesyan@yahoo.fr">patricesyan@yahoo.fr</a>
11	SANGARE S. Charles	Coordonnateur	Caucus des Hauts-Bassins	70230052 chado59bf@yahoo.fr
12	DAH Odilon	Représentant	Caucus régional des OSC du Nord	70228578 <a href="mailto:odilonru@yahoo.fr">odilonru@yahoo.fr</a>
13	SANOUE Seydou	Membre	RESOCIDE (Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement)	76515731 <a href="mailto:sanouseyd@yahoo.fr">sanouseyd@yahoo.fr</a>
14	HIEN Jonas	Secrétaire Général	Cellule Nationale de renforcement des capacités des OSC	76612797/50308991 <a href="mailto:celluleosc@yahoo.fr">celluleosc@yahoo.fr</a>
15	TRAORE Sié Amed Armel	Membre	RESOCIDE	76619527 <a href="mailto:trarmel@yahoo.fr">trarmel@yahoo.fr</a>
16	YOUGBARE Paul	Président	Caucus Droits Humains de la Région du Centre	70264093



## Annexe E.2: Matrice de notation

La matrice de notation est un des principaux outils de l'indice de la société civile. Elle propose le cadre permettant aux membres du CCN de donner une note aux indicateurs sur la base des données collectées durant les phases de recherche (enquête communautaire, consultations régionales, analyse des forces sociales). La première colonne de la matrice contient l'ensemble des dimensions, des sous dimensions et des indicateurs dans l'ordre où ils ont été traités dans le corps même du rapport final. La matrice comporte quatre parties correspondant aux quatre dimensions de l'indice.

### 1. LA STRUCTURE

Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
<b>1. 1. Etat de la participation citoyenne</b>	<b>Dans quelle mesure les citoyens sont ils impliqués dans la société civile ? Quelle proportion de citoyens s'engage dans les activités de la société civile ?</b>				
1.1.1. L'action politique non partisane	Quel pourcentage de la population a déjà entrepris une quelconque forme d'action politique non partisane (ex. écrire une lettre à publier dans un journal, signé une pétition, participé à une démonstration publique)?	Une très petite minorité (moins de 10%).	Une minorité (10% à 30%).	Une proportion significative (31% à 65%).	Une large majorité (plus de 65%).
1.1.2 Les dons de charité	Quel pourcentage de la population fait des dons de charité sur une base régulière?	Une très petite minorité (moins de 10%).	Une minorité (10% à 30%).	Une proportion significative (31% à 65%).	Une large majorité (plus de 65%).
1.1.3 L'appartenance aux OSC <sup>1</sup>	Quel pourcentage de la population est membre d'au moins une OSC ?	Une très petite minorité (moins de 30%).	Une minorité (30% à 50%).	Une majorité (51% à 65%).	Une large majorité (plus de 65%).
1.1.4 Le volontariat	Quel pourcentage de la population entreprend une activité de volontariat sur une base régulière (au moins une fois par an)?	Une très petite minorité (moins de 10%).	Une petite minorité (10% à 30%).	Une minorité (31% à 50%).	Une majorité (plus de 50%).
1.1.5 L'action collective communautaire	Quel pourcentage de la population a participé à une action collective communautaire au cours de l'année écoulée (ex. participé à un meeting communautaire, participé à un événement organisé par la communauté ou à un effort collectif pour résoudre un	Une petite minorité (moins de 30%).	Une minorité (30% -50%)	Une majorité (51% à 65%).	Une large majorité (plus de 65%)



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
	problème communautaire)?				
<b>1. 2. Intensité de la participation citoyenne</b>	<b>Quelle est l'intensité/significative de la participation citoyenne dans la SC ? Dans quelle mesure (fréquence/importance) les populations s'engagent-elles dans les activités de la SC ?</b>				
1.2.1 Les dons de charité	Combien (quel pourcentage du revenu personnel) les gens donnent en charité sur une base régulière, en moyenne par an ?	Moins de 1%	1% à 2%	2,1% à 3%	Plus de 3%
1.2.2 Le volontariat	Combien d'heures par mois en moyenne les volontaires consacrent au travail volontaire ?	Moins de 2 heures	2 à 5 heures	5,1 à 8 heures	Plus de 8 heures
1.2.3 L'appartenance aux OSC	Quel pourcentage de membres des OSC appartiennent-ils à au moins une OSC ?	Une petite minorité (moins de 30%).	Une minorité (30% -50%)	Une majorité (51% à 65%).	Une large majorité (plus de 65%)
<b>1.3. La diversité des participants à la société civile</b>	<b>Combien diverse/représentative est l'arène de la société civile ? Tous les groupes sociaux participent-ils équitablement à la société civile? Certains groupes sont-ils dominants ou exclus ?</b>				
1.3.1 L'appartenance aux OSC	Dans quelle proportion les OSC représentent tous les groupes sociaux (ex. les femmes, les habitants des zones rurales, les pauvres et les minorités)?	Des groupes sociaux significatifs sont absents / exclus des OSC.	Des groupes sociaux significatifs sont largement absents des OSC	Des groupes sociaux significatifs sont sous-représentés dans les OSC.	Les OSC représentent équitablement tous les groupes sociaux. Aucun groupe n'est notablement sous-représenté.
1.3.2 Le leadership dans les OSC	Dans quelle mesure la diversité existe dans le leadership des OSC ? Dans quelle mesure le leadership des OSC représente-t-il tous les groupes sociaux significatifs (ex. les femmes, les habitants des zones rurales, les pauvres et les minorités)?	Des groupes sociaux significatifs sont absents / exclus des rôles de leadership des OSC	Des groupes sociaux significatifs sont largement absents/ exclus des rôles de leadership des OSC	Des groupes sociaux significatifs sont sous-représentés dans les rôles de leadership des OSC.	Le leadership des OSC représente équitablement tous les groupes sociaux. Aucun groupe n'est notablement sous-représenté
1.3.3 La distribution des OSC	Comment sont distribués les OSC à travers le pays ?	Les OSC sont fortement concentrés dans les grands centres urbains	Les OSC sont largement concentrés dans les zones urbaines	Les OSC sont présents partout sauf dans les zones les plus éloignées du pays	Les OSC sont présents dans toutes les zones du pays.
<b>1.4. Le niveau d'organisation</b>	<b>Combien la société civile est-elle bien organisée? Quelle sorte d'infrastructure existent-elles pour la société civile ?</b>				
1.4.1 L'existence de regroupements d'OSC	Quel pourcentage d'OSC appartient-il à une fédération ou un regroupement d'OSC ?	Une petite minorité (moins de 30%)	Une minorité (30% à 50%)	Une majorité (51% à 70%)	Une large majorité (plus de 70%)
1.4.2 Effectivité des regroupements d'OSC	Dans quelle mesure les acteurs d'OSC jugent-ils les fédérations existantes ou les regroupements d'OSC capables d'atteindre leurs	Complètement inefficace (ou non-existants).	Largement inefficace.	Quelque peu efficace	Efficace



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
	objectifs définis ?				
1.4.3 L'auto-régulation	Existe-t-il des efforts d'auto-régulation au sein des OSC ? Dans quelle mesure les mécanismes d'auto-régulation existants sont-ils efficaces et ont force contraignante ? Quel pourcentage d'OSC s'astreint à un code de conduite collectif (ou toute autre forme d'auto-régulation)?	Il n'y a aucun effort parmi les OSC de s'auto réguler.	Des tentatives (efforts préliminaires) d'auto régulation existent mais seule une petite minorité d'OSC y sont impliqués et l'impact est extrêmement limité	Quelques mécanismes d'auto-régulation sont en place mais quelques secteurs de la société civile sont impliqués et il n'y a aucune méthode efficace de contrainte. En conséquence, l'impact est limité	Des mécanismes d'auto-régulation des OSC sont en place et fonctionnent assez efficacement. Un impact perceptible sur le comportement des OSC peut être détecté
1.4.4 Le soutien aux OSC	Quel est le niveau de la structure de soutien à la société civile ? Combien d'organisations de soutien à la société civile existent-elles dans le pays ? Sont-elles efficaces ?	Il n'y a aucune structure de soutien à la société civile	Il y a peu de structures de soutien à la société civile	Des structures de soutien existent pour certains secteurs de la société civile et elles s'accroissent	Les structures de soutien à la société civile sont bien développées
1.4.4 Les liens au niveau international	Dans quelle proportion les OSC ont-elles des liens au niveau international (ex. sont membres de réseaux internationaux, participent aux événements mondiaux)?	Seule une poignée d'OSC d'"élite" ont des liens au niveau international	Un nombre limité d'OSC (principalement à caractère national) ont des liens au niveau international	Un nombre moyen d'OSC (principalement à caractère national) ont des liens au niveau international	Un nombre significatif d'OSC de différents secteurs et de différents niveaux (des organisations de base à celles de niveau national) ont des liens au niveau international
<b>1.5. Les inter-relations</b>	<b>Combien fortes/productives sont les relations entre les acteurs de la société civile ?</b>				
1.5.1 La communication	Quelle est l'étendue de la communication entre les acteurs de la société civile ?	Très faible	Limitée	Moyenne	Significative
1.5.2 La coopération	Combien d'acteurs de la SC coopèrent entre eux sur des questions d'intérêt commun ? Des exemples d'alliances/coalitions d'OSC inter sectorielles (autour d'un sujet spécifique d'intérêt commun) peuvent-ils être identifiés ?	Les acteurs de la SC ne coopèrent pas entre eux sur des questions d'intérêt commun. Aucun exemple d'alliances/coalitions d'OSC inter sectorielles (autour d'un sujet spécifique d'intérêt commun) ne peut être identifié / détecté.	Il est très rare que les acteurs de la SC coopèrent entre eux sur des questions d'intérêt commun. Très peu d'exemples d'alliances/coalitions d'OSC inter sectorielles (autour d'un sujet spécifique d'intérêt commun) ne peuvent être identifiés/détectés.	Les acteurs de la SC à l'occasion coopèrent entre eux sur des questions d'intérêt commun. Quelques exemples d'alliances/coalitions d'OSC inter sectorielles (autour d'un sujet spécifique d'intérêt commun) peuvent être identifiés/détectés	Les acteurs de la SC coopèrent régulièrement entre eux sur des questions d'intérêt commun. De nombreux exemples d'alliances/coalitions d'OSC inter sectorielles (autour d'un sujet spécifique d'intérêt commun) peuvent être identifiés/détectés
<b>1.6. Les ressources</b>	<b>Dans quelle mesure les OSC ont-elles des ressources adéquates pour atteindre leurs buts ?</b>				
1.6.1 Les ressources	Dans quelle mesure les ressources financières, organisationnelles,	En moyenne, les OSC souffrent d'un sérieux	En moyenne, les OSC ont des ressources inadéquates	En moyenne, les OSC ont la plupart des ressources dont	En moyenne, les OSC ont une base de ressources adéquate et sécurisée



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
	humaines et/ou technologiques existent-elles pour les OSC à un niveau adéquat ?	problème de ressources.	pour atteindre leurs buts.	elles ont besoin pour atteindre leurs buts définis.	





2. L'ENVIRONNEMENT<sup>ii</sup>

Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
<b>2.1. Le contexte politique</b>	<b>Quelle est la situation politique dans le pays et son impact sur la société civile ?</b>				
2.1.1. Les droits politiques	Combien fortes sont les restrictions aux droits politiques des citoyens (ex. participer librement aux processus politiques, élire des leaders politiques à travers des élections libres et équitables, s'organiser librement dans des partis politiques)?	Il y a de sévères restrictions aux droits politiques des citoyens. Les citoyens ne peuvent pas participer aux processus politiques.	Il y a quelques restrictions aux droits politiques des citoyens et à leur participation aux processus politiques	Les citoyens sont dotés de droits politiques substantiels et d'opportunités significatives de participation politique. Il y a des restrictions mineures et isolées à pleine liberté des droits politiques des citoyens et à leur participation aux processus politiques	Les gens ont l'entière liberté et le choix d'exercer leurs droits politiques et de participer substantiellement aux processus politiques
2.1.2. La compétition politique	Quelles sont les principales caractéristiques du système de parti en termes de nombre de partis, de spectre idéologique, d'institutionnalisation et de compétition des partis ?	Un système de parti unique	Un petit nombre de partis basés sur la personnalisation, le clientélisme ou invitant aux identités politiques.	De multiples partis, mais faiblement institutionnalisés et/ou manquant de distinction idéologique	Une compétition multipartite robuste, avec des partis idéologiquement divers et bien institutionnalisés
2.1.3. La règle de droit	Dans quelle mesure la règle de droit est implantée dans le pays ?	Il y a un mépris général pour la règle de droit par les citoyens et l'Etat	Il y a une faible confiance et de fréquentes violations de la loi par les citoyens et l'Etat	Il y a un niveau modéré de confiance dans la loi. Les violations de la loi par les citoyens et l'Etat ne sont pas rares	La société est gouvernée par des lois justes et prévisibles qui sont généralement acceptées par les citoyens et l'Etat
2.1.4. La corruption	Quelle est le niveau de corruption perçu dans le secteur public ?	Elevé	Substantiel	Modéré	Bas
2.1.5. L'efficacité étatique	Dans quelle mesure l'Etat est-il capable de remplir ses fonctions définies ?	L'administration d'Etat a échoué ou est entièrement inefficace (ex. du fait de la crise politique, économique ou sociale)	La capacité de l'administration d'Etat est extrêmement limitée	L'administration d'Etat est fonctionnelle mais perçue comme incompétente et/ou non réceptive	L'administration d'Etat est pleinement fonctionnelle et perçue comme travaillant dans l'intérêt du public
2.1.6. La décentralisation	Dans quelle proportion les dépenses du gouvernement sont-elles dévolues aux collectivités territoriales ?	La part des collectivités territoriales dans les dépenses du gouvernement est de moins de 20.0%.	La part des collectivités territoriales dans les dépenses du gouvernement est située entre 20.0% et 34.9%.	La part des collectivités territoriales dans les dépenses du gouvernement est située entre 35.0% et moins de 49.9%.	La part des collectivités territoriales dans les dépenses du gouvernement est de plus de 49.9%.
<b>2.2. Les droits et libertés fondamentales</b>	<b>Dans quelle mesure les libertés fondamentales sont-elles assurées par la loi et dans la pratique ?</b>				



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
2.2.1. Les libertés civiles	Dans quelle mesure les libertés civiles (ex. liberté d'expression, d'association, de réunion) sont-elles assurées par la loi et dans la pratique ?	Les libertés civiles sont systématiquement violées	Il y a de fréquentes violations des libertés civiles	Il y a des violations des libertés civiles isolées ou occasionnelles	Les libertés civiles sont pleinement assurées par la loi et dans la pratique
2.2.2. Les droits à l'information	Dans quelle mesure l'accès du public à l'information est-elle garantie par la loi ? Combien accessibles sont les documents du gouvernement pour le public?	Aucune loi ne garantit les droits à l'information. l'accès des citoyens aux documents du gouvernement est extrêmement limité	L'accès des citoyens aux documents du gouvernement est limité mais est expansion	La législation concernant l'accès du public à l'information est en place, mais en pratique, il est difficile d'obtenir les documents du gouvernement	Les documents du gouvernement sont largement et facilement accessibles au public.
2.2.3. La liberté de presse	Dans quelle mesure la liberté de presse est-elle assurée par la loi et dans la pratique ?	La liberté de presse est systématiquement violée	Il y a de fréquentes violations de la liberté de presse.	Il y a des violations de la liberté de presse isolées ou occasionnelles	La liberté de presse est pleinement assurée par la loi et dans la pratique



2.3. Le contexte socio-économique <sup>iii</sup>		Quelle est la situation socio-économique du pays et son impact sur la société civile ?			
Description		Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
Combien les conditions socio-économiques dans le pays représentent une barrière au fonctionnement efficace de la société civile?		<p>Les conditions sociales et économiques représentent une sérieuse barrière au fonctionnement efficace de la société civile. Plus de cinq des conditions suivantes sont présentes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La pauvreté répandue (ex. plus de 40% de la population vivent avec 2 dollars par jour)</li> <li>2. La guerre civile (un conflit armé au cours des 5 dernières années)</li> <li>3. Grave conflit ethnique et/ou religieux</li> <li>4. Grave crise économique (ex. la dette extérieure est plus élevée que le PNB)</li> <li>5. Grave crise sociale (durant les 2 dernières années)</li> <li>6. Grave inégalités socio-économiques (coefficient de Gini &gt; 0.4)</li> <li>7. Analphabétisme généralisé des (supérieur à 40%)</li> <li>8. Insuffisance d'infrastructures de tourisme (moins de 5 lits pour 10.000 habitants)</li> </ol>	Les conditions sociales et économiques limitent significativement le fonctionnement efficace de la société civile. Trois, quatre ou cinq des conditions indiquées sont présentes	Les conditions sociales et économiques limitent quelquefois le fonctionnement efficace de la société civile. Une ou deux des conditions indiquées sont présentes	Les conditions sociales et économiques ne représentent pas une barrière au fonctionnement efficace de la société civile. Aucune des conditions indiquées n'est présente
2.4. Le contexte socio-culturel		Dans quelle mesure les normes et attitudes socio-culturelles sont favorables ou préjudiciables à la société civile ?			
2.4.1. La confiance	Combien les membres de la société se font-ils confiance?	Les relations entre les membres de la société sont caractérisées par la méfiance (ex. moins de 10% des gens s'inscrivent à l'indicateur de confiance de l'enquête mondiale des valeurs World Value Survey (WVS) trust).	Il y a une méfiance répandue entre les membres de la société. (10% à 30% des gens sont inscrits à l'indicateur de confiance de l'enquête mondiale des valeurs World Value Survey (WVS) trust)	Il y a un niveau modéré de confiance entre les membres de la société. (ex. 31% à 50% des gens sont inscrits à l'indicateur de confiance de l'enquête mondiale des valeurs World Value Survey (WVS) trust)	Il y a un niveau élevé de confiance entre les membres de la société (plus de 50% des gens sont inscrits à l'indicateur de confiance de l'enquête mondiale des valeurs World Value Survey (WVS) trust).
2.4.2. La tolérance	Combien les membres de la société sont-ils tolérants ?	La société est caractérisée par une intolérance répandue (la moyenne provient de l'indicateur de tolérance du WVS est de 3.0 ou plus).	La société est caractérisée par un faible niveau de tolérance (l'indicateur est entre 2.0 et 2.9).	La société est caractérisée par un niveau modéré de tolérance (l'indicateur est entre 1.0 et 1.9).	La société est caractérisée par un un niveau élevé de tolérance l'indicateur est de moins de 1.0).



2.4.3. Le sens civique <sup>iv</sup>	Quelle est l'intensité du sens civique parmi les membres de la société ?	Très bas niveau de notion de chose public dans la société (la note moyenne provenant de l'indicateur notion de chose publique du WVS est supérieure à 3.5)	Bas niveau de notion de chose publique (l'indicateur entre 2.6 et 3.5)	Niveau moyen de notion de chose publique (l'indicateur se situe entre 1.5 et 2.5)	Niveau élevé de notion de chose publique (l'indicateur se situe à moins de 1.5)
<b>2.5. L'environnement légal</b>	<b>Dans quelle proportion l'environnement légal est favorable ou défavorable à la société civile ?</b>				
2.5.1. L'enregistrement des OSC <sup>v</sup>	Combien facile est le processus d'enregistrement des OSC ? Le processus est-il (1) simple, (2) rapide, (3) peu coûteux, (4) équitable et (5) appliqué de façon cohérente ?	Le processus d'enregistrement des OSC n'est pas facile du tout. Quatre ou cinq des caractéristiques de qualité sont absentes.	Le processus d'enregistrement des OSC n'est pas très facile. Deux ou trois des caractéristiques de qualité sont absentes	Le processus d'enregistrement des OSC peut être jugé de relativement facile. Une des caractéristiques de qualité est absente	Le processus d'enregistrement des OSC est facile. Aucune des caractéristiques de qualité n'est absente
2.5.2. Favorise les activités de plaidoyer	Dans quelle mesure les OSC sont-elles libres de s'engager dans le plaidoyer/ la critique du gouvernement ?	Les OSC sont autorisées à s'engager dans le plaidoyer ou la critique du gouvernement	Il y a des contraintes excessives et/ou vaguement définies aux activités de plaidoyer	Les contraintes aux activités de plaidoyer des OSC sont minimales et clairement définies, telles que les interdictions sur les actions politiques publiques.	Les OSC sont autorisées à s'engager librement dans le plaidoyer et la critique du gouvernement.
2.5.3. Taxes et lois favorables aux OSC	Combien favorable est le système des taxes (législation fiscale) pour les OSC ? Combien étroit/large est la gamme des OSC qui sont éligibles aux exonérations fiscales, s'il en existent ? Combien significative sont ces exonérations ?	Le système fiscal gêne les OSC. Aucune exonération fiscale ou faveur similaire n'est disponible pour les OSC	Le système fiscal est trop lourd pour les OSC. Les exonérations fiscales ou faveurs sont disponibles seulement pour une petite catégorie d'OSC (ex. les organisations humanitaires) ou pour des sources limitées de revenus (ex. les subventions ou les donations).	Le système fiscal contient quelques incitations favorables aux OSC. Seule une petite catégorie d'OSC est exclue des exonérations fiscales ou des faveurs. Les exonérations ou faveurs sont disponibles sur certaines taxes et pour certaines activités.	Le système fiscal accorde un traitement favorable aux OSC. Les exonérations ou faveurs sont disponibles pour certaines taxes et pour certaines activités, limitées seulement aux circonstances appropriées.
2.5.4. Les avantages fiscaux pour philanthropie (humanitaire)	Dans quelle mesure les déductions de taxes ou crédits, ou autres avantages fiscaux existent-ils pour encourager les individus et les entreprises donatrices ?	Aucun avantage fiscal n'est disponible (pour les individus ou les corporations) pour leur œuvres charitables	Des avantages fiscaux sont disponibles pour un nombre très limité d'actions et d'organisations.	Des avantages fiscaux sont disponibles pour une gamme équitablement vaste d'actions ou types d'organisations.	Des avantages fiscaux significatifs sont disponibles pour une large gamme d'actions ou types d'organisations
<b>2.6. Les relations Etat-société civile</b>	<b>Quelle est la nature et la qualité des relations entre la société civile et l'Etat ?</b>				
2.6.1. L'autonomie	Dans quelle mesure la société civile peut-elle exister et fonctionner indépendamment de l'Etat ? dans	L'Etat contrôle la société civile	Les OSC sont sujets à de fréquentes interférences injustifiées dans leurs	L'Etat accepte l'existence d'une société civile indépendante mais les OSC	Les OSC agissent librement. Elles sont sujettes seulement à un oubli raisonnable due à des raisons d'intérêts public clairs et



	quelle mesure les OSC sont-elles libres d'agir sans une interférence excessive du gouvernement ? Le gouvernement est-il raisonnablement limité (réduit) à protéger les intérêts publics légitimes ?		opérations.	sont sujettes à des interférences occasionnelles injustifiées du gouvernement.	légitimes
2.6.2. Le dialogue	Dans quelle proportion l'Etat dialogue-t-il avec la société civile ? Combien inclusive et institutionnalisés sont les termes et les règles de l'engagement, si elles existent ?	Il n'existe pas un dialogue significatif entre la société civile et l'Etat	L'Etat cherche seulement à dialoguer avec un petit sous groupe d'OSC sur une base ad hoc	L'Etat dialogue avec un groupe relativement grand d'OSC mais sur une base assez largement ad hoc	Des mécanismes sont en place pour faciliter un dialogue systématique entre l'Etat et un groupe d'OSC important et divers
2.6.3 La coopération et le soutien	Combien réduit/large est le nombre d'OSC qui reçoit des ressources de l'Etat (sous la forme de subventions, de contrats, etc.)?	Le niveau des ressources de l'Etat canalisées par les OSC est insignifiant.	Seul un groupe très limité d'OSC reçoit des ressources de l'Etat	Un nombre moyen d'OSC reçoit des ressources de l'Etat	L'Etat canalise des ressources substantielles vers un grand nombre d'OSC
<b>2.7. Relations secteur privé – société civile</b>	<b>Quelle est la nature et la qualité des relations entre la société civile et le secteur privé ?</b>				
2.7.1. L'attitude du secteur privé	Quelle est l'attitude générale du secteur privé envers les acteurs de la société civile ?	Généralement hostile	Généralement indifférente	Généralement positive	Généralement d'un grand soutien
2.7.2 La responsabilité sociale des entreprises	Dans quelle proportion sont développées les notions et les actions de responsabilité sociale des entreprises?	Les grandes entreprises ne montrent aucun intérêt pour les impacts environnementaux et sociaux de leurs opérations.	Les grandes entreprises font semblant de s'intéresser aux notions de responsabilité sociale des entreprises. Cependant, au cours de leurs opérations, elles ne tiennent fréquemment aucun compte de leurs impacts environnementaux et sociaux négatifs.	Les grandes entreprises commencent à prendre en compte les potentiels impacts environnementaux et sociaux négatifs de leurs opérations	Les grandes entreprises prennent des mesures efficaces de protection contre les impacts environnementaux et sociaux négatifs de leurs opérations
2.7.3. La philanthropie des entreprises <sup>vi</sup>	Combien réduit/important est le nombre d'OSC qui reçoivent du soutien du secteur privé ?	La philanthropie des entreprises est insignifiante.	Seul un petit nombre d'OSC reçoivent des fonds du secteur privé.	Un nombre moyen d'OSC reçoivent des fonds du secteur privé	Le secteur privé canalise des ressources à un grand nombre d'OSC.



## 3. LES VALEURS

Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
<b>3.1. La démocratie</b>	<b><i>Dans quelle proportion les acteurs de la société civile pratiquent-ils et font la promotion de la démocratie ?</i></b>				
3.1.1 Les pratiques démocratiques au sein des OSC	Dans quelle mesure les OSC pratiquent-elles la démocratie interne ? Dans quelle proportion les membres contrôlent-ils la prise de décision ? Les leaders sont-ils sélectionnés à travers des élections démocratiques ?	Une large majorité (plus de 75%) d'OSC ne pratique pas la démocratie interne (les membres ont peu/aucun contrôle sur la prise de décision, les OSC se caractérisent par le patronage, le népotisme).	Une majorité d'OSC (plus de 50%) ne pratique pas la démocratie interne (les membres ont peu/aucun contrôle sur la prise de décision, les OSC se caractérisent par le patronage, le népotisme).	Une majorité d'OSC (plus de 50%) pratique la démocratie interne (les membres exercent un contrôle significatif sur la prise de décision, Les leaders sont élus à travers des élections démocratiques)	Une large majorité d'OSC (plus de 75%) pratique la démocratie interne (les membres exercent un contrôle significatif sur la prise de décision, Les leaders sont élus à travers des élections démocratiques).
3.1.2 Les actions de la SC pour promouvoir la démocratie	Combien la SC est-elle activement impliquée dans la promotion de la démocratie au niveau sociétal ?	Aucun rôle actif. Aucune activité d'OSC ayant des conséquences dans ce secteur ne peut être détecté.	Seulement quelques activités de la SC dans ce domaine peuvent être détectées. Leur visibilité est faible et ces questions ne font pas l'objet de beaucoup d'attention de la part de la SC dans son ensemble	Un certain nombre d'activités de la SC peuvent être détectées. Un large soutien et et/ou une visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC met l'accent sur la promotion d'une société démocratique. Les activités de la SC dans ce domaine connaissent un large soutien et/ou une forte visibilité publique.
<b>3.2. La transparence</b>	<b><i>Dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent-ils et font la promotion de la transparence ?</i></b>				
3.2.1 La corruption au sein de la société civile	Dans quelle proportion la corruption est-elle répandue au sein de la SC ?	Des cas de comportements de corruption au sein de la SC sont très fréquents.	Des cas de comportements de corruption au sein de la SC sont fréquents.	Il y a des cas occasionnels de comportements de corruption au sein de la SC	Des cas de comportements de corruption au sein de la SC sont très rares.
3.2.2 La transparence financière des OSC	Dans quelle mesure les OSC sont-elles financièrement transparentes ? Quel pourcentage d'OSC rend public leur bilan financier ?	Une petite minorité d'OSC (moins de 30%) rend public son bilan financier	Une minorité d'OSC (30% - 50%) rend public son bilan financier	Une petite majorité d'OSC (51% - 65%) rendent leur bilan financier public	Une grande majorité d'OSC (plus de 65%) rendent leur bilan financier public
3.2.3 Les actions de la SC pour promouvoir la transparence	Dans quelle mesure la SC agit-elle activement dans la promotion de la transparence du gouvernement et des entreprises ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice dans la promotion de la transparence du gouvernement et des entreprises. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique
<b>3.3. La tolérance</b>	<b><i>Dans quelle mesure les acteurs de la société civile et les organisations pratiquent et font la promotion de la tolérance ?</i></b>				



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
3.3.1 La tolérance dans l'arène de la SC	Dans quelle mesure la SC est-elle une arène tolérante ?	La SC est dominée par des forces intolérantes. Seule l'expression d'un petit nombre de points de vue est tolérée	Des forces significatives au sein de la société civile ne tolèrent pas d'autres points de vue sans rencontrer des protestations de la société civile au sens large	Il y a des forces intolérantes au sein de la société civile, mais elles sont isolées de la société civile au sens large.	La société civile est une arène ouverte où l'expression de tous les points de vue est activement encouragée. Les comportements d'intolérance sont fortement dénoncés par la société civile au sens large
3.3.2 Les actions de la SC pour promouvoir la tolérance	Dans quelle mesure la SC fait-elle activement la promotion de la tolérance au niveau sociétal ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée.	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice dans la promotion d'une société tolérante. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique
<b>3.4. La non violence</b>	<b>Dans quelle proportion les acteurs de la société civile pratiquent-ils et font la promotion de la non violence ?</b>				
3.4.1 La non violence dans l'arène de la SC	Combien répandue est l'usage de moyens violents (tels les atteintes à la propriété ou la violence sur la personne) entre les acteurs de la SC dans l'expression de leurs intérêts dans la sphère publique ?	Des groupes significatifs au sein de la SC usent de la violence comme moyen primaire d'expression de leurs intérêts.	Quelques groupes isolés au sein de la SC usent régulièrement de la violence pour exprimer leurs intérêts sans rencontrer des protestations de la société civile au sens large.	Quelques groupes isolés au sein de la SC recourent occasionnellement aux actions violentes, mais sont largement dénoncés par la SC au sens large.	Il y a un haut niveau de consensus au sein de la SC concernant le principe de la non violence. Les actes de violence par les acteurs de la SC sont extrêmement rares et fortement dénoncés.
3.4.2 Les actions de la SC pour promouvoir la non violence et la paix	Dans quelle mesure la SC fait-elle activement la promotion d'une société non violente ? Par exemple, dans quelle mesure la société civile soutient-elle la résolution non violente des conflits sociaux et la paix s'attaque aux questions de violence contre les femmes, les abus aux enfants et la violence chez les adolescents, etc. ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée. Quelques actions de la SC actuellement contribuent à la violence sociétale.	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice dans la promotion d'une société non violente. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique
<b>3.5. L'équité genre</b>	<i>Dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent-ils la promotion de l'équité genre ?</i>				
3.5.1 L'équité genre dans l'arène	Dans quelle mesure la société	Les femmes sont exclues des	Les femmes sont largement	Les femmes sont sous	Les femmes sont





Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
de la SC	civile est-elle une arène équitable du genre ?	rôles de leadership dans la société civile.	absentes des rôles de leadership dans la société civile.	représentées dans les positions de leadership de la société civile.	équitablement représentés en tant que leaders et membres de la SC
3.5.2 Les pratiques équitables du genre au sein des OSC	Dans quelle mesure les OSC pratiquent-ils l'équité en genre ? Quel pourcentage d'OSC disposant de personnel salarié met en place des politiques pour assurer l'équité en genre ?	Une petite minorité (moins de 20%).	Une minorité (20%-50%)	Une petite majorité (51% - 65%)	Une large majorité (plus de 65%)
3.5.3 Les actions de la SC pour promouvoir l'équité en genre	Dans quelle mesure la SC fait-elle activement la promotion de l'équité en genre au niveau sociétal ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée. Quelques actions de la SC actuellement contribuent à l'équité en genre	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice dans la promotion de l'équité en genre. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique
<b>3.6. L'éradication de la pauvreté</b>					
Dans quelle mesure les acteurs de la société civile font-ils la promotion de l'éradication de la pauvreté ?					
3.6.1 Les actions de la SC pour éradiquer la pauvreté	Dans quelle mesure la SC cherche-t-elle activement à éradiquer la pauvreté ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée. Certaines actions de la SC servent à pérenniser les iniquités économiques existantes.	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice pour l'éradication de la pauvreté. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique
<b>3.7. Durabilité environnementale</b>					
Dans quelle mesure les acteurs de la société civile pratiquent et font la promotion de la durabilité environnementale ?					
3.7.1 Les actions de la SC pour soutenir l'environnement	Dans quelle mesure la SC cherche-t-elle activement à soutenir l'environnement ?	Aucun rôle actif. Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée. Certaines actions de la SC servent à renforcer les mauvaises pratiques	Seulement peu d'activités de la SC dans ce domaine peuvent être citées. Leur visibilité est faible et la SC dans son ensemble n'accorde pas beaucoup d'importance à ces questions.	Un certain nombre d'activités de la SC dans ce domaine peut être citée. Un large soutien et/ou la visibilité publique de telles initiatives, manquent cependant	La SC est une force motrice pour la protection de l'environnement l'éradication de la pauvreté. Les activités de la SC dans ce domaine bénéficient d'un large soutien et/ou d'une forte visibilité publique



## 4. L'IMPACT

Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
<b>4.1. Influencer les politiques publiques</b>	<b>Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à influencer les politiques publiques ?</b>				
4.1.1 – 4. 1.4	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à influencer les politiques publiques ? (l'évaluation est basée sur quatre domaines de priorité pré-identifiés).	Aucune activité des OSC (dans le domaine identifié) ne peut être citée ou les buts définis de l'activité ne sont pas atteints du tout.	Seulement des activités limitées de la SC peuvent être citées et/ou les objectifs des OSC sont atteints dans une proportion très limitée.	Un niveau moyen d'activité des OSC peut être cité et/ou les objectifs des OSC sont partiellement atteints.	Un niveau significatif d'activité des OSC peut être cité et/ou les objectifs des OSC sont pleinement atteints.
<b>4.2. Tenir l'Etat et les entreprises privées responsables</b>	<b>Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à tenir l'Etat et les entreprises privées responsables ?</b>				
4.2.1. Tenir l'Etat responsable	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à effectuer le suivi des performances de l'Etat et à le tenir responsable ?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée.	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.2.2. Tenir les entreprises privées responsables	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à tenir les entreprises privées responsables ?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée.	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
<b>4.3. Répondre aux intérêts sociaux</b>	<b>Dans quelle mesure les acteurs de la société civile répondent-ils aux intérêts sociaux ?</b>				
4.3.1 La capacité de réponse	Combien efficacement les acteurs de la société civile répondent-ils aux préoccupations de priorité sociale ?	Les acteurs de la société civile sont hors du jeu des préoccupations cruciales de la population.	Il y a de fréquents exemples de préoccupations sociales cruciales qui ne trouvent pas de voix parmi les acteurs de la société civile existants	Il y a des exemples isolés de préoccupations sociales cruciales qui ne trouvent pas de voix parmi les acteurs de la société civile existants	Les acteurs de la société civile sont très efficaces à prendre en compte les préoccupations cruciales de la population.
4.3.2 La confiance du public	Quelle pourcentage de la population a confiance dans les acteurs de la société civile ?	Une petite minorité (< 25%)	Une large minorité (25% - 50%)	Une petite majorité (51% – 75%)	Une large majorité (> 75%)
<b>4.4. Emanciper<sup>58</sup> les citoyens</b>	<b>Dans quelle mesure la société civile est active et réussit-elle dans l'émancipation des citoyens, spécialement les groupes traditionnellement marginalisés, à faire prendre des décisions qui affectent leurs vies ?</b>				
4.4.1 Informer/ éduquer les citoyens	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à dans l'information et l'éducation des citoyens sur des questions	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.

<sup>58</sup> Le terme anglais correspondant est "Empowering" qui est difficile à traduire exactement en français.



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
	publiques ?				
4.4.2 Créer/Renforcer les capacités d'action collective	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à créer des capacités des gens à s'organiser, à mobiliser des ressources et à travailler ensemble pour résoudre leurs problèmes communs?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.4.3 Emanciper les populations (groupes) marginalisées	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à émanciper les groupes marginalisés ?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.4.4. Emanciper les femmes	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à émanciper les femmes, c'est-à-dire à leur donner le choix et le contrôle de leurs vies ?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.4.5. Construire le capital social <sup>vii</sup>	Dans quelle mesure la société civile construit-elle le capital social parmi ses membres ? Dans quelle mesure les niveaux de confiance, de tolérance et d'esprit public des membres de la SC est-elle comparable à ceux des non membres ?	La société civile diminue le stock de capital social dans la société.	La société civile ne contribue pas à la construction du capital social dans la société.	La société civile contribue modérément à la construction du capital social dans la société.	La société civile contribue fortement à la construction du capital social dans la société.
4.4.6 Le soutien aux activités génératrices de revenus	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à créer/soutenir les emplois et/ou les activités génératrices de revenus (spécialement pour les pauvres et les femmes)?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
<b>4.5. Rencontrer (faire face) les besoins sociétaux</b>	<b>Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle à rencontrer les besoins sociétaux, spécialement ceux des pauvres et des autres groupes marginalisés ?</b>				
4.5.1 Lobbying pour la fourniture des services étatiques	Dans quelle mesure la société civile est-elle active et réussit-elle dans le lobbying auprès du gouvernement concernant les pressants besoins sociétaux ?	Aucune activité de la SC qui ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	L'activité de la SC dans ce domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	La société civile est active dans ce domaine, mais son impact est limité.	La société civile joue un rôle important. Des exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.5.2 Faire face aux pressants	Dans quelle mesure la société civile	Aucune activité de la SC qui	L'activité de la SC dans ce	La société civile est active	La société civile joue un rôle important. Des



Indicateur	Description	Score 0	Score 1	Score 2	Score 3
besoins sociétaux directement	est-elle active et réussit-elle à faire face directement aux pressants besoins sociétaux (à travers la fourniture de services ou la promotion des initiatives d'auto-promotion)?	ait des conséquences dans ce domaine ne peut être citée	domaine est très limitée et il n'y a pas d'impact sensible.	dans ce domaine, mais son impact est limité.	exemples de succès significatif/impact peuvent être cités.
4.5.3. Faire face aux besoins des groupes marginalisés	Dans quelle mesure les OSC sont-elles plus ou moins efficaces que l'Etat dans la fourniture de services aux groupes marginalisés ?	Les OSC sont moins efficaces que l'Etat.	Les OSC sont aussi efficaces que l'Etat.	Les OSC sont légèrement plus efficaces que l'Etat	Les OSC sont significativement plus efficaces que l'Etat.



<sup>i</sup> Cet indicateur est très populaire parmi les universitaires et est parfois utilisé comme une simple représentation

<sup>ii</sup> Pour beaucoup d'indicateurs, les sources de données secondaires sont disponibles pour un grand nombre de pays. Pour chaque indicateur, les notes indiquent comment traduire la donnée secondaire originale sur l'échelle de 4 points de la matrice de notation de l'indice.

<sup>iii</sup> Cette sous dimension/indicateur n'est pas éclaté en indicateurs individuels pour faciliter et simplifier la notation. La sous dimension/indicateur consiste en 8 conditions socio-économiques qui sont importantes pour la société civile. Les notes pour cet indicateur sont déterminées d'une telle manière qu'elles indiquent combien d'obstacles socio-économiques il y a pour la société civile (max: 8; min: 0). La tâche de la réunion du Comité Consultatif National est simplement de vérifier le nombre d'obstacles (tels qu'identifiés par les données secondaires) et assigner la note correspondante.

<sup>iv</sup> La note provient de la moyenne des trois variables (1. Réclamer des bénéfices auprès du gouvernement, 2. Éviter de payer un droit sur le transport public, 3. Tricher sur les taxes).

<sup>v</sup> Cet indicateur combine un certain nombre de caractéristiques de la qualité individuelle de l'enregistrement, en l'occurrence si l'enregistrement est (1) simple, (2) rapide, (3) pas coûteuse, (4) appliqué équitablement, et (5) appliqué de façon cohérente. Le processus d'utilisation de ces cinq variables "Oui/Non" pour la notation de l'indicateur de l'enregistrement des OSC par le CCN suit le processus défini pour la sous dimension 3. Les notes de l'indicateur sont définies par combien de ces cinq caractéristiques de qualité existent/sont absents.

<sup>vi</sup> La tâche du CCN en notant l'indicateur est d'évaluer l'importance du soutien du secteur privé à la société civile. Ici, les descriptions de la note sont centrées sur deux éléments: (1) la taille générale du soutien du secteur privé à la société civile, (2) le nombre d'OSC soutenus par le secteur privé. A noter que ces deux éléments sont combinés dans les descriptions de la note de l'indicateur.

<sup>vii</sup> Pour noter cet indicateur, nous avons utilisé les trois critères (mesures) de la confiance, la tolérance et le sens civique (voir les normes de la sous dimension socio-culturelle dans la dimension ENVIRONNEMENT).:

- 1) Calculer les trois mesures pour deux sous groupes de la population: (1) les membres des OSC et (2) les non membres.
- 2) Comparer la note de chaque mesure pour les deux sous groupes et déterminer lequel des deux a le meilleur score (par exemple en indiquant la plus haute confiance, tolérance et sens civique). Si la note des membres des OSC est meilleure que celle des non membres, cela indique que la société civile contribue à la production de la société civile. Si la note est mauvaise, cela indique que l'engagement dans les OSC n'est probablement pas jugé par les citoyens utile pour générer des normes de capital social.
- 3) Noter que pour certains des trois indicateurs, la société civile devrait ajouter, et pour d'autres, elle devrait diminuer le capital social. Pour noter l'indicateur une vue d'ensemble est importante.

